

N° 6893¹⁷

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2016-2017

PROJET DE LOI

1. relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
2. portant création d'un registre des titres professionnels et d'un registre des titres de formation;
3. modifiant
 - a) la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire,
 - b) la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,
 - c) la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,
 - d) la loi modifiée du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Education nationale et le ministère de la Santé,
 - e) la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,
 - f) la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE, DES MEDIAS, DES COMMUNICATIONS ET DE L'ESPACE

(18.10.2016)

La Commission se compose de: Mme Simone BEISSEL, Président; M. André BAULER, Rapporteur; M. Claude ADAM, Mmes Diane ADEHM, Taina BOFFERDING, Tess BURTON, M. Lex DELLES, Mmes Martine HANSEN, Octavie MODERT, MM. Roger NEGRI, Marcel OBERWEIS, Roy REDING et Serge WILMES, Membres.

*

I. ANTECEDENTS

Le projet de loi sous rubrique a été déposé à la Chambre des Députés le 19 octobre 2015 par le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, M. Claude Meisch. Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche financière, d'une fiche d'évaluation d'impact, d'un tableau de correspondance, ainsi que des textes coordonnés des lois à modifier.

Le projet de loi a été avisé par les chambres professionnelles suivantes:

- la Chambre des Métiers le 2 février 2016;
- la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics le 3 février 2016;
- la Chambre des Salariés le 16 mars 2016;
- la Chambre de Commerce le 28 avril 2016.

Le Collège médical a avisé le projet de loi le 25 novembre 2015.

Le Collège vétérinaire a adopté un avis le 3 décembre 2015.

L'Ordre des architectes et ingénieurs-conseils a émis un avis le 15 décembre 2015.

Le projet de loi a par ailleurs été avisé par la Commission nationale pour la protection des données le 17 décembre 2015.

Le Conseil supérieur de certaines professions de santé a adopté un avis le 11 avril 2016.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 7 juin 2016.

Lors de sa réunion du 13 juin 2016, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace a désigné M. André Bauler comme rapporteur du projet de loi. Le 16 juin 2016, elle a entendu la présentation générale du projet par M. le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.

Les 16, 22 et 24 juin, la Commission a procédé à l'examen du projet de loi, à la lumière de l'avis du Conseil d'Etat. Lors des réunions précitées, elle a procédé à l'adoption d'une série d'amendements parlementaires qui ont fait l'objet d'un avis complémentaire du Conseil d'Etat émis le 15 juillet 2016.

La Commission nationale pour la protection des données a émis un avis complémentaire le 20 juillet 2016.

La Chambre de Commerce a adopté un avis complémentaire le 22 juillet 2016.

Le 13 juillet 2016, la Chambre des Notaires a émis une note concernant l'avis du Conseil d'Etat, laquelle a été complétée, en septembre 2016, par un avis supplémentaire.

L'Association nationale des infirmiers et infirmières luxembourgeoises (ANIIL) a avisé le projet de loi le 1^{er} septembre 2016.

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace a analysé l'avis complémentaire du Conseil d'Etat lors de sa réunion du 19 septembre 2016. Elle a procédé à l'adoption d'une série d'amendements parlementaires supplémentaires qui ont fait l'objet d'un deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat émis le 11 octobre 2016.

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace a analysé le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat le 13 octobre 2016. Le 18 octobre 2016, elle a adopté le présent rapport.

II. OBJET DU PROJET DE LOI

1. Observations générales

Selon le principe de la libre circulation des travailleurs, tout citoyen européen devrait pouvoir exercer sa profession dans chaque pays membre de l'Union européenne s'il remplit les conditions à respecter dans son pays d'origine.

Afin de renforcer la libre circulation des travailleurs au sein du marché unique, la Commission européenne s'est proposée de moderniser le droit de l'Union européenne en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles. Ainsi, pour lever les obstacles à l'exercice des droits des citoyens européens, la directive 2013/55/UE du 20 novembre 2013 modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et le règlement (UE) n° 1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur („règlement IMI“) (ci-après: „la directive de 2013“) a comme but de réduire les charges administratives liées à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

L'objectif principal du présent projet de loi consiste donc à transposer en droit luxembourgeois la directive de 2013. Une grande partie de la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (ci-après: „la directive de 2005“) fut transposée en droit luxembourgeois par différentes lois, notamment la loi modifiée du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service. D'autres dispositions furent introduites dans plusieurs autres lois. Ceci ne contribue évidemment pas à la lisibilité de l'ensemble de la législation concernant les qualifications professionnelles.

Considérant dès lors que les modifications apportées par la directive de 2013 à la directive de 2005 auraient nécessité des amendements majeurs aux textes en cause, et considérant de surplús que le saucissonnage dans plusieurs textes ne contribue pas à améliorer la qualité légistique, il est proposé de codifier dans un texte unique les principales dispositions de la directive modifiée 2005/36/CE.

Hormis la transposition fidèle de la directive de 2013, le présent projet de loi se propose de préciser la législation nationale existante relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ainsi que les procédures afférentes. Ces mesures et dispositions sont les suivantes:

- création d'un registre des titres professionnels et d'un registre des titres de formation;
- dispense de la procédure d'homologation;
- ouverture de la procédure de reconnaissance des qualifications professionnelles aux détenteurs de certains titres de formation obtenus dans un pays tiers;
- amélioration légistique: harmonisation des procédures et introduction de formulaires standardisés.

2. La directive de 2013

Les principales modifications et innovations introduites par la directive de 2013 et fidèlement transposées par le présent texte sont les suivantes:

- Reconnaissance des stages professionnels effectués dans un autre Etat membre dans les cas où l'accès à une profession réglementée dans l'Etat membre d'origine est subordonné à l'accomplissement d'un stage professionnel, pour autant qu'ils soient conformes aux lignes directrices afférentes établies par l'Etat membre d'origine. Les règles nationales ne devraient en effet pas constituer un obstacle à la mobilité des jeunes diplômés.
- Prévoir la possibilité d'exprimer la durée d'un programme d'enseignement et de formation en crédits du système européen de transfert et d'accumulation d'unités de cours capitalisables (ECTS). En effet, les ECTS sont désormais utilisés dans la majorité des établissements d'enseignement supérieur de l'Union européenne. Leur utilisation est aussi de plus en plus fréquente dans les formations menant aux qualifications requises pour l'exercice d'une profession réglementée.
- Possibilité d'accéder à plein temps à une profession réglementée dans l'Etat d'accueil si le professionnel a exercé cette profession pendant une année au cours des dix années précédentes dans un Etat membre qui ne réglemente pas cette profession.
- Obligation d'accorder un accès partiel aux activités qui relèvent d'une profession dont le champ d'activités est plus grand que dans l'Etat membre d'origine avec possibilité de refuser cet accès pour

les professions de santé si elles ont des implications en matière de santé publique ou de sécurité des patients.

- Précision des dispositions en matière de connaissances linguistiques des professionnels. Elle limite explicitement le contrôle des connaissances linguistiques à la connaissance d'une langue officielle ou administrative de l'Etat membre d'accueil.
- Possibilité de mettre en place des cadres communs de formation par la Commission européenne pour des professions données. Il s'agit de promouvoir ainsi une plus grande automaticité de la reconnaissance des qualifications professionnelles pour les professions qui n'en bénéficient pas actuellement. Cette mesure doit toutefois tenir compte de la compétence dont disposent les Etats membres de fixer les qualifications professionnelles requises pour l'exercice des professions sur leur territoire, ainsi que le contenu et l'organisation de leurs systèmes d'enseignement et de formation.
- Remplacement des points de contact nationaux par des centres d'assistance dont l'activité principale consiste à conseiller et à assister les citoyens.
- Possibilité d'introduire, au niveau européen et pour des professions déterminées, une carte professionnelle européenne. Celle-ci est appelée à faciliter la mobilité temporaire et la reconnaissance du titre dans le cadre du système de reconnaissance automatique ainsi qu'à promouvoir un processus simplifié de reconnaissance dans le cadre du système général. Elle a pour but de simplifier le processus de reconnaissance et d'introduire une plus grande efficacité au niveau du coût et du fonctionnement qui sera bénéfique tant pour les professionnels que pour les autorités compétentes. L'introduction d'une carte professionnelle européenne doit tenir compte des avis de la profession concernée et doit être précédée d'une évaluation de son adéquation pour la profession en cause et de son impact sur les Etats membres. Le fonctionnement de la carte professionnelle européenne est censé s'appuyer sur le système d'information du marché intérieur (IMI).
- Instauration d'un mécanisme d'alerte pouvant signaler aux autorités compétentes des autres Etats membres les professionnels qui ne sont plus autorisés à exercer leur profession. Ainsi un mécanisme d'alerte spécifique est nécessaire pour les professionnels de santé. Celui-ci s'applique également aux vétérinaires ainsi qu'aux professionnels exerçant des activités relatives à l'éducation des mineurs, y compris les professionnels travaillant dans les domaines de la garde d'enfants et de l'éducation de la petite enfance. L'obligation d'envoyer une alerte s'applique uniquement aux Etats membres où de telles professions sont réglementées.

Il est à noter que le délai de transposition a été fixé au 18 janvier 2016.

*

III. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

1. Avis du 7 juin 2016

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat émet plusieurs oppositions formelles à l'encontre du projet de loi.

Le Conseil d'Etat demande, sous peine d'opposition formelle pour transposition non conforme de la directive, de reformuler l'obligation de fournir des informations et documents complémentaires sous peine de caducité de la demande dans un délai de trois mois.

Concernant le paragraphe 5 de l'article 51 qui stipule que toutes „les procédures sont effectuées conformément à l'article 8 de la loi modifiée du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur“, le Conseil d'Etat demande, sous peine d'opposition formelle pour insécurité juridique, de préciser en détail de quelles procédures il s'agit.

Finalement la Haute Corporation demande, sous peine d'opposition formelle pour incohérence des textes, la reformulation du passage exigeant que le „médecin doit avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession, soit en allemand, soit en français, et comprendre les trois langues administratives du Grand-Duché de Luxembourg ou acquérir les connaissances lui permettant de les comprendre (...)“.

En effet, l'article 53 du texte en projet ne parle que de la connaissance d'une langue officielle ou d'une langue administrative sous réserve que cette dernière soit également une langue officielle de l'Union européenne. Voilà pourquoi, selon le Conseil d'Etat, il y a lieu de reformuler l'exigence lin-

guistique en se limitant à la connaissance d'une des trois langues luxembourgeoise, allemande ou française.

La même opposition formelle est formulée à l'encontre des autres articles qui prévoient une telle vérification des connaissances linguistiques.

2. Avis complémentaire du 15 juillet 2016

Dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016, le Conseil d'Etat a pris note des changements d'ordre rédactionnel ainsi que des explications supplémentaires de la Commission.

Finalement, il lève toutes les oppositions formelles exprimées dans son premier avis.

3. Deuxième avis complémentaire du 11 octobre 2016

Dans son deuxième avis complémentaire du 11 octobre 2016, le Conseil d'Etat n'a pas d'observations à formuler et approuve les amendements parlementaires introduits le 19 septembre 2016.

Pour le détail des observations émises par le Conseil d'Etat dans ses avis et pour les réponses apportées par la Commission, il est renvoyé au commentaire des articles.

*

IV. AVIS DES CHAMBRES PROFESSIONNELLES

1. Avis de la Chambre des Métiers

Dans son avis du 2 février 2016, la Chambre des Métiers souligne l'importance de ce texte pour l'artisanat, notamment parce que chaque année plus d'un tiers des créateurs d'entreprises artisanales s'appuient sur les règles communautaires pour s'établir. Elle réitère également l'importance de l'exigence des qualifications pour l'établissement d'entreprises, qualifications qui sont aussi, à ses yeux, des garants tant de la transmission du savoir et du savoir-faire.

La Chambre des Métiers salue également le travail fidèle de transposition de la directive opéré par les auteurs du projet de loi. Elle note la complexité des thématiques soulevées dans le projet et notamment celle ayant trait à la définition de „profession réglementée“. A ce sujet, elle s'interroge sur la valeur juridique et sur l'opposabilité aux administrés de la „liste actualisée des professions réglementées [...] disponible en ligne, au moyen du guichet unique“ telle que prévue par le projet. Elle propose d'officialiser cette liste via un règlement grand-ducal ou un règlement ministériel.

Par ailleurs, la Chambre des Métiers regrette qu'aucune définition de la notion de „prestataire de services“ ne soit donnée par le projet. Elle salue cependant vivement la transposition fidèle des dispositions de la directive notamment en ce qui concerne les faits conditionnant l'accès au régime général de reconnaissance des titres de formation. Pour ce qui a trait à la procédure visant à l'obtention de l'autorisation d'exercer une profession réglementée, la Chambre des Métiers honore la précision qui vise les guichets uniques physiques mis en place auprès de la Chambre des Métiers et de la Chambre de Commerce. La Chambre des Métiers se félicite de la reconnaissance qu'obtient ainsi l'un de ses services-phares en lui conférant un rôle à part entière dans la procédure administrative relative aux demandes de prestations de services et aux demandes de reconnaissance des qualifications professionnelles.

La Chambre des Métiers approuve la mise en place d'un registre des titres de formation et demande que soit expressément prévue la possibilité d'y inscrire le titre du brevet de maîtrise. Si elle accueille favorablement l'officialisation du cadre luxembourgeois des qualifications, elle rappelle néanmoins que le classement à l'intérieur de ce cadre suit une logique „employabilité“ et non pas une logique „valeur“ ou „durée de la formation“. Elle attire ainsi l'attention des auteurs sur le risque que le cadre ainsi mis en place soit détourné de sa finalité et souhaite mettre en garde devant une interprétation non adéquate de celui-ci. En effet, selon la Chambre des Métiers, il est important d'éviter les détournements et les automatismes qui pourraient s'avérer nuisibles. Ainsi, elle plaide pour une structuration de ce cadre afin que soient évitées les discriminations à l'égard des personnes détentrices de diplômes luxembourgeois.

2. Avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics

Dans son avis du 3 février 2016, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics n'a pas d'objections à présenter quant au fond du texte et marque de ce fait son accord au projet de loi sous avis.

3. Avis de la Chambre des Salariés

Selon la Chambre des Salariés, la taxe de quotité pour la procédure de reconnaissance de la qualification ainsi que la taxe pour l'autorisation de pouvoir exercer une profession ne semblent pas être justifiées. Elle s'oppose également à l'introduction d'une taxe de 75 euros pour la délivrance d'un extrait de l'inscription du diplôme dans les sections respectives du registre des titres de formation.

Concernant l'admission aux organisations professionnelles, la Chambre des Salariés n'approuve pas l'admission d'office des prestataires de services étrangers tandis que leurs homologues luxembourgeois doivent suivre des démarches laborieuses pour être admis aux mêmes organisations.

Finalement la chambre professionnelle demande certaines précisions au sujet des connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de certaines professions réglementées.

4. Avis de la Chambre de Commerce

4.1. Avis du 26 mai 2016

Dans son avis du 26 mai 2016, la Chambre de Commerce ne peut que souscrire aux objectifs généraux du projet de loi sous avis qui consistent à (i) faciliter la mobilité temporaire des prestataires de services au sein du marché unique pour davantage de croissance et de création d'emplois, à (ii) simplifier les procédures en place et à (iii) réduire les charges administratives découlant du processus de reconnaissance des qualifications professionnelles.

Selon la Chambre de Commerce, les dispositions de ce projet de loi devraient contribuer à renforcer sur le marché du travail luxembourgeois la présence d'une main-d'œuvre qualifiée, d'autant plus qu'il est proposé d'élargir le champ d'application du système général de reconnaissance des qualifications professionnelles aux titulaires de qualifications professionnelles obtenues dans un pays tiers.

Dans son avis, la Chambre de Commerce met également en évidence les principales innovations apportées par la directive, transposées fidèlement par le projet de loi sous avis, tout en émettant des réserves à l'égard de certaines dispositions spécifiques qui, à ses yeux, ne s'inscrivent pas dans une logique de parfaite simplification administrative. Elle salue ainsi l'introduction d'un accès partiel pour les prestataires de services pleinement qualifiés pour exercer dans leur Etat d'origine l'activité professionnelle visée, mais qui ne répondent cependant pas à toutes les exigences définies par le législateur luxembourgeois pour y avoir pleinement accès.

Il en est de même pour la création de la carte professionnelle européenne qui vise à rendre plus transparent le processus de reconnaissance des qualifications professionnelles. La Chambre de Commerce se réfère également au centre d'assistance amené à conseiller et assister les citoyens en quête d'informations, pour autant que ce dernier n'exerce pas les mêmes missions que le „guichet unique“ instauré par la loi du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur. Ces mesures entendent stimuler la mobilité des professionnels, ce que trouve l'aval de la Chambre de Commerce compte tenu des besoins en qualification récurrents exprimés par les entreprises luxembourgeoises. La Chambre de Commerce formule toutefois encore certaines réserves liées notamment aux lourdeurs administratives à escompter et concernant plus particulièrement l'obligation d'une déclaration écrite préalable, lorsque le prestataire entend fournir des services sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg de manière temporaire ou occasionnelle.

Finalement, la Chambre de Commerce se félicite du fait qu'il est prévu de reprendre dans un texte coordonné les nouvelles dispositions, ainsi que celles en vigueur dans un souci d'harmonisation et de simplification. Elle déplore néanmoins le retard de transposition de la directive, sachant que cette dernière est entrée en vigueur le 17 janvier 2014 et que les Etats membres étaient tenus de la transposer en droit national au plus tard pour le 18 janvier 2016.

4.2. Avis complémentaire du 22 juillet 2016

Dans son avis complémentaire du 22 juillet 2016, la Chambre de Commerce marque son accord avec les amendements parlementaires introduits le 24 juin 2016 et salue plus particulièrement la dis-

position dérogatoire visant à dispenser les entreprises du secteur commercial et des professions libérales de la déclaration préalable en cas de déplacement au Grand-Duché pour y fournir des prestations de services.

*

V. AVIS DU COLLEGE MEDICAL

Dans son avis du 25 novembre 2015, le Collège médical estime que le projet de loi sous avis est une avancée pour le système de formation, de compétence et de qualification professionnelle relevant du champ du Collège médical. Il apprécie que le projet de loi donne l'occasion d'extraire du cadre juridique des textes de loi tombés en désuétude. Ainsi le Collège médical approuve le projet de loi sous avis tout en profitant de l'occasion d'étendre son avis sur d'autres aspects des lois concernées.

*

VI. AVIS DU COLLEGE VETERINAIRE

Dans son avis du 3 décembre 2015, le Collège vétérinaire propose certaines modifications au projet de loi et pose des questions concernant la suspension d'un médecin vétérinaire et la présence des médecins vétérinaires prestataires de service dans l'annuaire public.

*

VII. AVIS DE L'ORDRE DES ARCHITECTES ET INGENIEURS-CONSEILS

Dans son avis du 15 décembre 2015, l'Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils (ci-après „l'Ordre“) formule des remarques relatives à l'harmonisation des conditions d'accès à la profession d'architecte. Selon l'Ordre, les conditions minimales de formation devraient être suffisamment souples pour éviter de restreindre de manière excessive la liberté des Etats membres dans l'organisation de leurs systèmes éducatifs. L'Ordre soutient de ce fait formellement un maintien de la situation actuelle en la matière. Concernant la prestation temporaire et occasionnelle de service, l'Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils estime qu'il ne ressort pas clairement du projet de loi sous avis si les professionnels libéraux seront soumis à l'obligation d'une déclaration préalable. Finalement l'Ordre accueille très favorablement la mise en place d'un registre des titres professionnels et d'un registre des titres de formation.

*

VIII. AVIS DE LA COMMISSION NATIONALE POUR LA PROTECTION DES DONNEES

1. Avis du 17 décembre 2015

Dans son avis du 17 décembre 2015, la Commission nationale pour la protection des données (ci-après „la CNPD“) se limite à des observations concernant les questions traitant des aspects sur la protection des données. Ainsi la CNPD estime que le projet de loi devrait se référer à la législation nationale, à savoir la loi modifiée du 2 août 2002 qui a transposé en droit la directive 95/46/CE et non pas à la directive elle-même. En effet, considérant que le législateur luxembourgeois a choisi que seule une disposition légale peut autoriser le traitement de données relatives à des sanctions pénales, la CNPD estime que la référence à la loi modifiée du 2 août 2002 à l'article 56 du projet de loi est nécessaire afin de clarifier le régime applicable en droit national.

2. Avis complémentaire du 20 juillet 2016

Dans son avis complémentaire du 20 juillet 2016, la CNPD note avec satisfaction que la Commission a repris dans ses amendements introduits le 24 juin 2016 plusieurs de ses recommandations. Néanmoins

elle rappelle sa recommandation de désigner clairement un responsable du traitement des données pour le registre des titres professionnels et pour le registre des titres de formation.

*

IX. AVIS DU CONSEIL SUPERIEUR DE CERTAINES PROFESSIONS DE SANTE

Dans son avis du 11 avril 2016, le Conseil supérieur de certaines professions de santé est d'avis que les textes qui lui ont été soumis pour avis présentent encore trop d'imprécisions et d'ambiguïtés pour qu'il puisse émettre un avis positif.

*

X. AVIS DE LA CHAMBRE DES NOTAIRES

1. Note du 13 juillet 2016

Dans sa note du 13 juillet 2016, la Chambre des Notaires s'oppose à la recommandation du Conseil d'Etat de supprimer le bout de phrase „*qui sont nommés par un acte officiel des pouvoirs publics*“ de l'article 2, alinéa 4 du projet de loi. Selon elle, la suppression de cette partie du texte ouvrirait la porte à une interprétation erronée du texte national.

2. Avis supplémentaire émis en septembre 2016

Dans son avis supplémentaire émis en septembre 2016, la Chambre des Notaires réitère l'importance qu'a pour elle le fait que le libellé de l'article 2, alinéa 4 reste dans sa teneur initiale.

*

XI. AVIS DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES INFIRMIERS ET INFIRMIERES LUXEMBOURGEOIS

Dans son avis du 1^{er} septembre 2016, l'Association nationale des infirmiers et infirmières luxembourgeois demande à ce que la formation continue obligatoire reste maintenue dans la présente loi pour pouvoir maintenir la qualité des soins infirmiers, en considération de la sécurité des patients.

*

XII. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Intitulé

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat estime que la référence aux directives européennes est à omettre dans l'intitulé des lois qui contiennent des dispositions autonomes.

L'ajout du numéro de la directive au Mémorial sous son acte de transposition national satisfait d'ailleurs pleinement à l'obligation faite par la directive d'y faire référence à l'occasion de sa transposition.

Le remplacement d'un acte dans son intégralité n'est pas mentionné dans l'intitulé de l'acte qui le génère, étant donné qu'une telle citation allongerait inutilement l'intitulé du nouvel acte autonome. Toutefois, lorsque l'acte est abrogé sans être remplacé par un texte nouveau, il y est cité.

Le Conseil d'Etat propose dès lors de reformuler l'intitulé du projet de loi sous avis comme suit:

„Projet de loi relative 1. à la reconnaissance des qualifications professionnelles; 2. portant création d'un registre des titres professionnels et d'un registre des titres de formation; et modifiant

a) la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire,

- b) la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,
- c) la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,
- d) la loi modifiée du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Education nationale et le ministère de la Santé,
- e) la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,
- f) la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public „Laboratoire national de santé“,
- g) la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute“

Reconnaissant le bien-fondé des observations de la Haute Corporation, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de libeller comme suit l'intitulé du projet de loi sous rubrique:

„Projet de loi **relative** 1. relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles **transposant**

— la directive 2005/36/CE DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et

— la directive 2013/55/UE DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL du 20 novembre 2013 modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et le règlement (UE) n° 1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur („règlement IMI“);

2. portant création d'un registre des titres professionnels et d'un registre des titres de formation;

et 3. modifiant

- a) la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire,
- b) la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,
- c) la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,
- d) la loi modifiée du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Education nationale et le ministère de la Santé,
- e) la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,

f) la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public „Laboratoire national de santé“,

f) la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute;

abrogeant

— la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur,

— la loi modifiée du 19 juin 2009

1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est

a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles

b) de la prestation temporaire de service

2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant

a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans

- ~~b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles,~~
~~— la loi modifiée du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable des soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées“~~

En principe, la proposition de reformulation de l'intitulé émise par le Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016 est reprise.

Il est toutefois proposé d'agencer comme suit la numérotation des différents points de l'intitulé:

„Projet de loi

1. relative à la reconnaissance ...;
2. portant création d'un registre ...;
3. modifiant ...“.

Il est également proposé de supprimer la référence à la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public „Laboratoire national de santé“, car, suite aux propositions émises par le Conseil d'Etat sous les articles 71 et 76 initial du présent projet de loi, cette loi n'est finalement pas modifiée.

Cette proposition d'amendement n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016.

TITRE I^{er}

Dispositions générales

Article 1^{er}

Par analogie avec l'article 1^{er} de la directive modifiée 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (ci-après: „la directive“), cet article définit l'objet de la présente loi.

L'alinéa 2 constitue une innovation par rapport à la situation antérieure. Il transpose un nouvel alinéa introduit par la directive 2013/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et le règlement 1024/2012/UE concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur („règlement IMI“) (ci-après: „la directive 2013/55/UE“) et établit le principe que le Luxembourg doit reconnaître (i) l'accès partiel aux professions réglementées et (ii) les stages professionnels effectués en dehors de l'Etat d'origine.

Dans le commerce, les métiers et les professions libérales, cette nouvelle disposition ne fera que formaliser une pratique administrative.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat constate que l'article sous rubrique reprend le contenu de l'article 1^{er} de la directive et délimite ainsi l'objet du projet de loi sous avis qui est censé définir les règles pour la reconnaissance des qualifications professionnelles acquises à l'étranger. La directive exige cette reconnaissance uniquement pour les qualifications professionnelles acquises sur le territoire d'un Etat membre, de sorte que le libellé proposé va au-delà des exigences de la directive qui concernent „les qualifications professionnelles acquises dans un ou plusieurs Etats membres“.

La Commission marque son soutien à la proposition d'élargir le champ d'application du système général de reconnaissance aux ressortissants d'un Etat membre et aux ressortissants assimilés qui sont titulaires de qualifications professionnelles obtenues dans un pays tiers. Outre le fait de pallier ainsi une insécurité juridique existant actuellement et de permettre à des personnes qualifiées d'exercer leur profession, cette ouverture est susceptible de renforcer, sur le marché du travail luxembourgeois, la main-d'œuvre disponible dans certains domaines qui connaissent ou qui connaîtront dans un proche avenir un manque de personnel. Par ailleurs, la mesure préconisée devrait permettre aux immigrants présents sur le territoire luxembourgeois de s'intégrer davantage dans la société luxembourgeoise moyennant le travail.

Cet article est adopté par la Commission tel que proposé par le projet gouvernemental initial.

Article 2

Consacré à la définition du champ d'application du projet de loi sous rubrique, cet article porte transposition de l'article 2 de la directive.

Conformément à la directive 2013/55/UE, il est précisé que la présente loi s'applique également au ressortissant qui a effectué un stage professionnel en dehors de l'Etat d'origine.

L'application de la loi se limite toutefois aux ressortissants de l'Union européenne et aux ressortissants des pays tiers assimilés. Les ressortissants de pays tiers non-assimilés ne peuvent pas profiter des principes de reconnaissance établis par cette loi indifféremment du fait qu'ils disposent de qualifications obtenues dans un pays tiers (même si équivalentes) ou qu'ils disposent de qualifications européennes. Même si la présente loi ne couvre pas les ressortissants de ces pays tiers, ceci n'empêche pas les différentes autorités compétentes d'appliquer ou d'adapter leurs propres lois pour gérer ces demandes selon les besoins.

En limitant le champ d'application aux ressortissants tels que définis à l'article 3, le Luxembourg compte minimiser le risque de „forum shopping“, c'est-à-dire toute pratique selon laquelle des ressortissants de pays tiers, non-résidents, et sans lien économique avec le Luxembourg, demanderaient une reconnaissance au Luxembourg, et ce pour se voir faciliter leur accès à un autre marché européen. En pratique, il sera donc aisé de rejeter toute demande de ressortissants de pays tiers, non-couverts par la présente loi, et de leur garantir ainsi une réponse claire et rapide.

Le paragraphe 3 de l'article sous rubrique précise que les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas dans le cas où, pour une profession réglementée déterminée, d'autres dispositions spécifiques concernant directement la reconnaissance des qualifications professionnelles sont prévues dans un texte distinct. Ainsi, au Luxembourg, les dispositions relatives aux avocats font l'objet de la loi du 18 décembre 2008 transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles de la directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant: 1. la loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; 2. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 3. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés; 4. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-Duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre Etat membre des Communautés européennes.

En vertu du paragraphe 4, le projet de loi sous rubrique ne s'applique pas aux notaires qui sont nommés par un acte officiel des pouvoirs publics. Les notaires sont en effet exclus du champ d'application de la directive 2005/36/CE et, par là, de la présente loi, compte tenu des régimes spécifiques et divergents qui leur sont applicables dans les différents Etats membres en ce qui concerne l'accès à la profession et son exercice.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat note que par cet article est transposé l'article 2 de la directive qui définit le champ d'application. La loi s'applique ainsi „à tout ressortissant“, terme défini à l'article 3 sous p).

Même si le champ d'application inclut les membres des professions libérales, les auteurs notent qu'en ce qui concerne le domaine du droit, une loi spéciale est en préparation pour la transposition particulière de la directive 2013/55/UE à l'instar de la démarche retenue au moment de la transposition de la directive 2005/36/CE.

Au paragraphe 3, il est prévu que, si pour une profession réglementée déterminée la reconnaissance des qualifications professionnelles est réglée „dans un texte distinct“, les dispositions de la loi résultant du projet de loi sous avis ne s'appliquent pas. Le Conseil d'Etat attire l'attention des auteurs sur le fait que la directive à transposer emploie l'expression „instrument distinct du droit communautaire“, de sorte qu'il demande de remplacer l'expression „dans un texte distinct“ par „dans une disposition distincte“.

La Commission adopte cette proposition.

Le paragraphe 4 prévoit que les notaires ne rentrent pas dans le champ d'application étant donné qu'ils sont nommés par un acte officiel des pouvoirs publics. Le Conseil d'Etat suggère de supprimer le bout de phrase „qui sont nommés par un acte officiel des pouvoirs publics“ pour être superfétatoire.

La Commission a suivi cette recommandation et en a tenu compte dans le texte coordonné qui accompagnait la série d'amendements parlementaires du 24 juin 2016.

Or, il s'est avéré que, tout bien considéré, il convient de maintenir le bout de phrase en question et donc de revenir à la version initiale du paragraphe 4 de l'article 2 du projet de loi. Par conséquent, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire adopté le 19 septembre 2016, de rétablir, *in fine* du paragraphe 4 de l'article 2, le bout de phrase „qui sont nommés par un acte officiel des pouvoirs publics“, tel qu'il figurait dans le texte initial.

Ledit paragraphe 4 de l'article 2 se lit donc de nouveau comme suit:

„(4) La présente loi ne s'applique pas aux notaires **qui sont nommés par un acte officiel des pouvoirs publics.**“

En effet, dans une note circonstanciée, la Chambre des notaires a attiré l'attention sur le fait que seul le libellé initial tient pleinement compte de la dimension européenne de la question. Suite aux prononcés des arrêts rendus par la Cour de justice de l'Union européenne (ci-après: „CJUE“) en date du 24 mai 2011 (affaires C-47/08, C-50/08, C-51/08, C-52/08, C-53/08, C-54/08 et C-61/08), dans le cadre desquels la CJUE avait dit pour droit que les activités notariales ne participent pas à l'exercice de l'autorité publique au sens de l'article 45, premier alinéa du traité CE (cf. article 51, alinéa 1^{er} du TFUE), il existait une certaine insécurité juridique quant à la continuité de la qualité d'officier public des notaires exerçant dans les Etats membres de l'Union européenne. Le considérant 3 et l'article 2, paragraphe 4, de la directive 2013/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et le règlement (UE) n° 1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur („règlement IMI“) ont contribué à clarifier la question, dans la mesure où ils tendent à reconnaître que la souveraineté des Etats membres sur l'organisation de la justice préventive n'avait jamais été mise en question, souveraineté qui permet notamment aux Etats membres de confier les tâches notariales à des officiers publics.

Dans cette optique, au nom du principe de précaution, il convient de maintenir cette précision également dans le projet de loi de transposition, afin d'éviter toute interprétation erronée du texte national.

Cette proposition d'amendement n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son deuxième avis complémentaire du 11 octobre 2016.

Article 3

A l'instar de l'article 3 de la directive, cet article introduit un certain nombre de définitions.

Les points a) à n) de l'article sous rubrique reprennent les définitions a) à n) figurant au point 1 de l'article 3 de la directive. Le point 2 du même article de la directive est intégré, sous le point a) du présent article, à la définition de la „profession réglementée“. Le point 3 de l'article 3 de la directive est repris, sous le point c) du présent article, dans la définition de la notion de „titre de formation“.

Le projet de loi sous rubrique transpose toutefois une série d'innovations concernant ces définitions, à commencer par la précision que la notion d'„expérience professionnelle“ comprend, outre l'exercice à plein temps, l'exercice à temps partiel d'une profession. Elle apporte également certaines précisions concernant l'„épreuve d'aptitude“ qui désigne désormais un contrôle des connaissances, aptitudes et compétences professionnelles du demandeur. Cette épreuve doit donc désormais aller au-delà du simple test de „connaissances“.

Les points j) à n) introduisent de nouvelles notions définies par la directive. Le „stage professionnel“ remplace le „stage d'aptitude“, et les „raisons impérieuses d'intérêt général“ sont limitées aux cas reconnus par la Cour de justice de l'Union européenne. Sont introduites également les définitions européennes de la „carte professionnelle européenne“, l'„apprentissage tout au long de la vie“ et les „crédits ECTS“.

Pour les besoins de la présente loi, l'article sous rubrique est complété, au-delà de ce qui est prescrit par la directive, par les points o) à s), proposant respectivement une définition des notions suivantes:

„Etat d’origine“, „Etat membre“, „ressortissant“, „registre des titres professionnels“ et „registre des titres de formation“.

Il s’avère en effet nécessaire de préciser la notion d’„Etat d’origine“ en reflétant les éléments de l’article 1^{er} de la directive. L’Etat d’origine désigne ainsi l’Etat dans lequel une qualification a été acquise et non pas l’Etat de résidence ou dont le ressortissant tient sa ou ses nationalités, comme peut le laisser entendre le terme à défaut de précisions.

La notion d’„Etat membre“ va au-delà de ce qui est prévu par la directive et étend la notion ainsi, à l’exemple de la loi modifiée du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b. de la prestation temporaire de service, des 28 Etats membres actuels de l’Union européenne à l’Islande, la Norvège, le Liechtenstein et la Suisse.

S’agissant de la notion de „ressortissant“, il convient de relever que celle-ci englobe, dans le cadre de la présente loi et à l’instar de la loi modifiée précitée du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b. de la prestation temporaire de service, et à l’instar de la définition d’„Etat membre“, tant les ressortissants d’un Etat membre de l’Union européenne que ceux de l’Espace économique européen et de la Confédération suisse.

De même que la loi précitée du 19 juin 2009, la présente loi s’applique également à certains citoyens de pays tiers qui satisfont soit aux exigences de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l’immigration, soit aux exigences de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d’asile et à des formes complémentaires de protection.

Au titre de la loi modifiée précitée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l’immigration, il s’agit des ressortissants de pays tiers qui soit vont s’établir au Luxembourg, soit sont déjà légalement établis au Luxembourg. La loi vise ici les deux situations.

Premièrement, la présente loi pourra profiter à tous ceux qui vont s’installer légalement au Luxembourg. A cette fin, il est nécessaire d’inclure tous ceux qui ont introduit une demande pour obtenir une autorisation de séjour et qui en remplissent tous les critères à part ceux relatifs à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l’exercice de l’activité visée. Si une telle demande est introduite auprès du ministre ayant l’Immigration dans ses compétences, ce dernier en informera l’autorité compétente qui pourra alors établir une reconnaissance des qualifications. En cas de reconnaissance, le ministre ayant l’Immigration dans ses compétences attribue alors l’autorisation de séjour. Si une épreuve complémentaire est requise pour vérifier le niveau de formation du candidat, le ministre ayant l’Immigration dans ses attributions permettra au candidat de se présenter à l’épreuve. En cas d’échec ou si une reconnaissance n’est pas attribuée, l’autorisation de séjour est refusée.

Deuxièmement, il s’avère nécessaire d’assimiler, à titre autonome, les ressortissants de pays tiers qui disposent déjà d’un titre de séjour valable. Il est nécessaire de les inclure dans la notion de ressortissant pour leur permettre ainsi de poursuivre la profession pour laquelle ils sont qualifiés. Les ressortissants de pays tiers qui ne sont que de passage au Luxembourg et qui restent moins de trois mois usant de leur droit d’entrée en pays en vertu des articles 34 à 36 de la loi précitée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l’immigration, sont toutefois exclus de l’application de la présente loi. Par conséquent, ils ne pourront pas demander une reconnaissance de leur qualification lors de leur séjour.

Finalement, les personnes visées par la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d’asile et à des formes complémentaires de protection, telles que les apatrides et les réfugiés, pourront également profiter de la présente loi.

A noter que ces dispositions excluent du champ d’application les demandeurs de nationalité d’un pays tiers qui ne jouissent pas d’un des titres ou d’une des autorisations de séjour précités. Des demandes de reconnaissance de qualifications professionnelles provenant d’une telle personne seront dès lors à rejeter comme étant irrecevables.

Ce choix s’explique, entre autres, par les expériences faites par les autorités compétentes au cours des dernières années avec des demandes de ce genre qui n’avaient guère de chances d’aboutir, ainsi que par le fait que le droit de l’Union européenne n’exige aucunement de traiter de telles demandes.

Outre des problèmes de comparabilité de formations obtenues majoritairement dans des pays avec une organisation des études différant largement des systèmes en place en Europe, on pouvait consta-

ter, pour la plupart de ces demandes de reconnaissance des qualifications professionnelles, que le contenu et la durée de la formation ne correspondaient aucunement aux exigences en la matière au Luxembourg.

Au vu de ce qui précède, ces demandes n'ont, pour la quasi-totalité, pas abouti à une reconnaissance des qualifications professionnelles. Or, même après une telle reconnaissance se posait toujours le problème que les lois réglementant les autorisations d'exercer une profession réglementée pouvaient encore faire intervenir des conditions supplémentaires, concernant notamment les connaissances linguistiques ou la nationalité, que le demandeur ne pouvait pas remplir.

Ainsi, la carté des présentes dispositions aura le mérite d'éviter aux intéressés de faire une demande sans chances de succès (ce constat vaut d'autant plus qu'à partir du 1^{er} janvier 2015, les demandes sont soumises au versement préalable d'une taxe), ainsi qu'aux administrations de traiter des dossiers hautement complexes et chronophages.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat note que l'article sous rubrique définit les termes spécifiques utilisés dans le projet de loi et reprend les définitions contenues dans la directive à l'endroit de l'article 3 tout en les adaptant à la situation du Luxembourg. Concernant le point a), il y a lieu de s'interroger sur la sécurité juridique que garantit une publication de cette liste par la voie du guichet unique. La même remarque vaut pour la liste des autorités compétentes.

La Commission reconnaît la pertinence des observations de la Haute Corporation. Elle propose, par voie d'amendement parlementaire, de supprimer l'alinéa 3 du point a) de l'article 3.

Dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016, le Conseil d'Etat se déclare d'accord avec la proposition d'amendement visant à supprimer l'alinéa 3 du point a) de l'article 3.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat constate que la loi précitée du 19 juin 2009 définit comme profession réglementée toute „activité ou un ensemble d'activités professionnelles dont l'accès, l'exercice ou une des modalités d'exercice est subordonnée directement ou indirectement, en vertu de dispositions législatives, réglementaires, ou administratives, à la possession de qualifications professionnelles déterminées;“, libellé identique au premier bout de phrase sous a) de l'article sous avis et repris de la directive 2005/36/CE à transposer. Une profession est donc réglementée parce qu'un texte législatif ou réglementaire la définit comme telle en dressant les qualifications nécessaires pour l'exercer. Le Conseil d'Etat considère donc comme superfétatoire de consacrer dans un texte législatif la publication d'une liste qui par ailleurs n'est pas prévue par la directive. A cela s'ajoute que le Conseil d'Etat demande en tout état de cause l'omission de la mention relative au guichet unique qui n'a pas sa place dans un texte législatif.

En ce qui concerne la définition de l'autorité compétente cependant, le Conseil d'Etat suggère de définir quelle est la liste des autorités compétentes et ce pour toute qualification professionnelle visée. En effet, la loi du 19 juin 2009 précitée définit la notion d'autorité compétente à l'article 2 points 7° et 8°. Les autorités compétentes luxembourgeoises y énumérées sont le ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions, le ministre ayant l'Education nationale et la Formation professionnelle dans ses attributions, le ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions et le ministre ayant la Santé dans ses attributions. Il y a donc lieu de reprendre la liste dressée en l'adaptant éventuellement à la situation actuelle.

Reconnaissant la pertinence de cette observation, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de modifier le point d) de l'article 3 comme suit:

„d) „autorité compétente“: toute autorité ou instance habilitée par l'Etat dont elle dépend à délivrer ou à recevoir des titres de formation et autres documents ou informations, ainsi qu'à recevoir des demandes et à prendre des décisions, visées dans la présente loi. ~~Une liste actualisée des autorités compétentes luxembourgeoises est disponible en ligne au moyen du guichet unique.~~

Les autorités compétentes luxembourgeoises sont le ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions, le ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions, le ministre ayant la Formation professionnelle dans ses attributions, le ministre ayant les Autorisations d'établissement dans ses attributions, le ministre ayant la Santé dans ses attributions, le ministre ayant les Transports dans ses attributions;“

Cette proposition d'amendement n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis complémentaire du 15 juillet 2015.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat signale que, du point de vue de la légistique formelle, il y a lieu d'insérer la date de la loi visée au point q) sous ii). Il s'agit d'écrire correctement:

„(...) en vertu de la loi du 29 août 2008 précitée (...)“

La Commission adopte cette recommandation.

Article 4

Précisant les effets de la reconnaissance des qualifications professionnelles telle que prévue par la présente loi, l'article sous rubrique correspond à l'article 4 de la directive. Il consacre dans son paragraphe 2 le principe de l'accès partiel introduit par la directive 2013/55/UE.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

TITRE II

Libre prestation de services

Article 5

L'article sous rubrique définit, à l'instar de l'article 5 de la directive, le principe de la libre prestation de services, ainsi que les conditions y relatives. Lorsqu'un prestataire qui relève d'une profession non-réglémentée dans son pays d'établissement, se déplace vers le Grand-Duché de Luxembourg où sa prestation relève d'une profession réglémentée, le Luxembourg peut interdire la prestation si le prestataire ne présente pas un minimum de pratique professionnelle. La durée de l'expérience professionnelle requise pour avoir l'accès visé est désormais réduite de deux ans à un an au cours des dix dernières années.

Cet article ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 6

L'article sous rubrique transpose l'article 6 de la directive en précisant les obligations dont sont dispensés les prestataires de services établis dans un autre Etat membre.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 7

L'article sous rubrique correspond à l'article 7 de la directive. Il définit la procédure de la déclaration préalable applicable au prestataire qui se déplace vers le Grand-Duché de Luxembourg pour y prester des services.

Le paragraphe 4, alinéa 4 apporte une innovation dans la mesure où il oblige désormais l'autorité compétente de mieux préciser les motifs qui lui permettent d'imposer une épreuve d'aptitude. L'autorité compétente doit ainsi vérifier et justifier si une telle différence substantielle n'est pas compensée par l'expérience professionnelle ou les connaissances, aptitudes et compétences acquises lors d'un apprentissage tout au long de la vie, avant de pouvoir imposer une épreuve.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat se réfère à l'information préalable de l'autorité compétente luxembourgeoise prévue à l'article sous rubrique. A l'instar de la Chambre des Métiers, la Haute Corporation relève une divergence avec l'article 37 de la loi du 2 septembre 2011 réglémentant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, qui émet une telle obligation uniquement à l'égard des entreprises relevant du secteur artisanal, alors qu'elle émet une dispense d'opérer une telle information préalable pour les entreprises relevant du secteur commercial et des professions libérales par dérogation aux articles 22 et 23 de la loi du 19 juin 2009 précitée.

Dans la mesure où la directive émet une obligation de déclaration préalable pour tout prestataire tombant dans le champ d'application de la directive, le Conseil d'Etat suggère de ne rendre applicable cette obligation de déclaration préalable qu'aux seules entreprises du secteur artisanal par alignement aux dispositions de l'article 37 de la loi du 2 septembre 2011 précitée.

Reconnaissant le bien-fondé des observations de la Haute Corporation, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, d'ajouter *in fine* de l'article sous rubrique un nouveau paragraphe 5 ayant la teneur suivante:

„(5) Par dérogation aux paragraphes qui précèdent, sont dispensées de la déclaration préalable de prestation de services, les entreprises relevant du secteur commercial et des professions libérales visées par la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.“

Cette proposition d'amendement n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016.

Article 8

L'article sous rubrique correspond à l'article 8 de la directive. Il établit le principe de la coopération administrative entre les autorités compétentes luxembourgeoises et les autorités compétentes de l'Etat membre d'établissement du prestataire temporaire de services. Désormais, la possibilité de l'autorité compétente luxembourgeoise de demander des informations à ses homologues étrangers concernant la légalité de l'établissement et la bonne conduite du prestataire est légèrement limitée. Ainsi, l'autorité devra justifier chaque demande par des doutes quant aux informations transmises par le prestataire. Sous l'ancienne loi, une telle justification n'était pas requise.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat, à l'instar de la Chambre des Métiers, considère que les deux dernières phrases du paragraphe 1^{er} de l'article 8 émettent une obligation à l'égard des autorités compétentes d'autres Etats membres qui n'ont pas leur place dans un texte législatif national. Le Conseil d'Etat demande par conséquent de supprimer ces deux phrases.

Tout en reconnaissant le bien-fondé des observations du Conseil d'Etat, la Commission tient à signaler que les deux dernières phrases du paragraphe 1^{er} peuvent également viser les autorités compétentes luxembourgeoises.

Tel est le cas lorsque le Luxembourg est le pays d'établissement du professionnel en cause. En effet, dans cette hypothèse, la directive établit une obligation de coopération de l'autorité compétente luxembourgeoise à l'égard des autorités compétentes des autres Etats membres.

Ainsi, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de modifier comme suit l'article 8, paragraphe 1^{er}:

„(1) Les autorités compétentes luxembourgeoises peuvent demander aux autorités compétentes de l'Etat membre d'établissement, en cas de doutes justifiés, toute information pertinente concernant la légalité de l'établissement et la bonne conduite du prestataire ainsi que l'absence de sanction disciplinaire ou pénale à caractère professionnel. Si les autorités compétentes luxembourgeoises décident de contrôler les qualifications professionnelles du prestataire, elles peuvent demander aux autorités compétentes de l'Etat membre d'établissement des informations sur les formations suivies par le prestataire dans la mesure nécessaire à l'évaluation des différences substantielles de nature à nuire à la santé ou à la sécurité publiques. ~~Les autorités compétentes de l'Etat membre d'établissement communiquent ces informations conformément à l'article 56. Si l'autorité compétente luxembourgeoise, en sa qualité d'autorité de l'Etat membre d'établissement, reçoit une demande d'information de la part d'une autorité étrangère, elle communique ces informations conformément à l'article 56. Si la profession n'est pas réglementée dans l'Etat membre d'origine, les centres d'assistance visés à l'article 57ter de la directive 2005/36/CE peuvent également fournir de telles informations.~~“

Il est proposé de ne pas supprimer la première des deux phrases visées, mais de la reformuler afin de faire ressortir clairement les obligations imposées par la directive.

La dernière phrase du paragraphe 1^{er} peut toutefois être supprimée, étant donné qu'elle laisse une simple faculté aux Etats membres de déléguer le rôle de communication de ces informations aux centres d'assistance pour ce qui concerne les professions non réglementées. Or, il est prévu de réserver cette faculté aux seules autorités compétentes.

Dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016, le Conseil d'Etat se déclare d'accord avec le libellé proposé par voie d'amendement parlementaire.

Article 9

A l'instar de l'article 9 de la directive, cet article définit les informations que le prestataire temporaire de services peut être tenu de fournir au destinataire du service.

Resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cet article est adopté par la Commission tel que proposé par le projet gouvernemental initial.

TITRE III

Liberté d'établissement**Chapitre 1^{er} – Régime général de reconnaissance des titres de formation***Article 10*

L'article sous rubrique définit le champ d'application du régime général de reconnaissance des titres de formation.

L'alinéa 1^{er} correspond essentiellement à l'article 10 de la directive.

Il est à noter que la Cour de justice de l'Union européenne a apporté des précisions quant à l'étendue du champ d'application dans son arrêt du 16 avril 2015 dans l'affaire C-477/13 „Angerer“. La cour précise que le régime général de reconnaissance des titres de formation est applicable de manière subsidiaire seulement aux professions et activités qui ne sont pas listées aux points a) à g) de l'alinéa 1^{er}. Pour les situations visées sous ces points, le demandeur doit justifier un motif „spécifique et exceptionnel“ en vertu duquel il devrait malgré tout pouvoir bénéficier d'une reconnaissance. Ces motifs exceptionnels peuvent tenir tant à des circonstances dues à de possibles obstacles institutionnels qu'à des circonstances liées aux situations personnelles du demandeur. A titre d'exemple, est considéré comme motif spécifique et exceptionnel lorsque, à la suite d'une erreur des autorités compétentes de l'Etat membre concerné, le titre de formation détenu par le demandeur n'a pas été notifié à la Commission. Est également accepté comme un tel motif lorsque le demandeur ne peut invoquer le mécanisme de reconnaissance des qualifications professionnelles prévu par la loi en raison du lieu d'obtention du titre de formation concerné et du parcours académique et professionnel du demandeur. N'est pas accepté comme raison suffisante le fait que la qualification professionnelle ouvre dans l'Etat membre d'origine l'accès à une profession autre que celle qu'il souhaite exercer dans l'Etat membre d'accueil.

L'alinéa 2 étend le champ d'application aux détenteurs de certains titres de formation émis par un pays tiers. Cet élargissement dépasse le champ d'application de la directive, qui se limite en principe uniquement aux titres de formation obtenus dans un Etat membre.

Ce choix s'explique notamment par le fait que certains demandeurs ont obtenu des qualifications très spécialisées dans un pays tiers, tel que le Canada ou les Etats-Unis.

La possibilité de pouvoir reconnaître de telles qualifications hautement spécialisées pourra certainement constituer un atout pour le marché du travail du Luxembourg.

Par ailleurs, comme le bénéficiaire de la présente directive a été élargi à certains ressortissants de pays tiers „assimilés“ (cf. article 3 du projet de loi sous rubrique), et que ces personnes disposent pour la plupart de qualifications obtenues dans un pays tiers, il n'est que logique d'élargir également le champ d'application du régime général de reconnaissance des titres de formation aux qualifications obtenues dans un pays tiers.

A titre de rappel, il y a lieu de relever à cet endroit que le bénéficiaire de cette ouverture aux titres de formation obtenus dans un pays tiers est réservé aux ressortissants tels que définis à l'article 3. Restent donc exclus les ressortissants de pays tiers qui ne bénéficient pas d'une telle assimilation.

Dans ce contexte, il convient encore de signaler que l'on doit distinguer entre les qualifications obtenues dans un pays tiers et les qualifications obtenues dans un pays tiers mais reconnues dans un autre Etat membre avec un exercice de trois ans sur le territoire de cet Etat. Les premières sont visées par l'article 10, alinéa 2 (pas visées par la directive 2005/36/CE), les secondes par l'article 3, c) alinéa 2 (visées par l'article 3, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE).

Les conséquences de cette différence s'expliquent à l'article 14 concernant les mesures de compensation. Les secondes sont assimilées à un titre de formation obtenu dans un Etat membre et laissent,

en cas de mesures de compensation, au demandeur le choix entre une éventuelle épreuve d'aptitude ou un stage d'adaptation, tandis que les premières laissent aux autorités compétentes luxembourgeoises le choix d'imposer soit l'une ou l'autre, soit les deux types de mesures de compensation.

A noter toutefois que certaines professions réglementées ont été exclues, à l'instar des lois actuellement en vigueur, du bénéfice du système général; il s'agit de la profession de médecin, médecin-dentiste, médecin-vétérinaire et pharmacien.

Plus particulièrement, il s'agit des cas d'espèces où l'intéressé ne dispose pas, pour l'une de ces professions, des titres de formation figurant à l'annexe V de la directive ou de droits acquis, respectivement lorsqu'il dispose d'une formation spécialisée qui ne figure pas dans la liste des spécialités de l'annexe V et ne bénéficie donc pas de la reconnaissance automatique.

Etant donné que le Luxembourg ne dispense pas de cycle complet de formation pour les professions visées ci-dessus, qu'il n'existe donc pas de critères de formation ni de délivrance des diplômes en question, à l'exception du diplôme de formation spécifique en médecine générale, et que, par ailleurs, il n'y a pas de possibilité pour procéder à des évaluations concernant les qualifications professionnelles des candidats, pour proposer les mesures de compensation prévues par la directive et pour faire exécuter ces mesures en raison de l'inexistence de structures universitaires médicales adaptées nécessaires, il est proposé de se référer aux autorités compétentes des Etats membres formateurs en ce qui concerne l'application du système général.

Les dispositions figurant au paragraphe 7 de l'article 23 reflètent cette approche, en stipulant le principe de la „reconnaissance de la reconnaissance“. Ainsi, la reconnaissance d'une qualification professionnelle par un autre Etat membre aura comme conséquence une reconnaissance au Grand-Duché.

A noter toutefois que cette reconnaissance par un autre Etat membre devra répondre à une série de conditions figurant à la directive pour qu'elle puisse induire une reconnaissance directe au Grand-Duché.

Ce principe se retrouve déjà actuellement aux articles 1^{er}bis, 8bis et 21bis de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire, respectivement à l'article 1^{er}bis de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien.

Le paragraphe 8 de l'article 23 élargit ce principe aux titulaires de qualifications professionnelles pour les professions concernées obtenues dans un pays tiers. Ceci afin de garantir que les titulaires de diplômes hautement spécialisés en médecine obtenus dans des pays tels que les Etats-Unis puissent s'établir au Grand-Duché.

Ce principe se retrouve déjà actuellement aux articles 1 (1) c), 8 (1) b) et 21 b) de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire, respectivement à l'article 1^{er}bis de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien. Toutefois, la condition de l'exercice préalable de trois ans a été supprimée.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat note que le régime général de reconnaissance des titres s'applique à toutes les professions non couvertes par les chapitres 3 et 5 ainsi qu'à tous les cas où le demandeur, „pour un motif spécifique et exceptionnel“, ne satisfait pas aux conditions prévues dans ces chapitres. Même si le libellé reprend de façon fidèle ce qui est prévu par la directive, le Conseil d'Etat estime que l'appréciation revient à l'autorité d'investigation compétente qui doit se prononcer sur les motifs exceptionnels invoqués.

Par rapport à cette remarque du Conseil d'Etat, la Commission tient à rappeler les remarques faites au titre du commentaire des articles du présent projet de loi:

„Il est à noter que la Cour de justice de l'Union européenne a apporté des précisions quant à l'étendue du champ d'application dans son arrêt du 16 avril 2015 dans l'affaire C-477/13 „Angerer“. La cour précise que le régime général de reconnaissance des titres de formation est applicable de manière subsidiaire seulement aux professions et activités qui ne sont pas listées aux points a) à g) du premier alinéa. Pour les situations visées sous ces points, le demandeur doit justifier un motif „spécifique et exceptionnel“ en vertu duquel il devrait malgré tout pouvoir bénéficier d'une reconnaissance. Ces motifs exceptionnels peuvent tenir tant à des circonstances dues à de possibles obstacles institutionnels qu'à des circonstances liées aux situations personnelles du demandeur. A titre d'exemple, est considéré comme motif spécifique et exceptionnel lorsque, à la suite d'une erreur

des autorités compétentes de l'Etat membre concerné, le titre de formation détenu par le demandeur n'a pas été notifié à la Commission. Est également accepté comme un tel motif lorsque le demandeur ne peut invoquer le mécanisme de reconnaissance des qualifications professionnelles prévu par la loi en raison du lieu d'obtention du titre de formation concerné et du parcours académique et professionnel du demandeur. N'est pas accepté comme raison suffisante le fait que la qualification professionnelle ouvre dans l'Etat membre d'origine l'accès à une profession autre que celle qu'il souhaite exercer dans l'Etat membre d'accueil."

En effet, la suppression de ces termes priverait les autorités compétentes luxembourgeoises de leur faculté de se prononcer si, outre le fait de tomber dans une des hypothèses visées aux points a) à g), le professionnel fait valoir „un motif spécifique et exceptionnel“, et peut dès lors bénéficier du régime général de reconnaissance prévu à l'article 10.

Partant, la Commission propose de maintenir ces termes afin de permettre aux autorités compétentes la faculté de se prononcer si, outre le fait de tomber dans une des hypothèses visées aux points a) à g), le professionnel fait valoir „un motif spécifique et exceptionnel“, ainsi que d'assurer une transposition fidèle de l'article 10 de la directive tel qu'interprété par la CJUE.

Article 11

L'article sous rubrique transpose l'article 11 de la directive. Il définit les cinq niveaux de qualification selon lesquels les qualifications professionnelles sont regroupées dans le cadre de la procédure de reconnaissance. Il est ajouté la précision que le même classement l'applique aux attestations, certificats ou diplômes délivrés par des autorités de pays tiers.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 12

Cet article transpose l'article 12 de la directive. Il précise les conditions sous lesquelles un titre de formation est assimilé à un titre de formation visé à l'article 11. La notion de formation assimilée couvre à la fois les voies de formation dites „parallèles“ à la voie de formation „ordinaire“ qui sont considérées comme équivalentes par l'Etat concerné et les qualifications professionnelles anciennes bénéficiant de droits acquis au niveau national.

Il est à noter que désormais, en vertu des précisions apportées par la directive 2013/55/UE, les Etats membres ne pourront plus utiliser les articles 11 et 12 pour exclure certains ressortissants sous le prétexte qu'il n'est pas possible de classer le diplôme de l'Etat d'origine dans une des cinq catégories de l'article 11. Ainsi, les autorités compétentes luxembourgeoises devront classer tout diplôme étranger dans une de ces catégories tout en respectant les conditions prescrites par cet article.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 13

A l'instar de l'article 13 de la directive, l'article sous rubrique traite des conditions de la reconnaissance.

Sont évoqués, d'une part, les cas où l'exercice de la profession est réglementé dans l'Etat membre d'origine. Il est fait référence au principe de non-discrimination entre les nationaux d'un Etat membre et les demandeurs qui sont en possession d'un titre de formation adéquat.

Lorsque, d'autre part, la profession n'est pas réglementée dans l'Etat membre d'origine, les demandeurs doivent, en règle générale, avoir exercé la profession en question à temps plein pendant une année ou à temps partiel pendant une durée totale équivalente au cours des dix années précédentes dans un autre Etat membre qui ne réglemente pas cette profession, à condition qu'ils détiennent un titre de formation préparant à l'exercice de la profession en cause.

Il est à noter que désormais les conditions de l'attestation d'un niveau de formation au moins équivalent au niveau immédiatement inférieur à celui exigé dans l'Etat membre d'accueil sont remplacées par une simple attestation de la préparation du titulaire à l'exercice de la profession concernée. Une reconnaissance ne pourra être refusée que si au Luxembourg un niveau de Master est requis mais que le demandeur ne dispose même pas d'un diplôme de fin d'études secondaires. Toutefois, il sera possible,

dans ces cas, de constater une différence substantielle et d'imposer des mesures compensatoires au demandeur.

Pour des certificats émis par des pays tiers en vertu de l'article 11, point c) ii), l'autorité compétente luxembourgeoise se réserve le droit de refuser un tel certificat.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat note qu'au paragraphe 4, il est prévu que l'autorité compétente „peut“ refuser l'accès, tout en indiquant de façon précise quel est le cas visé, sans pour autant indiquer les critères qui encadrent une telle décision. Ce libellé crée dès lors une insécurité juridique, et le Conseil d'Etat doit s'y opposer formellement. Deux solutions sont envisageables. Soit le paragraphe est omis du texte, étant donné que dans l'hypothèse sous revue la directive réserve une faculté aux Etats membres, soit les auteurs veillent à assortir le texte de critères précis.

Considérant que le cas de figure ne se pose que très rarement, que la définition de critères s'appliquant à l'ensemble de ces cas d'espèces très variés n'est dès lors pas possible, et que les autres dispositions figurant à l'article 13 permettent d'appréhender cette situation, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de supprimer le paragraphe 4 de l'article sous rubrique.

Dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016, le Conseil d'Etat estime que l'opposition formelle émise à l'égard du paragraphe 4 de l'article 13 n'a plus lieu d'être, étant donné que la Commission propose de supprimer ledit paragraphe.

Article 14

Cet article transpose l'article 14 de la directive et règle la question des mesures de compensation. Si les conditions de l'article 13 susmentionné sont remplies, l'Etat membre d'accueil peut comparer la formation acquise à l'étranger avec ses propres exigences quant à la formation et exiger, le cas échéant, des mesures de compensation. La directive prévoit deux types de mesures de compensation, à savoir le stage d'adaptation d'une durée maximale de trois ans et l'épreuve d'aptitude. Sans préjudice des dispositions dérogatoires, le choix entre le stage d'adaptation et l'épreuve d'aptitude appartient au demandeur. Ceci vaut également pour le détenteur d'un titre de formation délivré dans un pays tiers dès lors que son titulaire a, dans la profession concernée, une expérience professionnelle de trois ans sur le territoire de l'Etat membre qui a reconnu ledit titre, et certifiée par celui-ci.

A contrario, les personnes détentrices d'un titre de formation émis par un Etat tiers et qui n'a pas été préalablement reconnu dans un Etat membre ne disposent pas du choix entre le stage d'adaptation et l'épreuve d'aptitude en vue de la reconnaissance de leur titre. Il est d'ailleurs nécessaire de préciser que pour les ressortissants hors Etats membres qui sont dans une procédure de demande de visa, l'autorité compétente ne pourra exiger qu'une épreuve d'aptitude. Afin de ne pas compliquer davantage cette procédure, l'option d'un stage d'adaptation est à écarter pour ces ressortissants.

L'introduction de dispositions spécifiques pour les détenteurs d'un titre de formation émis par un Etat tiers et qui n'a pas été préalablement reconnu dans un Etat membre s'explique par le fait que ces titres de formation sanctionnent pour la plupart des études faites dans des pays pour lesquels il y a des problèmes de comparabilité des formations. Dans ces pays, l'organisation des études diffère des systèmes en place en Europe. De même, pour ces qualifications professionnelles, le contenu et la durée de la formation ne correspondent pas nécessairement aux exigences en la matière au Luxembourg. Voilà pourquoi il est important que l'autorité compétente puisse imposer des mesures de compensation.

L'article sous rubrique prévoit le prélèvement d'une taxe de 300 euros pour les candidats qui doivent se soumettre à une mesure de compensation en vue de la reconnaissance de leurs qualifications professionnelles. Ce montant vise à couvrir une partie des frais supplémentaires engendrés par la mise en place de mesures de compensation. Ces frais sont engendrés indifféremment du fait qu'il s'agit d'un stage d'adaptation ou d'une épreuve d'aptitude, car il est nécessaire de statuer sur les différences substantielles entre les formations et d'avoir recours à des experts rémunérés pour constater ces différences.

Les modalités d'organisation et d'application des mesures de compensation sont précisées par règlement grand-ducal.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat constate que l'article sous rubrique concerne les mesures de compensation éventuelles à accomplir par le demandeur au cas où l'autorité luxembourgeoise constate des lacunes dans la formation attestée par rapport aux exigences requises au niveau national.

Ainsi le demandeur se voit offrir des stages d'adaptation ou des épreuves d'aptitude, assortis du paiement d'une taxe de 300 euros pour chaque inscription à une telle mesure de mise à niveau. Le Conseil d'Etat considère que les termes „de quotité“ ne comportent pas d'apport normatif supplémentaire et sont à supprimer. Par ailleurs, il est amené à se demander s'il est absolument nécessaire et justifiable de prévoir le paiement d'une taxe pour l'inscription à une mesure de mise à niveau. En effet, la directive ne prévoit pas de façon générale la possibilité d'introduire des taxes pour couvrir les frais encourus. Elle mentionne de telles taxes uniquement à l'endroit de son article *4bis* en imposant aux Etats membres l'obligation de veiller à ce que les frais auxquels les demandeurs sont exposés (dans le cadre d'une demande d'une carte professionnelle européenne) soient raisonnables, proportionnés et en adéquation avec les coûts occasionnés. Le Conseil d'Etat renvoie dans ce contexte à son avis du 18 novembre 2014 concernant le projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir – première partie.

La Commission estime qu'il convient de noter que les mesures de compensation visées nécessitent toutes les deux un certain nombre de démarches:

- convocation d'un jury (le jury pouvant comporter des experts externes);
- mise en place d'un programme d'examen ou conclusion d'une convention de stage;
- organisation d'un examen (souvent ces examens comportent la réalisation d'actes techniques, nécessitant la mise à disposition de locaux et de matériel approprié) ou évaluation du rapport de stage;
- délibération du jury.

A préciser que ces démarches sont réalisées pour chaque mesure de mise à niveau du candidat. A noter également que la Commission européenne ne s'oppose pas à la perception de taxes dans le cadre de la procédure de reconnaissance des qualifications professionnelles.

Dès lors, il est proposé de maintenir le libellé proposé, qui ne fait que reprendre les dispositions afférentes adoptées par la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir – première partie (2015).

La Commission suit l'observation du Conseil d'Etat pour ce qui est de la suppression des termes „de quotité“.

Au paragraphe 8, il est prévu de reléguer à un règlement grand-ducal le soin de déterminer les modalités d'organisation et d'application des mesures de compensation prévues à l'article sous avis. Le Conseil d'Etat lit cette disposition dans le sens que le règlement grand-ducal se limitera à régler les détails de l'organisation et de l'application pratiques des mesures de compensation.

La Commission confirme cette lecture de texte.

Chapitre 2 – Reconnaissance automatique sur la base de principes communs de formation

Article 15

L'article sous rubrique transpose les articles *49bis* et *49ter* de la directive. Cette innovation porte sur les cadres communs de formation qui peuvent être mis en place par la Commission européenne pour des professions données, ainsi que les épreuves communes de formation qui peuvent être introduites pour les titulaires d'une qualification professionnelle donnée. L'autorité compétente luxembourgeoise reconnaîtra comme équivalents de tels titres de formation dans les conditions énumérées par cet article.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Chapitre 3 – Reconnaissance de l'expérience professionnelle

Article 16

A l'instar de l'article 16 de la directive, cet article porte sur les exigences applicables dans le cas de la reconnaissance sur base de l'expérience professionnelle préalable dans un autre Etat membre. La loi n'apporte pas d'innovation sous cet article par rapport à la situation antérieure.

Cet article ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 17

L'article sous rubrique correspond à l'article 17 de la directive. La directive prévoit la reconnaissance des qualifications professionnelles sur base de l'expérience professionnelle préalable dans un autre Etat membre, indépendamment de la possession d'un diplôme, pour toute une série d'activités figurant sur la liste I de l'annexe IV. Ces activités concernent pour l'essentiel des domaines d'activités industrielles, commerciales et artisanales. L'article 20 de la directive réserve le droit à la commission de modifier ces listes.

Les éléments pris en compte pour la reconnaissance de l'expérience professionnelle sont la durée et la forme de l'expérience professionnelle (exercice à titre indépendant ou salarié) dans le secteur de référence. La formation préalable est également prise en compte et peut réduire la durée de l'expérience professionnelle exigée. Toute formation préalable doit toutefois être sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat membre ou être jugée pleinement valable par l'organisme professionnel compétent.

Resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cet article est adopté par la Commission tel que proposé par le projet gouvernemental initial.

Article 18

L'article sous rubrique correspond à l'article 18 de la directive. La directive prévoit la reconnaissance des qualifications professionnelles sur base de l'expérience professionnelle préalable dans un autre Etat membre, indépendamment de la possession d'un diplôme, pour toute une série d'activités figurant sur la liste II de l'annexe IV. Ces activités concernent pour l'essentiel des domaines d'activités industrielles, commerciales et artisanales. L'article 20 de la directive réserve le droit à la commission de modifier ces listes.

Les éléments pris en compte pour la reconnaissance de l'expérience professionnelle sont la durée et la forme de l'expérience professionnelle (exercice à titre indépendant ou salarié) dans le secteur de référence. La formation préalable est également prise en compte et peut réduire la durée de l'expérience professionnelle exigée. Toute formation préalable doit toutefois être sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat membre ou être jugée pleinement valable par l'organisme professionnel compétent.

Resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cet article est adopté par la Commission tel que proposé par le projet gouvernemental initial.

Article 19

L'article sous rubrique correspond à l'article 19 de la directive. La directive prévoit la reconnaissance des qualifications professionnelles sur base de l'expérience professionnelle préalable dans un autre Etat membre, indépendamment de la possession d'un diplôme, pour toute une série d'activités figurant sur la liste III de l'annexe IV. Ces activités concernent pour l'essentiel des domaines d'activités industrielles, commerciales et artisanales. L'article 20 de la directive réserve le droit à la commission de modifier ces listes.

Les éléments pris en compte pour la reconnaissance de l'expérience professionnelle sont la durée et la forme de l'expérience professionnelle (exercice à titre indépendant ou salarié) dans le secteur de référence. La formation préalable est également prise en compte et peut réduire la durée de l'expérience professionnelle exigée. Toute formation préalable doit toutefois être sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat membre ou être jugée pleinement valable par l'organisme professionnel compétent.

Resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cet article est adopté par la Commission tel que proposé par le projet gouvernemental initial.

Chapitre 4 – Accès partiel*Article 20*

L'article sous rubrique transpose l'article 4^{septies} de la directive et introduit le principe de l'accès partiel à une activité professionnelle, tout en l'étendant aux détenteurs de titres de formation obtenus dans des pays tiers. Le principe de l'accès partiel constitue une des principales modifications introduites par la directive 2013/55/UE. Sont visés le cas où, dans l'Etat membre d'accueil, les activités concernées

relèvent d'une profession dont le champ d'activité est plus grand que dans l'Etat d'origine. Si les différences entre les domaines d'activité sont si importantes qu'il serait nécessaire d'exiger du demandeur qu'il suive un programme complet d'enseignement et de formation pour qu'il puisse pallier ses lacunes, l'Etat membre d'accueil est désormais tenu, dans des conditions particulières, de lui accorder un accès partiel à l'activité professionnelle visée. Toutefois, l'accès partiel peut être refusé en cas de raisons impérieuses d'intérêt général, définies comme telles par la Cour de justice de l'Union européenne dans sa jurisprudence relative aux articles 49 et 56 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, susceptible de continuer à évoluer. Cela peut être le cas, en particulier, pour les professions de santé, si elles ont des implications en matière de santé publique ou de sécurité des patients.

Désormais l'autorité compétente au Luxembourg doit identifier précisément les différences entre les conditions d'accès à la profession du pays d'origine du demandeur et les conditions d'accès à la profession réglementée au Luxembourg. Si les conditions d'accès sont similaires, l'autorité doit reconnaître la qualification professionnelle du demandeur et donner accès à la profession réglementée luxembourgeoise. Si, par contre, les différences entre les conditions d'accès sont suffisamment importantes, il ne suffira pas de proposer des mesures compensatoires pour garantir l'„accès complet“, mais il faudra encore évaluer s'il y a lieu de donner l'accès „partiel“, c'est-à-dire d'autoriser l'exercice de la partie de l'activité pour laquelle la personne est qualifiée dans son pays d'origine.

Cet article ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Chapitre 5 – Reconnaissance sur la base de la coordination des conditions minimales de formation

Section 1^{re} – Dispositions générales

Article 21

L'article sous rubrique prévoit, à l'instar de l'article 21 de la directive, la reconnaissance automatique des titres de formation pour les professions de médecin, médecin-dentiste, médecin-vétérinaire, sage-femme, infirmier, pharmacien et architecte.

Il s'agit des professions dont les exigences minimales de formation ont été harmonisées au niveau communautaire. Ainsi, le détenteur d'un tel titre de formation pourra bénéficier d'une reconnaissance automatique de son diplôme dans tout Etat membre, sans que des mesures compensatoires ne puissent lui être opposées.

Cette reconnaissance automatique est toutefois subordonnée à la condition que l'intéressé soit en possession de la qualification reprise pour l'Etat membre concerné à l'annexe V de la directive (c'est-à-dire le titre de formation et l'éventuel certificat accompagnant ce dernier).

Cette qualification doit sanctionner une formation conforme aux exigences minimales de formation établies par la directive.

C'est normalement le cas lorsque la formation a commencé après la date de référence reprise à l'annexe V de la directive pour la qualification et l'Etat membre concernés.

Il est à noter dans ce contexte qu'en vertu de l'article 21bis de la directive, le Grand-Duché de Luxembourg est tenu de notifier à la Commission européenne toute disposition législative, réglementaire et administrative qu'il adopte en matière de délivrance des titres de formation pour les professions couvertes par les articles 21 à 49 de la directive susmentionnée.

Cet article ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 22

L'article sous rubrique, qui transpose l'article 22 de la directive, dispose que les formations tendant à l'obtention d'un titre de formation pour une des professions visées à l'article 21 peuvent être effectuées à temps plein ou à temps partiel.

Dans le cadre de l'article 22 de la directive, le Grand-Duché de Luxembourg s'est également engagé d'encourager la formation continue des professionnels couverts par les articles 21 à 49 de la directive susmentionnée et de communiquer des mesures y relatives à la Commission.

Resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cet article est adopté par la Commission tel que proposé par le projet gouvernemental initial.

Article 23

L'article sous rubrique transpose les articles 23 et 23bis de la directive. Il fixe des dispositions relatives aux droits acquis des détenteurs de qualifications professionnelles dans une des professions visées à l'article 21.

Ces dispositions s'appliquent notamment lorsque l'intéressé dispose d'un titre de formation sanctionnant des études qui ont commencé avant la date de référence reprise à l'annexe V de la directive. Dans ce cas, l'intéressé peut obtenir une reconnaissance directe de ses qualifications, lorsqu'il peut se prévaloir d'une attestation certifiant qu'il s'est consacré effectivement et licitement aux activités en cause pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la délivrance de l'attestation.

Parallèlement, cet article prévoit, à l'instar de la directive, certaines hypothèses spécifiques de droits acquis pour les titulaires de qualifications spécifiques.

Finalement, cet article reprend certaines dispositions de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire et de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien.

Plus particulièrement, il s'agit des cas d'espèces où l'intéressé ne dispose pas, pour les professions de médecin, médecin-dentiste, médecin-vétérinaire ou pharmacien, des titres de formation figurant à l'annexe V de la directive ou de droits acquis, respectivement lorsqu'il dispose d'une formation spécialisée qui ne figure pas dans la liste des spécialités de l'annexe V et ne bénéficie donc pas de la reconnaissance automatique.

Etant donné que le Luxembourg ne dispense pas de cycle complet de formation pour les professions visées à l'alinéa qui précède, qu'il n'existe donc pas de critères de formation ni de délivrance des diplômes en question, à l'exception du diplôme de formation spécifique en médecine générale, et que, par ailleurs, il n'y a pas de possibilité pour procéder à des évaluations concernant les qualifications professionnelles des candidats, pour proposer les mesures de compensation prévues par la directive et pour faire exécuter ces mesures en raison de l'inexistence de structures universitaires médicales adaptées nécessaires, il est proposé de se référer aux autorités compétentes des Etats membres formateurs en ce qui concerne l'application du système général visé à l'article 10 du projet de loi sous rubrique.

Les dispositions figurant au paragraphe 7 de l'article sous rubrique reflètent cette approche, en stipulant le principe de la „reconnaissance de la reconnaissance“. Ainsi, la reconnaissance d'une qualification professionnelle par un autre Etat membre aura comme conséquence une reconnaissance au Grand-Duché.

A noter toutefois que cette reconnaissance par un autre Etat membre devra répondre à une série de conditions figurant à la directive, pour qu'elle puisse induire une reconnaissance directe au Grand-Duché.

Ce principe se retrouve déjà actuellement aux articles 1^{er}bis, 8bis et 21bis de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire, respectivement à l'article 1^{er}bis de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien.

Le paragraphe 8 du présent article élargit ce principe aux titulaires de qualifications professionnelles pour les professions concernées obtenues dans un pays tiers. Ceci afin de garantir que les titulaires de diplômes hautement spécialisés en médecine obtenus dans des pays tels que les Etats-Unis puissent s'établir au Grand-Duché.

Ce principe se retrouve déjà actuellement aux articles 1(1)c), 8(1)b) et 21b) de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire, respectivement à l'article 1^{er}bis de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien. Toutefois, la condition de l'exercice préalable de trois ans a été supprimée. A noter que l'introduction de ce paragraphe remplace également, pour ces titres, la procédure d'homologation.

Resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cet article est adopté par la Commission tel que proposé par le projet gouvernemental initial.

*Section 2 – Médecin**Article 24*

L'article sous rubrique fixe les critères auxquels doit correspondre la formation médicale de base en reprenant les dispositions prévues à l'article 24 de la directive.

A noter qu'actuellement, le Grand-Duché de Luxembourg n'offre pas de formation médicale de base. Si dans le futur une telle formation devrait être offerte, elle devrait se conformer à ces critères.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 25

L'article sous rubrique fixe les critères auxquels doit correspondre la formation médicale de spécialisation en reprenant les dispositions de l'article 25 de la directive.

Plus particulièrement, est fixé le principe selon lequel l'accès à une formation de spécialisation ne peut être accordé qu'à condition que l'intéressé soit titulaire d'un diplôme de formation médicale de base visé à l'article qui précède.

A noter qu'actuellement, le Grand-Duché de Luxembourg n'offre pas de telle formation. Si dans le futur une telle formation devrait être offerte, elle devrait se conformer à ces critères.

Cet article ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 26

L'article sous rubrique reprend les dispositions de l'article 26 de la directive. A noter que moyennant le règlement grand-ducal du 10 juillet 2011 fixant la liste des spécialistes en médecine et médecine dentaire reconnues au Luxembourg, le Grand-Duché a reconnu l'ensemble des spécialités médicales prévues à l'annexe 5.1.3. de la directive, ceci afin de permettre une application aussi large que possible du système de la reconnaissance automatique.

Dans ce contexte, il y a également lieu de signaler que le Grand-Duché, faute de délivrer un cycle complet de formation en spécialité médicale, et subséquemment en l'absence de critères de formation ou de délivrance des diplômes en question, se limite à reconnaître uniquement les disciplines médicales figurant à l'annexe 5.1.3. de la directive. En effet, la reconnaissance de toute autre discipline médicale serait absolument inenvisageable au vu de ce qui précède.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 27

L'article sous rubrique fixe, à l'instar de l'article 27 de la directive, des dispositions relatives aux droits acquis spécifiques aux médecins-spécialistes.

Resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cet article est adopté par la Commission tel que proposé par le projet gouvernemental initial.

Article 28

Cet article transpose l'article 28 de la directive. Il fixe les conditions auxquelles doit répondre la formation de médecin-généraliste. Une telle formation est actuellement délivrée par l'Université du Luxembourg, en coopération avec le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le Ministère de la Santé.

Ainsi, cet article fixe notamment comme critère d'admission à cette formation spécifique en médecine générale que l'intéressé doit disposer d'un titre de formation médicale de base tel que visé à l'article 24 et figurant à l'annexe 5.1.1. de la directive.

Resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cet article est adopté par la Commission tel que proposé par le projet gouvernemental initial.

Article 29

L'article sous rubrique stipule, à l'instar de l'article 29 de la directive, que l'accès aux fonctions de médecin-généraliste doit être réservé, sauf droits acquis, aux titulaires d'un diplôme visé à l'article 28 du projet de loi sous rubrique.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat note qu'à l'alinéa 2, il est prévu que l'autorité compétente „peut“ accorder une dispense, tout en indiquant de façon précise quel est le cas visé, sans pour autant indiquer les critères qui encadrent une telle décision. Le Conseil d'Etat renvoie quant à l'utilisation du verbe „peut“ à ses observations formulées à l'endroit de l'article 13, paragraphe 4. Comme l'autorité compétente – qui, conformément à la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire est le ministre ayant la Santé dans ses attributions – fait usage de cette faculté de dispense telle que prévue au point 3° de l'article 71 du projet de loi sous avis, l'alinéa 2 est à supprimer.

La Commission adopte cette proposition.

Article 30

L'article sous rubrique fixe, à l'instar de l'article 30 de la directive, des dispositions relatives aux droits acquis spécifiques aux médecins-généralistes.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 31

Les paragraphes 1^{er} à 7 de l'article sous rubrique fixent, à l'instar de l'article 31 de la directive, les critères concernant la formation d'infirmier.

Le paragraphe 8 reprend en outre les dispositions organisationnelles relatives à cette formation, telles que prévues actuellement dans la loi modifiée du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées, loi qu'il est proposé d'abroger dans le cadre du présent texte.

En matière de diplômes, il est prévu de réintroduire le diplôme d'Etat d'infirmier, qui sera attribué conjointement avec le brevet de technicien supérieur, mention „infirmier“, aux personnes ayant accompli cette formation. De cette façon, il est clairement établi une distinction entre le titre de formation et la qualification professionnelle. A noter au demeurant que l'annexe V, point 5.2.2. de la directive mentionne comme titre de formation délivré par le Grand-Duché de Luxembourg le diplôme d'Etat d'infirmier.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat note qu'au paragraphe 8, il est prévu de reléguer à un règlement grand-ducal la fixation du programme d'études et les grilles horaires de la formation visée. Etant donné que l'enseignement constitue une matière réservée à la loi formelle, le Conseil d'Etat doit s'opposer formellement à la disposition sous avis sauf à remplacer le terme „fixés“ par celui de „précisés“. En effet, les paragraphes 1^{er} à 7 dressent le contenu minimal que la formation doit permettre d'acquérir, ce qui peut être considéré comme constituant le cadre normatif suffisant en exécution duquel un règlement grand-ducal précisera (et non fixera) le contenu détaillé de la formation.

Reconnaissant la pertinence des observations du Conseil d'Etat, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de modifier l'alinéa 2 de l'article 31, paragraphe 8 comme suit:

„Le programme des études visées et les grilles horaires sont **fixés précisés** par règlement grand-ducal.“

Dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016, le Conseil d'Etat marque son accord avec la modification proposée par voie d'amendement parlementaire et lève l'opposition formelle émise dans son avis du 7 juin 2016.

Article 32

Cet article stipule, à l'instar de l'article 32 de la directive, que l'accès aux fonctions d'infirmier doit être réservé aux titulaires d'un diplôme visé à l'article 31 du projet de loi sous rubrique.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 33

Cet article fixe, à l'instar des articles 33 et 33bis de la directive, des dispositions relatives aux droits acquis spécifiques aux infirmiers.

Resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cet article est adopté par la Commission tel que proposé par le projet gouvernemental initial.

Section 4 – Médecin-dentiste

Article 34

L'article sous rubrique fixe les critères auxquels doit correspondre la formation de médecine dentaire en reprenant les dispositions de l'article 34 de la directive.

A noter qu'actuellement, le Grand-Duché de Luxembourg n'offre pas de formation de médecine dentaire. Si dans le futur une telle formation devrait être offerte, elle devrait se conformer à ces critères.

Resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cet article est adopté par la Commission tel que proposé par le projet gouvernemental initial.

Article 35

Cet article fixe les critères auxquels doit correspondre la formation de médecine dentaire spécialisée en reprenant les dispositions de l'article 35 de la directive.

A noter qu'actuellement, le Grand-Duché de Luxembourg n'offre pas de formation de médecine dentaire spécialisée. Si dans le futur une telle formation devait être offerte, elle devrait se conformer à ces critères.

Il y a lieu de signaler que le Grand-Duché, faute de délivrer un cycle complet de formation en spécialité de médecine dentaire, et subséquemment en l'absence de critères de formation ou de délivrance des diplômes en question, se limite à reconnaître uniquement les disciplines de médecine dentaire figurant à l'annexe 5.3.3. de la directive. En effet, la reconnaissance de toute autre discipline de médecine dentaire serait absolument inenvisageable au vu de ce qui précède.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 36

L'article sous rubrique stipule, à l'instar de l'article 36 de la directive, que l'accès aux fonctions de médecin-dentiste doit être réservé aux médecins-dentistes disposant des qualifications visées aux articles qui précèdent.

Cet article ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 37

L'article sous rubrique fixe, à l'instar de l'article 37 de la directive, des dispositions relatives aux droits acquis spécifiques aux médecins-dentistes.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Section 5 – Médecin-vétérinaire

Article 38

L'article sous rubrique fixe les critères auxquels doivent correspondre la formation de médecine vétérinaire en reprenant les dispositions de l'article 38 de la directive.

A noter qu'actuellement, le Grand-Duché de Luxembourg n'offre pas de formation de médecine vétérinaire. Si dans le futur une telle formation devait être offerte, elle devrait se conformer à ces critères.

Cet article ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 39

Cet article fixe, à l'instar de l'article 39 de la directive, des dispositions relatives aux droits acquis spécifiques aux médecins-vétérinaires.

Resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cet article est adopté par la Commission tel que proposé par le projet gouvernemental initial.

Section 6 – Sage-femme

Article 40

Les paragraphes 1^{er} à 3 de l'article sous rubrique fixent, à l'instar de l'article 40 de la directive, les critères relatifs à la formation de sage-femme.

Le paragraphe 4 reprend en outre les dispositions organisationnelles relatives à cette formation, telles que prévues actuellement dans la loi modifiée du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées, loi qu'il est proposé d'abroger dans le cadre du présent texte.

En matière de diplômes, il est prévu de réintroduire le diplôme d'Etat de sage-femme, qui sera attribué conjointement avec le brevet de technicien supérieur spécialisé, mention „sage-femme“, aux personnes ayant accompli cette formation. De cette façon, il est clairement établi une distinction entre le titre de formation et la qualification professionnelle. A noter au demeurant que l'annexe V, point 5.5.2. de la directive mentionne comme titre de formation délivré par le Grand-Duché de Luxembourg le diplôme de sage-femme.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat renvoie aux critiques qu'il a formulées à l'endroit de l'article 31 en ce qui concerne le règlement grand-ducal y prévu.

Reconnaissant la pertinence des observations du Conseil d'Etat, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de modifier l'alinéa 2 de l'article 40, paragraphe 4 comme suit:

„Le programme d'études et les grilles horaires sont **fixés précisés** par règlement grand-ducal.“

Par analogie aux observations émises par le Conseil d'Etat au sujet de la disposition de l'article 31, paragraphe 8, alinéa 2, on peut considérer que les paragraphes 1^{er} à 3 de l'article 40 sous rubrique, qui dressent le contenu minimal que la formation de sage-femme doit permettre d'acquérir, constituent le cadre normatif suffisant en exécution duquel un règlement grand-ducal précisera (et non fixera) le contenu détaillé de la formation.

Dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016, le Conseil d'Etat marque son accord avec la modification proposée par voie d'amendement parlementaire et lève l'opposition formelle émise dans son avis du 7 juin 2016.

Article 41

L'article sous rubrique fixe, à l'instar de l'article 41 de la directive, les modalités spécifiques relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles de sage-femme.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 42

L'article sous rubrique fixe, à l'instar de l'article 42 de la directive, les modalités relatives à l'exercice des fonctions de sage-femme.

Cet article ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 43

Cet article transpose les articles 43, 43bis et 43ter de la directive. Il fixe des dispositions relatives aux droits acquis spécifiques aux sages-femmes.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat estime que, du point de vue de la légistique formelle, au paragraphe 3, sous ii), le bout de phrase *in fine* „dans le but de vérifier (...) point 5.5.2.“ s'applique aux dispositions figurant sub i) et sub ii). Pour des raisons stylistiques, il y a lieu de passer à la ligne et d'aligner le nouvel alinéa ainsi obtenu avec le point b) du paragraphe 3 de l'article 43 en projet.

La Commission adopte cette proposition.

Section 7 – Pharmacien

Article 44

L'article sous rubrique fixe les critères auxquels doit correspondre la formation de pharmacien en reprenant les dispositions de l'article 44 de la directive.

A noter qu'actuellement, le Grand-Duché de Luxembourg n'offre pas de formation de pharmacien. Si dans le futur une telle formation devait être offerte, elle devrait se conformer à ces critères.

Cet article ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 45

L'article sous rubrique fixe, à l'instar de l'article 45 de la directive, les modalités relatives à l'exercice des fonctions de pharmacien.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Section 8 – Architecte

Article 46

Cet article fixe, à l'instar de l'article 46 de la directive, les critères auxquels doit correspondre la formation d'architecte.

Il est à noter que désormais les durées de formation ont été adaptées. Soit il s'agit d'un diplôme universitaire de niveau de Master (Bac+5) sans stage, soit il s'agit d'un diplôme universitaire de Master (Bac+4) mais complété par deux années de stage qui se déroulent après la troisième année d'études (en principe donc après le diplôme de Bachelor ou Licence).

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 47

A l'instar de l'article 47 de la directive, cet article introduit des dérogations aux conditions de formation de l'architecte.

Resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cet article est adopté par la Commission tel que proposé par le projet gouvernemental initial.

Article 48

L'article sous rubrique dispose, à l'instar de l'article 48 de la directive, que les activités professionnelles d'architecte sont celles exercées habituellement sous le titre professionnel d'architecte.

Le Grand-Duché de Luxembourg devra également reconnaître le titre d'architecte qui a été légalement attribué par l'autorité compétente d'un autre Etat membre à un ressortissant qui s'est particulièrement distingué par la qualité de ses réalisations.

Resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cet article est adopté par la Commission tel que proposé par le projet gouvernemental initial.

Article 49

Cet article fixe, à l'instar de l'article 49 de la directive, des dispositions relatives aux droits acquis spécifiques aux architectes.

Resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cet article est adopté par la Commission tel que proposé par le projet gouvernemental initial.

Chapitre 6 – Dispositions communes en matière d'établissement

Article 50

A l'instar de l'article 50 de la directive, cet article a trait aux demandes de reconnaissance de la qualification professionnelle et fixe les formalités y relatives.

Le paragraphe 7 vise le cas spécifique des attestations et des titres de formation délivrés par un pays tiers.

Le paragraphe 8 porte création de commissions ad hoc qui conseillent l'autorité compétente dans sa prise de décision de la reconnaissance de qualification professionnelle. Ces commissions peuvent se prononcer pour une reconnaissance totale, un refus ou constater des différences substantielles qui donnent lieu à des mesures de compensation.

Dans ce dernier cas, le paragraphe 9 prévoit la création de jurys qui organisent et évaluent les mesures de compensation prévues.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat note que l'article sous rubrique concerne les modalités à remplir pour introduire une demande de reconnaissance de qualifications professionnelles.

Sous a) il est prévu que la demande doit être introduite auprès de l'autorité compétente ou auprès du point de contact défini au paragraphe 1^{er} de l'article 58. La possibilité d'introduction auprès du „point de contact“ défini au paragraphe 1^{er} de l'article 58 doit être précisée dans la mesure où l'article 58 ne parle pas de „point de contact“, mais de „centre d'assistance“ dont les tâches ne renferment par ailleurs pas le traitement des demandes mais uniquement une mission d'assistance en matière de reconnaissance. Dans la mesure où la directive ne connaît pas le terme „point de contact“ et qu'elle définit en son article 57ter le „centre d'assistance“ uniquement dans le sens d'une assistance aux demandeurs et autorités compétentes, le Conseil d'Etat suggère aux auteurs de prévoir l'introduction de la demande en reconnaissance des qualifications professionnelles auprès de l'autorité compétente exclusivement. En ce qui concerne la définition de cette autorité compétente, le Conseil d'Etat renvoie à ses observations faites à l'endroit de l'article 3.

Reconnaissant la pertinence des observations formulées par le Conseil d'Etat, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de modifier le libellé du point susmentionné comme suit:

„a) la demande est introduite **soit** auprès de l'autorité compétente **soit auprès du point de contact défini au paragraphe 1^{er} de l'article 58;**“

Cette proposition d'amendement n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat constate qu'au point d) il est prévu que tous les documents introduits soient rédigés soit en allemand, soit en français, soit en anglais, et si tel n'est pas le cas, que soit produite une traduction dans l'une de ces trois langues. Cette disposition est contraire à l'article 3 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues, qui prévoit que les langues administratives sont le luxembourgeois, le français et l'allemand. Le Conseil d'Etat propose de reformuler le point d) comme suit:

„d) la demande et ses annexes sont rédigées dans une des langues administratives suivant l'article 3 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues ou en langue anglaise, ou sont accompagnées d'une traduction effectuée par un traducteur assermenté dans une de ces langues;“

La Commission adopte la proposition du Conseil d'Etat.

Par analogie aux observations émises par le Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016 à l'endroit de l'article 14, paragraphe 2 (suppression des mots „de quotité“ dans la notion de „taxe de quotité“), la Commission propose de supprimer les termes „de quotité“ au paragraphe 1^{er}, point f).

Le dernier alinéa du paragraphe 3 prévoit que l'autorité compétente luxembourgeoise peut demander des informations et documents complémentaires que le demandeur doit fournir sous peine de caducité de la demande dans un délai de trois mois. Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat demande, sous peine d'opposition formelle pour transposition non conforme de la directive, de reformuler cette disposition. La directive prévoit uniquement un délai de trois mois au plus dont dispose l'autorité compétente pour répondre au demandeur à partir du moment où son dossier est complet. Par ailleurs, le Conseil d'Etat donne à considérer qu'il peut exister des situations où la production des pièces administratives nécessite un délai dépassant les trois mois et il estime que le fait que la demande devient caduque constitue une mesure disproportionnée par rapport au but poursuivi. Le Conseil d'Etat suggère aux auteurs de prévoir au moins la possibilité de prolonger ce délai sur demande pour des raisons dûment justifiées.

La Commission estime qu'il convient de noter que la disposition prévue au paragraphe 3 de l'article sous rubrique a été introduite dans l'objectif de pouvoir clôturer automatiquement le grand nombre de

dossiers de demandes qui, après la demande de pièces supplémentaires par l'administration, restent sans aucune réponse de l'intéressé.

Néanmoins, les considérations du Conseil d'Etat, notamment quant au fait que dans certaines situations le demandeur nécessite plus de trois mois pour fournir la pièce demandée, sont pertinentes.

Dès lors il est proposé de reprendre la proposition du Conseil d'Etat consistant à permettre la possibilité de proroger ce délai en cas de demande dûment justifiée. Pour parer toute éventualité d'un retard indépendant de la volonté du demandeur dans la production des documents visés, il est proposé de prévoir la possibilité de proroger le délai au maximum deux fois. Par conséquent, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, d'ajouter *in fine* de l'article 50, paragraphe 3, alinéa 2, la phrase suivante:

„Ce délai peut être prorogé, au maximum deux fois, de trois mois sur demande dûment motivée.“

Dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016, le Conseil d'Etat estime qu'il peut s'accommoder du libellé proposé. Considérant que cette proposition d'amendement supprime le caractère disproportionné de la disposition concernant la caducité après un délai de trois mois, la Haute Corporation lève son opposition formelle.

Concernant le paragraphe 5, le Conseil d'Etat note que l'article 56 du projet de loi prévoit que les Etats membres ont recours au système „IMI“ pour échanger les données concernées et il suggère par conséquent de supprimer le paragraphe sous avis pour être superfétatoire car redondant par rapport à l'article 56.

La Commission estime qu'il convient de signaler que le paragraphe 5, outre de définir le sens du terme „IMI“, prévoit l'échange des données visées au présent article avec les autorités compétentes étrangères.

Il y a lieu de signaler que ces données sont susceptibles de différer de celles visées à l'article 56. Ainsi, par exemple, l'autorité compétente luxembourgeoise peut exiger des autorités compétentes d'un Etat membre une confirmation de l'authenticité des attestations et des titres de formation délivrés dans cet Etat membre. Cette faculté n'est pas explicitement prévue à l'article 56.

Au vu de ces considérations, il est proposé de ne pas supprimer le paragraphe 5 de l'article 50.

Article 51

Sur base de l'annexe VII de la directive, cet article apporte des précisions concernant les documents exigibles dans le cadre d'une demande visant à obtenir l'autorisation d'exercer une profession réglementée et porte par ailleurs, à l'instar de l'article 51 de la directive, sur la procédure de reconnaissance.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat estime que l'alinéa 3 du paragraphe 2 est à supprimer pour être superfétatoire, étant donné qu'en la matière les voies de recours du droit commun sont applicables.

Les paragraphes 3 et 4 sont à supprimer pour être superfétatoires vu qu'ils ne constituent pas de dispositions normatives supplémentaires.

La Commission adopte ces recommandations.

Le paragraphe 5 énonce que toutes „les procédures sont effectuées conformément à l'article 8 de la loi modifiée du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur“. Le Conseil d'Etat demande, sous peine d'opposition formelle pour insécurité juridique, de préciser en détail de quelles procédures il s'agit. Si les auteurs visent les procédures prévues dans le cadre de l'article sous avis, il y a lieu de recourir à la rédaction suivante:

„Toutes les procédures prévues à l'article 51, ...“

Par ailleurs et dans la suite des observations faites à l'endroit de l'article 3 concernant la définition des autorités compétentes, le Conseil d'Etat demande de supprimer la référence au guichet unique et de ne prévoir au paragraphe 5 que la possibilité de présenter les documents à l'autorité compétente. Même si les auteurs souhaitent prévoir l'introduction des documents par la voie d'un guichet unique, c'est toujours l'autorité compétente qui reste le réceptionnaire des documents, mais à titre d'autorité compétente elle permet au prestataire d'introduire les pièces concernant la déclaration préalable visée à l'article 7 par la voie du guichet unique.

Par ailleurs, le délai y visé à l'endroit du paragraphe 4 commence à courir au moment „de la réception de la déclaration et des documents joints“; il y a donc lieu de rédiger comme suit le paragraphe 5 (3 selon le Conseil d'Etat):

„Toutes les procédures prévues à l'article 51 sont effectuées conformément à l'article 8 de la loi modifiée du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur. Les délais de procédure visés à l'article 7, paragraphe 4, et au présent article commencent à courir au moment de la réception de la déclaration et des documents joints.“

Reconnaissant la pertinence des observations de la Haute Corporation, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de remplacer comme suit le paragraphe 5 initial (devenant le paragraphe 3 nouveau suite à la suppression des paragraphes 3 et 4 initiaux proposée par le Conseil d'Etat):

„(5) Toutes les procédures sont effectuées conformément à l'article 8 de la loi modifiée du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur. Les délais de procédure visés à l'article 7, paragraphe 4, et au présent article commencent à courir au moment où une demande ou tout document manquant ont été présentés par un citoyen à un guichet unique ou directement à l'autorité compétente.“

(3) Toutes les procédures prévues à l'article 51 au présent article sont effectuées conformément à l'article 8 de la loi modifiée du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur. Les délais de procédure visés à l'article 7, paragraphe 4, et au présent article commencent à courir au moment de la réception de la déclaration et des documents joints.“

Le présent amendement reprend la proposition de texte du Conseil d'Etat. Il est toutefois proposé de remplacer la mention „à l'article 51“ par „au présent article“.

Dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016, le Conseil d'Etat constate que le paragraphe 5 initial est remplacé par le libellé qu'il avait proposé dans son avis du 7 juin 2016, sauf à remplacer „à l'article 51“ par „au présent article“, de sorte que l'opposition formelle émise à l'égard du libellé initial peut être levée.

Article 52

Cet article introduit, à l'instar de l'article 52 de la directive, des dispositions relatives au port du titre professionnel.

Le port du titre professionnel ne doit pas être confondu avec le port du titre de formation, lequel est réglé à l'article 54 de la présente loi. Le titre professionnel est le titre prescrit par l'Etat membre d'accueil pour l'exercice des activités professionnelles en cause, tandis que le titre de formation est le titre délivré par l'Etat d'origine.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat estime que, du point de vue de la légistique formelle et pour préciser et rendre univoque la référence mentionnée au paragraphe 2, il convient d'ajouter „alinéa 2“ derrière „point a)“.

La Commission adopte cette recommandation.

TITRE IV

Modalités d'exercice de la profession

Article 53

L'article sous rubrique transpose l'article 53 de la directive. Il introduit de nouvelles dispositions applicables en matière de connaissances linguistiques des professionnels. Les autorités compétentes sont autorisées à effectuer des contrôles du niveau linguistique du professionnel après la reconnaissance des qualifications professionnelles, dans le cas où la profession concernée a des implications en matière de sécurité des patients ou s'il existe un doute sérieux et concret sur le niveau des connaissances linguistiques du professionnel au regard des activités professionnelles qu'il entend exercer. Ce contrôle est limité à la connaissance d'une langue officielle de l'Etat membre d'accueil ou d'une langue administrative de l'Etat membre d'accueil. En vertu du principe de proportionnalité, la vérification du niveau linguistique doit être raisonnable et nécessaire à la profession en cause.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat constate que les connaissances linguistiques exigées par la directive diffèrent des connaissances exigées dans les textes spécifiques concernant les différentes professions réglementées du domaine de la santé. Il renvoie à ses commentaires y relatifs.

La Commission note que le Conseil d'Etat ne demande pas de modifications au présent article, qui reprend d'ailleurs fidèlement les dispositions afférentes de la directive. Elle tient à signaler d'emblée que les recommandations que le Conseil d'Etat a faites au sujet des textes législatifs concernant les différentes professions réglementées du domaine de la santé, sont reprises.

Par conséquent, la Commission estime qu'il n'y a pas lieu de modifier le présent article.

Article 54

L'article sous rubrique transpose l'article 54 de la directive. Il introduit des dispositions relatives au port du titre de formation.

Comme signalé sous l'article 52 du projet de loi sous rubrique, le titre de formation se distingue du titre professionnel, dans la mesure où le premier est le titre délivré par l'Etat d'origine, tandis que le second est le titre prescrit par l'Etat membre d'accueil pour l'exercice des activités professionnelles.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 55

Cet article transpose l'article 55*bis* introduit par la directive 2013/55/UE, tout en l'étendant aux détenteurs de titres de formation obtenus dans des pays tiers. Dans les cas où l'accès à une profession réglementée dans l'Etat d'origine est subordonné à l'accomplissement d'un stage professionnel, les stages professionnels effectués à l'étranger sont en principe reconnus, pour autant qu'ils soient conformes aux lignes directrices afférentes établies par l'Etat d'origine. Les règles nationales ne devraient en effet pas constituer un obstacle à la mobilité des jeunes diplômés.

Cet article ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

TITRE V

Coopération administrative et procédures

Chapitre 1^{er} – Autorités compétentes et accès en ligne

Article 56

A l'instar de l'article 56 de la directive, l'article sous rubrique établit des principes en matière de collaboration et d'échange d'informations entre les autorités compétentes des différents Etats membres. Conformément à la directive 2013/55/UE, cette collaboration est censée se faire à l'aide du système d'information du marché intérieur („IMI“).

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat estime qu'au paragraphe 2, la référence au respect des règles sur la protection des données est à rectifier étant donné que les directives visées ont été transposées en droit national par la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

La Commission adopte cette recommandation.

Article 57

A l'instar de l'article 57 de la directive, cet article énumère les informations concernant les professions réglementées et la procédure de reconnaissance des qualifications professionnelles qui sont censées être publiées en ligne au moyen du guichet unique.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 58

En application des dispositions de l'article 57*ter* de la directive, introduit par la directive 2013/55/UE, cet article porte création, auprès du ministère ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions, d'un centre d'assistance en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles. Ce dernier est appelé à conseiller et à assister les citoyens, ainsi qu'à assurer la liaison avec les autorités compé-

tentes et les centres d'assistance d'autres Etats membres. En vertu de la directive 2013/55/UE, les centres d'assistance sont en effet censés remplacer les points de contact nationaux, introduits par la directive 2005/36/CE.

Il est précisé dans le présent article que le centre d'assistance gère également le registre des titres professionnels et le registre des titres de formation du Grand-Duché de Luxembourg.

Cet article ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Chapitre 2 – Registre des titres professionnels et carte professionnelle européenne

Article 59

L'article sous rubrique dispose que, par souci de simplification administrative, il est prévu de créer un registre des titres professionnels dont les informations servent également pour l'émission d'une carte professionnelle européenne.

L'inscription des informations audit registre ne se fait pas sur base d'une demande individuelle, mais suite aux informations fournies par les diverses autorités compétentes, comme le Ministère de la Santé pour ce qui est des professions de santé, le Ministère de l'Economie, département des classes moyennes, pour les professions réglementées donnant droit à un droit d'établissement, etc.

Etant donné que ce registre est accessible au public électroniquement et en vue de se conformer à la législation en vigueur sur la protection des données personnelles, l'article précise les informations contenues dans ce registre.

Finalement, l'article prévoit une procédure de mise à jour des informations.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat note que cet article concerne la création d'un fichier électronique reprenant toutes les informations nécessaires à la gestion des demandes d'accès à une profession réglementée. Ainsi l'objet du registre à créer doit être précisé car le bout de phrase „en vue de l'accès aux professions réglementées“ ne circonscrit pas de façon précise l'objectif poursuivi, tel que l'exigent les dispositions de la loi précitée du 2 août 2002.

Le Conseil d'Etat suggère de libeller comme suit le paragraphe 1^{er}:

„(1) Il est créé un registre des titres professionnels, appelé par la suite „le registre professionnel“, servant à l'émission d'une carte professionnelle européenne visée à l'article 60.“

La Commission adopte cette recommandation.

Au paragraphe 3, le Conseil d'Etat estime qu'il y a lieu de remplacer les termes „une banque de données électronique“ par „un fichier électronique“ afin de respecter les termes de la loi précitée du 2 août 2002.

La Commission adopte cette recommandation.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a du mal à s'accommoder d'un accès au public pour toutes les données contenues dans ce registre professionnel, alors qu'il est établi dans le seul but d'émettre la carte professionnelle visée à l'article 60 de la loi en projet. Le Conseil d'Etat se rallie à l'avis du 17 décembre 2015 de la CNPD: „La collecte et le traitement des données figurant au fichier („registre professionnel“) sont certes nécessaires et légitimes pour des besoins administratifs internes dans le cadre des finalités poursuivies par le projet de loi. Or, dans le cadre de la publicité et de la transparence, la CNPD considère comme excessive et disproportionnée la divulgation au public de la date de naissance ainsi que l'adresse, au cas où celle-ci renseignerait l'adresse privée. Elle estime dès lors nécessaire d'exclure des mesures de publicité la date de naissance ainsi que l'adresse privée des professionnels, à moins que cette dernière se confonde avec l'adresse professionnelle.“

Le Conseil d'Etat demande par conséquent de restreindre l'accès aux données dans le sens proposé par la CNPD.

Conformément à la recommandation conjointe du Conseil d'Etat et de la CNPD, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de modifier comme suit l'alinéa 1^{er} du paragraphe 3 de l'article 59:

„3) Il est créé ~~une banque de données électronique~~ un fichier électronique reprenant les informations du registre professionnel. Elle comporte les informations suivantes:

a) la profession réglementée visée;

- b) le nom de l'autorité compétente;
- c) les noms et prénoms, la date de naissance et l'adresse du demandeur;
- d) le nom de l'institution de formation;
- e) le diplôme ou le grade conféré;
- f) le lieu de délivrance du diplôme ou du grade conféré;
- g) le cas échéant, le nom de l'autorité ayant prononcé une reconnaissance.“

La mention des données visées est supprimée. Pour des raisons de simplification, il est proposé de supprimer toute référence à l'adresse du professionnel, sans distinguer entre les différents cas de figure d'adresses privées et professionnelles.

La proposition d'amendement vise par ailleurs à préciser les données relatives aux noms et prénoms du demandeur figurant au registre professionnel.

Dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016, le Conseil d'Etat marque son accord avec les modifications proposées par voie d'amendement parlementaire.

La Commission propose, par voie d'amendement parlementaire adopté le 19 septembre 2016, d'ajouter, à la suite du paragraphe 3 de l'article 59, un nouveau paragraphe 4 ayant la teneur suivante:

„(4) Le ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions est considéré, en ce qui concerne le fichier électronique visé sous le paragraphe 3, comme responsable du traitement au sens de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.“

Suite à la recommandation émise par la CNPD dans ses avis du 17 décembre 2015 et du 20 juillet 2016, l'article sous rubrique est complété par la désignation du responsable du traitement. Il s'agit en l'occurrence du ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions, étant entendu qu'il ressort du paragraphe 2 du même article que les données sont fournies par les autorités compétentes des différentes professions réglementées.

Cette proposition d'amendement ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son deuxième avis complémentaire du 11 octobre 2016.

Article 60

Une des principales innovations de la directive 2013/55/UE consiste dans l'introduction d'une carte professionnelle européenne. Cette dernière est censée faciliter la mobilité temporaire et la reconnaissance du titre dans le cadre du système de reconnaissance automatique, ainsi que promouvoir un processus simplifié de reconnaissance dans le cadre du système général. Elle a pour but de simplifier le processus de reconnaissance et d'introduire une plus grande efficacité au niveau du coût et du fonctionnement.

A l'instar de l'article 4*bis* de la directive, le présent article énonce les principes généraux concernant la carte professionnelle européenne. Il précise que les autorités compétentes concernées par le traitement des dossiers IMI et la délivrance des cartes professionnelles européennes sont déterminées par règlement grand-ducal. Il prévoit en outre l'introduction d'une taxe de 75 euros pour toute demande d'une carte professionnelle européenne.

A noter d'emblée qu'il n'est pas nécessaire de prévoir une carte professionnelle européenne pour les professions juridiques pour lesquelles des cartes professionnelles existent déjà dans le cadre du système prévu par la directive 77/249/CEE du Conseil du 22 mars 1977 tendant à faciliter l'exercice effectif de la libre prestation de services par les avocats et de la directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016.

A la première phrase du paragraphe 6 de l'article 60, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de supprimer le bout de phrase „sont déterminés par règlement grand-ducal“. A la deuxième phrase, les termes „Ces autorités“ sont supprimés, de sorte que le paragraphe sous rubrique se lit désormais comme suit:

„(6) Les différentes autorités compétentes concernées par le traitement des dossiers IMI et la délivrance des cartes professionnelles européennes sont déterminées par règlement grand-ducal.“

~~Ces autorités~~ veillent au traitement objectif, impartial et en temps utile des demandes de carte professionnelle européenne. Le centre d'assistance peut également agir en qualité d'autorité compétente. Les autorités compétentes et les centres d'assistance informent les citoyens et les demandeurs potentiels du fonctionnement et de la valeur ajoutée d'une carte professionnelle européenne pour les professions pour lesquelles elle est disponible."

Cet amendement a pour but de supprimer la disposition qui prévoit que les autorités compétentes concernées par le traitement des dossiers IMI et la délivrance des cartes professionnelles européennes sont déterminées par règlement grand-ducal. De fait, suite à la recommandation du Conseil d'Etat, les autorités compétentes sont désormais définies par voie législative (cf. article 3, point d)).

Par analogie aux observations émises par le Conseil d'Etat à l'endroit de l'article 14, paragraphe 2 (suppression des mots „de quotité“ dans la notion de „taxe de quotité“), la Commission propose de supprimer les termes „de quotité“ au paragraphe 7 du présent article.

Cette proposition d'amendement n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016.

Article 61

A l'instar de l'article 4^{ter} de la directive, l'article sous rubrique établit la procédure en matière de demande d'une carte professionnelle européenne et de création d'un dossier IMI. Les modalités précises de cette procédure sont définies par le règlement d'exécution (UE) 2015/983 de la Commission du 24 juin 2015 sur la procédure de délivrance de la carte professionnelle européenne et l'application du mécanisme d'alerte conformément à la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil.

Cet article ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 62

A l'instar de l'article 4^{quater} de la directive, cet article fixe la procédure concernant la délivrance d'une carte professionnelle européenne pour la prestation temporaire et occasionnelle de services autres que ceux relevant de l'article 7, paragraphe 4 du projet de loi sous rubrique.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 63

A l'instar de l'article 4^{quinquies} de la directive, l'article sous rubrique fixe la procédure concernant la délivrance d'une carte professionnelle européenne pour l'établissement et la prestation temporaire et occasionnelle de services en vertu de l'article 7, paragraphe 4 du projet de loi sous rubrique.

Cet article ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 64

A l'instar de l'article 4^{sexies} de la directive, cet article introduit des dispositions concernant le traitement et l'accès aux données relatives à la carte professionnelle européenne.

Resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cet article est adopté par la Commission tel que proposé par le projet gouvernemental initial.

Chapitre 3 – Mécanisme d'alerte

Article 65

Cet article transpose l'article 56^{bis} de la directive. Il introduit un mécanisme d'alerte obligeant les autorités compétentes, pour certaines activités professionnelles, à signaler aux autorités compétentes des autres Etats membres les professionnels qui ne sont plus autorisés, en totalité ou en partie, à exercer leur profession. Cette alerte doit être activée via le système IMI.

Il s'agit d'une des principales dispositions introduites par la directive 2013/55/UE.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016.

A l'article 65, paragraphe 1^{er}, phrase liminaire de l'alinéa 1^{er}, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de remplacer les termes „sur le territoire de cet Etat membre“ par ceux de „sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg“.

La phrase liminaire de l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er} de l'article sous rubrique se lit donc désormais comme suit:

„(1) Les autorités compétentes luxembourgeoises informent les autorités compétentes de tous les autres Etats membres de l'identité d'un professionnel dont l'exercice, sur le territoire **de cet Etat membre du Grand-Duché de Luxembourg**, des activités professionnelles suivantes, en totalité ou en partie, a été restreint ou interdit, même de façon temporaire, par les autorités ou juridictions nationales:“.

Cet amendement a pour but de remplacer les termes de „sur le territoire de cet Etat membre“ par ceux de „sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg“, dans la mesure où le texte vise clairement le Luxembourg, comme le fait d'ailleurs remarquer la Chambre des Métiers dans son avis du 2 février 2016.

Dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016, le Conseil d'Etat propose de supprimer le bout de phrase „sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg“, puisque le texte indique que l'activité est restreinte ou interdite par les autorités ou juridictions nationales, qui sont donc celles du Luxembourg.

La Commission se rallie à cette proposition.

Chapitre 4 – Registre des titres de formation

Article 66

L'article sous rubrique prévoit la création d'un registre des titres de formation en vue de la protection des titres à porter par les personnes disposant d'un certain grade ou diplôme. Pour des raisons de rationalisation des procédures administratives et afin d'éviter la création d'un service administratif supplémentaire, ce registre est également géré par le centre d'assistance créé à l'article 58 de la présente loi.

L'article précise que le registre des titres de formation se subdivise en deux sections dont l'une comporte les titres de formation relevant de l'enseignement secondaire, de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle („section de l'enseignement secondaire“) et l'autre les titres de formation relevant de l'enseignement supérieur („section de l'enseignement supérieur“). Cette séparation en deux sections est rendue nécessaire puisque la responsabilité de deux ministères est actuellement impliquée.

Comme les informations concernant les individus sont conservées sous forme électronique, celles-ci sont également précisées en vue de la conformité avec la législation sur la protection des données personnelles.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016.

La Commission propose, par voie d'amendement parlementaire adopté le 19 septembre 2016, d'ajouter, à la suite du paragraphe 3 de l'article 66, un nouveau paragraphe 4 ayant la teneur suivante:

„(4) Le ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions et le ministre ayant la Formation professionnelle dans ses attributions sont considérés, au sens de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, comme responsables du traitement des données visées sous le paragraphe 3 et relevant de la section de l'enseignement secondaire du registre des titres de formation.

Le ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions est considéré, au sens de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, comme responsable du traitement des données visées sous le paragraphe 3 et relevant de la section de l'enseignement supérieur du registre des titres de formation.

Suite à la recommandation émise par la CNPD dans ses avis du 17 décembre 2015 et du 20 juillet 2016, l'article sous rubrique est complété par la désignation du responsable du traitement. Conformément à une des suggestions émises par la CNPD, il est opté pour une responsabilité conjointe des Ministres concernés, chacun étant responsable du traitement des données relevant de son ressort.

Cette proposition d'amendement ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son deuxième avis complémentaire du 11 octobre 2016.

Article 67

Cet article précise les conditions d'inscription au registre des titres de formation, section de l'enseignement secondaire. Outre les diplômes nationaux qui sont inscrits d'office, les diplômes émis par les autorités d'autres pays le sont également sous condition qu'ils aient été reconnus équivalents à l'un des diplômes nationaux correspondants.

L'article fixe la taxe d'émission d'un extrait à 75 euros et d'un duplicata à 10 euros.

Resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cet article est adopté par la Commission tel que proposé par le projet gouvernemental initial.

Article 68

L'article sous rubrique précise les conditions d'inscription au registre des titres de formation, section de l'enseignement supérieur. Les diplômes accrédités au Grand-Duché de Luxembourg sont inscrits d'office dans ce registre sans que le particulier ait besoin d'en faire la demande. Il s'agit en premier lieu des diplômes émis par l'Université du Luxembourg, des diplômes de BTS émis par les lycées luxembourgeois, ainsi que des diplômes émis par les autres institutions établies sur le territoire national et bénéficiant d'une accréditation.

Les personnes détenant un diplôme émis par un Etat avec lequel le Grand-Duché de Luxembourg a conclu un accord en la matière peuvent demander une inscription d'office dans le registre sans devoir payer la taxe de 75 euros prévus à cet effet pour les autres diplômes étrangers. A noter qu'un tel accord a été conclu entre les Etats du Benelux.

Les personnes bénéficiant d'une inscription d'office dans le registre peuvent se faire délivrer, sur demande individuelle, un extrait soumis à une taxe de 75 euros.

L'inscription des autres titres de formation de l'enseignement supérieur se fait sur demande individuelle et sous condition que le diplôme ou titre sanctionne un cycle complet d'études et corresponde aux lois et règlements régissant l'enseignement supérieur de l'Etat où le titre a été conféré. Cette condition rejoint celles fixées par l'article 2, paragraphe 3 de la loi du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures en vue de l'éligibilité de l'étudiant pour une aide financière. Implicitement ceci veut dire que l'étudiant ayant bénéficié d'une aide financière en suffisant à la condition précitée, peut également faire inscrire son diplôme dans le registre des titres de formation de l'enseignement supérieur.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 69

L'article sous rubrique donne une base légale au cadre luxembourgeois des qualifications pour l'apprentissage tout au long de la vie. Ce dernier fournit un aperçu exhaustif et systématique des certifications pouvant être obtenues dans le système d'éducation et de formation luxembourgeois et, par analogie, permet un classement dans le cadre des diplômes étrangers reconnus équivalents. Il recense actuellement toutes les certifications allant de la fin de l'obligation scolaire à l'enseignement supérieur, en passant par l'enseignement secondaire, l'enseignement secondaire technique et la formation professionnelle.

Le cadre luxembourgeois des qualifications permet:

- à l'individu de positionner sa qualification par rapport aux autres certifications afin de planifier un parcours d'apprentissage;
- aux parties prenantes du marché de l'emploi (employeurs, services d'emploi, etc.) de comprendre les niveaux des compétences acquises par l'individu, en lien avec les exigences du marché;
- la comparaison entre les certifications non luxembourgeoises et luxembourgeoises, puisque, comme tous les autres cadres nationaux en Europe, le cadre luxembourgeois s'articule aux niveaux du cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie.

Il est à noter que le cadre luxembourgeois des qualifications se veut un cadre d'orientation, non contraignant: autrement dit, il ne confère pas de droits d'accès et les niveaux ne donnent aucun droit à une certification.

Le cadre comprend huit niveaux:

- les certifications des niveaux 1 à 4 relèvent du ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse;
- les certifications des niveaux 6 à 8 relèvent du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche;
- les certifications du niveau 5 relèvent du ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi que de la Chambre des métiers (diplôme de maîtrise) et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (brevet de technicien supérieur et brevet de technicien supérieur spécialisé).

Cet article ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 70

L'article sous rubrique prévoit des sanctions pénales vis-à-vis des personnes qui s'attribueraient ou altéreraient un titre qui ne leur est pas dû.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

TITRE VI

Dispositions modificatives, abrogatoires et finales

Chapitre 1^{er} – Dispositions modificatives

Article 71

L'article sous rubrique prévoit toute une série de modifications qui sont à apporter à la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, médecin-dentiste et médecin-vétérinaire.

Point 1

L'article 1^{er} est modifié pour tenir compte du fait que la reconnaissance des qualifications professionnelles pour la profession de médecin se fera dès à présent selon les dispositions de la présente loi.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat constate que sous e) le texte en projet exige que le médecin „doit avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession, soit en allemand, soit en français, et comprendre les trois langues administratives du Grand-Duché de Luxembourg ou acquérir les connaissances lui permettant de les comprendre. Une vérification des connaissances linguistiques du candidat peut être faite à la demande du ministre par le Collège médical.“ Or, l'article 53 du texte en projet énonce au paragraphe 2 que tout „contrôle effectué par, ou sous la surveillance de, l'autorité compétente pour le contrôle du respect de l'obligation visée au paragraphe 1^{er}, est limité à la connaissance d'une langue officielle ou d'une langue administrative sous réserve que cette dernière soit également une langue officielle de l'Union“.

D'après la Haute Corporation, la vérification éventuelle à effectuer par le Collège médical doit donc se limiter à une des trois langues luxembourgeoise, allemande ou française. Par conséquent, le Conseil d'Etat exige, sous peine d'opposition formelle pour incohérence des textes, que la première phrase du dernier alinéa du paragraphe 1^{er} de la loi précitée du 29 avril 1983 soit formulée comme suit:

„Une vérification des connaissances linguistiques du candidat d'une des trois langues luxembourgeoise, allemande ou française peut être faite à la demande du ministre par le Collège médical.“

Le Conseil d'Etat relève que ces observations concernant l'exigence de connaissances linguistiques spécifiques s'appliquent de façon récurrente à tout endroit du texte en projet où il est prévu de vérifier les connaissances linguistiques.

La Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, d'adopter la proposition de texte à l'endroit de l'article 71, point 1, concernant l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, de la loi modifiée précitée du 29 avril 1983 (exercice des activités de médecin).

Dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016, le Conseil d'Etat se déclare d'accord avec les modifications proposées et lève l'opposition formelle émise dans son avis du 7 juin 2016.

Point 2

L'article 1^{er}*bis* est supprimé car la reconnaissance des qualifications professionnelles pour la profession de médecin se fera dès à présent selon les dispositions de la présente loi. Ces dispositions se retrouvent dès à présent à l'article 23, paragraphe 7 de la présente loi.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat renvoie aux observations faites à l'endroit de l'article 76 du projet de loi sous rubrique. A cet endroit, la Haute Corporation dit ne pas pouvoir suivre l'argumentaire des auteurs estimant que les conditions et modalités visant l'autorisation d'exercice des médecins-spécialistes en médecine légale ne doivent pas figurer dans la loi précitée du 29 avril 1983, et d'en faire une spécialité à part propre à un établissement public, pour la seule raison que cette spécialité ne figure pas à l'annexe 5.1.3. de la directive 2005/36/CE. Par ailleurs, les auteurs ne fournissent pas les arguments nécessaires qui permettraient de justifier qu'une loi interdise purement et simplement l'exercice libéral de la médecine légale.

Le Conseil d'Etat propose donc de supprimer l'article 76 du présent projet de loi et d'introduire à l'endroit de l'article 71 au point 2°, un nouvel article 1^{er}*bis* dans la loi précitée du 29 avril 1983 en rédigeant:

„2° L'article 1^{er}*bis* est remplacé par les dispositions suivantes:

„Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er} sous c), l'accès aux activités de médecin légiste et l'exercice de celles-ci au Luxembourg sont subordonnés à une autorisation du ministre, qui est délivrée aux conditions suivantes:

- a) le candidat dispose d'un titre de formation de médecin-spécialiste dans la discipline de la médecine légale. Ce titre doit sanctionner une formation spécifique en médecine légale, conférant à l'intéressé le droit d'exercer les fonctions de médecin légiste dans le pays d'obtention du diplôme;
- b) il remplit les conditions prévues aux points a), b), d) et e) du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}.“

La Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de remplacer comme suit le point 2 de l'article 71:

„2° L'article 1^{er}*bis* est supprimé.

2° L'article 1^{er}*bis* est remplacé par les dispositions suivantes:

„(1) Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er} sous c) et paragraphe 2, l'accès aux activités de médecin-spécialiste en médecine légale et l'exercice de celles-ci au Luxembourg sont subordonnés à une autorisation du ministre, qui est délivrée aux conditions suivantes:

- a) le candidat dispose d'un titre de formation de médecin-spécialiste dans la discipline de la médecine légale. Ce titre doit sanctionner une formation de spécialisation en médecine légale, conférant à l'intéressé le droit d'exercer la médecine en qualité de médecin-spécialiste en médecine légale dans le pays d'obtention du diplôme;
- b) il remplit les conditions prévues aux points a), b), d) et e) du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}.

„(2) Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er} sous c) et paragraphe 2, l'accès aux activités de médecin-spécialiste en neuropathologie et l'exercice de celles-ci au Luxembourg sont subordonnés à une autorisation du ministre, qui est délivrée aux conditions suivantes:

- a) le candidat dispose d'un titre de formation de médecin-spécialiste dans la discipline de la neuropathologie. Ce titre doit sanctionner une formation de spécialisation en neuropathologie, conférant à l'intéressé le droit d'exercer la médecine en qualité de médecin-spécialiste en neuropathologie dans le pays d'obtention du diplôme;
- b) il remplit les conditions prévues aux points a), b), d) et e) du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}.“

La proposition du Conseil d'Etat de reprendre à cet endroit les dispositions de l'article 76 du présent projet de loi est reprise. Toutefois, il est proposé de modifier légèrement le texte pour tenir compte du fait que les dispositions ayant trait au médecin légiste sont introduites dans le corps de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire.

Plus particulièrement, une dérogation au paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi précitée est introduite. Il s'agit d'éviter une incohérence entre le fait que les présentes dispositions introduisent dans le corps de la loi deux nouvelles spécialités médicales, tandis que le paragraphe 2 précité relègue à un règlement grand-ducal le soin de préciser les disciplines médicales reconnues au Luxembourg. L'insertion de ces deux disciplines dans le règlement grand-ducal visé n'est pas indiquée du fait que les deux spécialités en cause ne figurent pas parmi les 54 spécialités réglementées au niveau européen par la directive et que les spécialités reconnues par le règlement grand-ducal précité reprennent cette liste.

Par analogie, il est proposé, sur base du raisonnement du Conseil d'Etat tendant à inclure une spécialité médicale qui n'est pas réglementée au niveau de l'Union européenne et qui ne figure dès lors pas à l'annexe 5.1.3. de la directive, dans le corps de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire, de réglementer la neuropathologie.

Dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016, le Conseil d'Etat prend note que la Commission juge opportun de réglementer sur le plan national la discipline de la neuropathologie.

Point 3

L'article 2 est modifié principalement pour tenir compte du fait que la reconnaissance des qualifications professionnelles pour la profession de médecin se fera dès à présent selon les dispositions de la présente loi.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat estime qu'il ne ressort pas clairement du paragraphe 1^{er} du nouvel article 2 de la loi précitée du 29 avril 1983 si les professionnels effectuant un stage de formation dans le cadre de la formation spécifique en médecine générale ou de la formation de spécialisation sont ou bien des médecins ou bien des étudiants en médecine. Si le texte les considère comme des étudiants en médecine, la lecture de l'article 1^{er}*ter* pose problème. L'article 25 transposant la directive mentionne en ce qui concerne la formation de médecin-spécialiste tantôt le „médecin candidat spécialiste“, tantôt le „spécialiste en formation“ et finalement le „professionnel“. Il en résulte toutefois que le médecin candidat spécialiste est bien un médecin. Par conséquent, le Conseil d'Etat propose de donner au premier alinéa du paragraphe 1^{er} de l'article 2 le libellé suivant:

„Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er} sous c), le ministre peut accorder l'autorisation temporaire d'exercer les activités de médecin sous la responsabilité d'un maître de stage autorisé définitivement à exercer la médecine au Luxembourg, aux médecins effectuant un stage de formation dans le cadre de la formation spécifique en médecine générale ou de la formation de spécialisation.“

La Commission adopte cette proposition.

Selon l'alinéa 2, l'autorisation temporaire devrait maintenant être limitée à un an. Le Conseil d'Etat ne conçoit pas l'utilité de prévoir cette limite et de ne pas laisser au ministre ayant la Santé dans ses attributions la faculté d'adapter la durée de l'autorisation à la durée du stage prévu. En effet, le libellé proposé imposerait au jeune médecin de payer pour chaque nouvelle demande d'autorisation temporaire (à l'issue de la limite d'un an) la taxe prévue à l'article 32^{quater} de la loi précitée du 29 avril 1983.

Le Conseil d'Etat observe à cet égard que dans le texte coordonné, l'article 32^{quater} se réfère dans ce premier paragraphe concernant les demandes d'autorisation d'exercer définitive aux articles 1^{er}*bis*, 8*bis*, 9(1), 21*bis* et 22 qui sont supprimés par le projet de loi sous rubrique, ainsi qu'à l'article 2 (1), alors que cet article traite d'une demande d'autorisation temporaire. Le Conseil d'Etat propose de prévoir dans le projet de loi sous avis de remplacer les deux premiers paragraphes de l'article 32^{quater} par le texte suivant:

„(1) Une taxe d'un montant de 450 euros est due pour toute demande d'autorisation d'exercer définitive, visée aux articles 1^{er}, 8, et 21.

Une taxe d'un montant de 10 euros est due en cas d'établissement d'un duplicata du document attestant les autorisations visées à l'alinéa précédent.

(2) Une taxe d'un montant de 150 euros est due pour toute demande d'autorisation d'exercer temporaire, visée aux articles 2 (1), 2 (3) et 9 (3), à l'exception des demandes de renouvellement de ces autorisations.

Une taxe d'un montant de 10 euros est due en cas d'établissement d'un duplicata du document attestant les autorisations visées à l'alinéa précédent.“

Concernant les observations de la Haute Corporation à l'endroit de l'alinéa 2, la Commission tient à préciser que la proposition de limiter la période de validité des autorisations temporaires s'explique par le fait que les périodes de stages peuvent varier fortement selon la formation de spécialisation suivie. A titre d'exemple, un médecin en voie de formation de médecine générale peut être amené à faire plusieurs stages de quelques semaines auprès de différents maîtres de stage endéans un délai de quelques mois. D'un autre côté, un médecin en voie de spécialisation provenant du système allemand peut être amené à faire un seul stage de plusieurs années dans le même établissement hospitalier.

La limite proposée de douze mois devrait permettre d'éviter aux médecins en voie de formation de médecine générale de refaire pour tout stage une nouvelle demande. En effet, de telles demandes génèrent une certaine charge administrative tant pour le médecin que pour le Ministère de la Santé et le Collège médical. Ceci vaut d'autant plus que dans de nombreux cas, le demandeur n'est en mesure de soumettre sa demande qu'à brève échéance avant l'entrée en fonction escomptée. Dans le passé, cela a déjà entraîné des débuts de stage différés, en raison du fait que la demande n'avait pas pu être traitée à temps.

D'un autre côté, cette limite de douze mois devrait garantir que les médecins en voie de spécialisation provenant d'Allemagne ne puissent pas faire des stages de plusieurs années sans contrôle administratif de la part du Ministère de la Santé.

A noter également que ni en vertu de la législation actuelle ni par le présent projet de loi, il n'est prévu de soumettre les demandes d'autorisation d'exercer temporaires visées au présent paragraphe au paiement d'une taxe. Celle-ci s'applique uniquement aux autorisations de remplacement et aux autorisations définitives. Ainsi, la proposition du Conseil d'Etat relative à une modification de l'article 32^{quater} ne peut être retenue sous cette forme.

En effet, de manière similaire à la législation actuellement en vigueur, il est prévu de soumettre au paiement d'une taxe de 150 euros uniquement les médecins et médecins-dentistes qui bénéficient d'une autorisation de remplacement. Or, avec la proposition de texte du Conseil d'Etat seraient également soumis à cette taxe les médecins et médecins-dentistes en voie de formation, respectivement les médecins et médecins-dentistes provenant de pays tiers qui ne font qu'un stage d'observation dans le cadre de la coopération internationale.

Néanmoins, vu la nouvelle numérotation des paragraphes des articles 2 et 9, les renvois opérés à l'article 32^{quater} doivent être adaptés (cf. article 71, point 19).

Au vu de ce qui précède, il est proposé de garder le texte initialement proposé pour l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} de l'article 2 de la loi modifiée précitée du 29 avril 1983.

En ce qui concerne le premier alinéa du paragraphe 2, l'évolution des cursus de spécialisation dans les différents pays européens fait qu'il semble impossible de déterminer quand le médecin concerné a terminé avec succès une partie de la formation. Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat propose de préciser cette disposition, d'utiliser la terminologie qu'il veut voir retenue au paragraphe 1^{er}, et de formuler cet alinéa comme suit:

„Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er} sous c), le ministre peut accorder l'autorisation temporaire d'exercer les activités de médecin à titre de remplaçant d'un médecin établi au Luxembourg, aux médecins ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne qui sont en dernière année d'une formation spécifique en médecine générale ou d'une formation de spécialisation.“

La Commission fait sienne cette proposition.

Point 4

L'article 3 est reformulé selon une formule qui s'inspire des observations faites par le Conseil d'Etat dans son avis relatif au projet de règlement grand-ducal fixant la procédure à suivre pour obtenir l'autorisation d'exercer les professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire, en date du 9 octobre 2012.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 5

L'article 5 est reformulé afin de s'aligner davantage sur la directive 2005/36/CE concernant le droit de porter des titres licites de formation. Dès à présent, ces demandes ne seront plus soumises pour avis

au Collège médical, puisqu'il s'agit d'une obligation communautaire sans véritable pouvoir d'appréciation des autorités de l'Etat membre d'accueil.

Par ailleurs, la décision de reconnaître ou non le droit de porter tout autre titre ou fonction académique relève dès à présent de la seule compétence du Collège médical, étant donné que ce genre de décision relève plutôt de la déontologie médicale.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 6

L'article 7 fixe les cas d'espèces relevant de l'infraction pénale d'exercice illégal de la médecine.

Il est établi que les activités réalisées dans le cadre des activités du service de médecine légale du Laboratoire national de santé ne relèvent pas de ces cas d'espèces, étant donné qu'il ne s'agit pas d'une pratique médicale proprement dite.

En effet, de par leur nature, il est clair qu'il ne s'agit pas d'actes relevant de l'exercice de l'art de guérir, en ce qu'ils n'ont pas de visée thérapeutique, mais uniquement une finalité constatative d'expertise.

Néanmoins, pour rayer toute insécurité juridique entourant les expertises effectuées à travers les actes médico-légaux réalisés dans le cadre de l'exercice des missions de médecine légale du Laboratoire national de santé, l'article 7 précité est complété par un paragraphe 3 excluant expressément ces activités des cas de figure pouvant constituer l'infraction d'exercice illégal de la médecine.

Ainsi, ces activités ne sont dès lors pas à considérer comme relevant de l'exercice de la médecine qui est réservé aux médecins autorisés à exercer.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat se réfère à ses observations faites à l'endroit de l'article 76 du projet de loi sous rubrique. La Haute Corporation estime que la disposition prévue à ce point peut être supprimée.

Par contre, le Conseil d'Etat estime qu'il faut modifier dans le paragraphe 1^{er} de l'article 7 de la loi précitée du 29 avril 1983 l'expression „sans remplir les conditions prévues aux articles 1^{er} et 2^e“, puisque l'article 2 déroge à l'article 1^{er} et que ces conditions ne peuvent dès lors pas être cumulatives. Le Conseil d'Etat propose de libeller le point a) du paragraphe 1^{er} de l'article 7 de la loi précitée du 29 avril 1983 comme suit:

„toute personne qui pratique ou prend part, même en présence du médecin, à l'établissement d'un diagnostic ou au traitement d'affections pathologiques, réelles ou supposées, ou à un accouchement, par actes personnels, consultations verbales ou écrites ou par tous autres procédés quels qu'ils soient, sans être autorisée à exercer la profession de médecin, sauf le cas d'urgence avérée;“

La Commission adopte cette proposition.

Point 7

L'article 8 est modifié pour tenir compte du fait que la reconnaissance des qualifications professionnelles pour la profession de médecin-dentiste se fera dès à présent selon les dispositions de la présente loi.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016.

A l'instar des observations formulées par la Haute Corporation à l'endroit de l'article 71, point 1, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de modifier comme suit les dispositions du second alinéa du point d) du paragraphe 1^{er} de l'article 8 de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire:

„Une vérification des connaissances linguistiques du candidat peut être faite à la demande du ministre par le président du Collège médical. Une vérification des connaissances linguistiques du candidat d'une des trois langues luxembourgeoise, allemande ou française peut être faite à la demande du ministre par le Collège médical.“

Dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016, le Conseil d'Etat se déclare d'accord avec les modifications proposées et lève l'opposition formelle émise dans son avis du 7 juin 2016.

Point 8

L'article 8bis est supprimé car la reconnaissance des qualifications professionnelles pour la profession de médecin-dentiste se fera dès à présent selon les dispositions de la présente loi. Ces dispositions se retrouvent dès à présent à l'article 23, paragraphe 7 de la présente loi.

Ce point ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 9

L'article 9 est modifié principalement pour tenir compte du fait que la reconnaissance des qualifications professionnelles pour la profession de médecin-dentiste se fera dès à présent selon les dispositions de la présente loi.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat renvoie aux observations faites à l'endroit du point 3° et demande aux auteurs de reformuler le libellé dans le même sens.

Reconnaissant la pertinence des observations de la Haute Corporation, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de modifier comme suit le libellé prévu à l'article 71, point 9 du présent projet de loi pour l'article 9, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire:

„9° L'article 9 est remplacé par les dispositions suivantes:

Art. 9. (1) ~~Par dérogation aux dispositions de l'article 8, paragraphe 1^{er} sous b), le ministre peut accorder l'autorisation temporaire d'exercer les activités de médecin-dentiste ou médecin-dentiste spécialiste sous la responsabilité d'un maître de stage autorisé à exercer la médecine dentaire au Luxembourg aux étudiants en médecine dentaire effectuant un stage de formation dans le cadre de leur formation de médecin-dentiste ou aux médecins-dentistes spécialistes effectuant un stage de formation dans le cadre de la formation de spécialisation.~~

Par dérogation aux dispositions de l'article 8, paragraphe 1^{er} sous b), le ministre peut accorder l'autorisation temporaire d'exercer les activités de médecin-dentiste ou médecin-dentiste spécialiste sous la responsabilité d'un maître de stage autorisé définitivement à exercer la médecine dentaire au Luxembourg, aux étudiants en médecine dentaire, respectivement aux médecins-dentistes effectuant un stage de formation dans le cadre de la formation en médecine dentaire, respectivement de la formation de spécialisation en médecine dentaire.

Par analogie, au même article 71, point 9 du présent projet de loi, le libellé prévu pour le paragraphe 2, alinéa 1^{er} de l'article 9 précité est remplacé comme suit:

„(2) ~~Par dérogation aux dispositions de l'article 8, paragraphe 1^{er} sous b), le ministre peut accorder l'autorisation temporaire d'exercer les activités de médecin-dentiste ou de médecin-dentiste spécialiste à titre de remplaçant d'un médecin-dentiste ou d'un médecin-dentiste spécialiste établi au Luxembourg, aux étudiants en médecine dentaire ou aux médecins-dentistes, ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ayant terminé avec succès une partie de leur formation de médecin-dentiste ou de médecin-dentiste spécialiste.~~

Par dérogation aux dispositions de l'article 8, paragraphe 1^{er} sous b), le ministre peut accorder l'autorisation temporaire d'exercer les activités de médecin-dentiste ou médecin-dentiste spécialiste à titre de remplaçant d'un médecin-dentiste ou d'un médecin-dentiste spécialiste établi au Luxembourg, aux étudiants en médecine dentaire, respectivement aux médecins-dentistes effectuant un stage de formation dans le cadre de la formation en médecine dentaire, respectivement de la formation de spécialisation en médecine dentaire, ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne qui sont en dernière année d'une formation en médecine dentaire ou d'une formation de spécialisation en médecine dentaire.

Par le présent amendement, le libellé prévu à l'article 71, point 9 du projet de loi pour l'article 9, paragraphes 1^{er} et 2 de la loi modifiée précitée du 29 avril 1983 est reformulé conformément aux recommandations du Conseil d'Etat. A noter qu'il y a lieu de distinguer entre, d'une part, les étudiants en médecine dentaire qui parachèvent leur formation de médecine dentaire en vue d'accéder à la profession de médecin-dentiste, et, d'autre part, les médecins-dentistes qui ont terminé leur formation de médecine dentaire initiale et qui parachèvent leur formation de spécialisation.

Cette proposition d'amendement n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 15 juillet 2016.

Point 10

L'article 10 est reformulé selon une formule qui s'inspire des observations faites par le Conseil d'Etat dans son avis relatif au projet de règlement grand-ducal fixant la procédure à suivre pour obtenir

l'autorisation d'exercer les professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire, en date du 9 octobre 2012.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 11

L'article 12 est reformulé afin de s'aligner davantage sur la directive 2005/36/CE concernant le droit de porter des titres licites de formation. Dès à présent, ces ne seront plus soumises pour avis au Collège médical, puisqu'il s'agit d'une obligation communautaire sans véritable pouvoir d'appréciation des autorités de l'Etat membre d'accueil.

Par ailleurs, la décision de reconnaître ou non le droit de porter tout autre titre ou fonction académique relève dès à présent de la seule compétence du Collège médical, étant donné que ce genre de décision relève plutôt de la déontologie médico-dentaire.

Ce point ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 12 initial

Ces dispositions sont le pendant des modifications introduites à l'article 7 pour ce qui concerne la médecine dentaire. En effet, les expertises précitées peuvent également porter sur les dents, la bouche, les mâchoires et les tissus attenants.

Par conséquent, l'article 14 de la loi précitée est également complété par un paragraphe 3 excluant expressément ces activités des cas de figure pouvant constituer l'infraction d'exercice illégal de la médecine dentaire.

Ainsi, ces activités ne sont dès lors pas à considérer comme relevant de l'exercice de la médecine dentaire qui est réservé aux médecins-dentistes autorisés à exercer.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat renvoie à ses observations faites à l'endroit de l'article 76. La Haute Corporation estime que la disposition prévue à ce point peut être supprimée.

La Commission fait sienne cette recommandation.

Point 12 nouveau (point 13 initial)

L'alinéa 2 de l'article 19 est supprimé, puisque depuis un règlement grand-ducal de 1993 la liste des équipements n'a pas été mise à jour. Dès lors l'opportunité de ces dispositions ne s'est pas relevée en pratique, et elles pourront être supprimées.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 13 nouveau (point 14 initial)

L'article 21 est modifié pour tenir compte du fait que la reconnaissance des qualifications professionnelles pour la profession de médecin-vétérinaire se fera dès à présent selon les dispositions de la présente loi.

Ce point ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016.

A l'instar des observations formulées par la Haute Corporation à l'endroit de l'article 71, point 1, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de modifier comme suit les dispositions du second alinéa du point d) de l'article 21 de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire:

„Une vérification des connaissances linguistiques du candidat peut être faite à la demande du ministre par le président du Collège médical. Une vérification des connaissances linguistiques du candidat d'une des trois langues luxembourgeoise, allemande ou française peut être faite à la demande du ministre par le Collège vétérinaire.“

S'agissant de l'accès aux activités de médecin-vétérinaire, il est proposé de déléguer la tâche du contrôle des connaissances linguistiques au Collège vétérinaire.

Cette proposition d'amendement n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016.

Point 14 nouveau (point 15 initial)

L'article 21*bis* est supprimé car la reconnaissance des qualifications professionnelles pour la profession de médecin-vétérinaire se fera dès à présent selon les dispositions de la présente loi.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 15 nouveau (point 16 initial)

L'article 22 est supprimé, étant donné que les ressortissants des pays tiers sont dès à présent visés par l'article 21.

Ce point ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 16 nouveau (point 17 initial)

L'article 23 est reformulé selon une formule qui s'inspire des observations faites par le Conseil d'Etat dans son avis relatif au projet de règlement grand-ducal fixant la procédure à suivre pour obtenir l'autorisation d'exercer les professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire, en date du 9 octobre 2012.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 17 nouveau (point 18 initial)

L'article 26 est reformulé afin de s'aligner davantage sur la directive 2005/36/CE concernant le droit de porter des titres licites de formation. Dès à présent, ces demandes ne seront plus soumises pour avis au Collège vétérinaire, puisqu'il s'agit d'une obligation communautaire sans véritable pouvoir d'appréciation des autorités de l'Etat membre d'accueil.

Par ailleurs, la décision de reconnaître ou non le droit de porter tout autre titre ou fonction académique relève dès à présent de la seule compétence du Collège vétérinaire, étant donné que ce genre de décision relève plutôt de la déontologie vétérinaire.

Ce point ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016.

Au paragraphe 3 du libellé prévu par l'article sous rubrique pour l'article 26 de la loi modifiée précitée du 29 avril 1983, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de remplacer les termes „Collège médical“ par ceux de „Collège **vétérinaire**“. Il s'agit de corriger une erreur rédactionnelle dans la mouture du texte proposé. En effet, la tâche de reconnaître le port de certains titres aux médecins-vétérinaires revient au Collège vétérinaire, et non pas au Collège médical. Dès lors, la fixation de la taxe à percevoir pour obtenir cette autorisation du Collège vétérinaire revient également à cet organe.

Cette proposition d'amendement n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016.

Point 18 nouveau (point 19 initial)

L'article 29 est supprimé puisqu'il est contraire aux dispositions de la directive 2006/123/CE relative aux services dans le marché intérieur.

Ce point ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 19 nouveau

La Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, d'insérer entre le point 19 initial (point 18 nouveau) et le point 20 initial un nouveau point 19 ayant la teneur suivante:

„19° L'article 32*quater* est remplacé par les dispositions suivantes:

„Art. 32*quater*. (1) Une taxe d'un montant de 450 euros est due pour toute demande d'autorisation d'exercer définitive, visée aux articles 1^{er}, 1^{er}*bis*, 8 et 21.

Une taxe d'un montant de 10 euros est due en cas d'établissement d'un duplicata du document attestant les autorisations visées à l'alinéa précédent.

(2) Une taxe d'un montant de 150 euros est due pour toute demande d'autorisation d'exercer temporaire, visée aux articles 2 (2) et 9 (2).

Une taxe d'un montant de 10 euros est due en cas d'établissement d'un duplicata du document attestant les autorisations visées à l'alinéa précédent.

(3) Une taxe d'un montant de 75 euros est due pour toute demande d'autorisation pour l'usage du titre licite de formation, visée aux articles 5 (3), 12 (3) et 26 (2).

Une taxe d'un montant de 10 euros est due en cas d'établissement d'un duplicata du document attestant les autorisations visées à l'alinéa précédent.

(4) Une taxe d'un montant de 450 euros est due pour toute demande d'autorisation pour l'ouverture d'une clinique vétérinaire, visée à l'article 29bis.

Une taxe d'un montant de 10 euros est due en cas d'établissement d'un duplicata du document attestant l'autorisation visée à l'alinéa précédent.

(5) La taxe est à acquitter moyennant un versement ou un virement sur un compte bancaire de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, comprenant indication de l'identité du requérant ainsi que l'objet du virement ou versement.

La preuve de paiement est à joindre à la demande et constitue une pièce obligatoire du dossier.“ “

Comme signalé sous le commentaire du point 3 de l'article sous rubrique, la proposition du Conseil d'Etat relative à une modification de l'article 32^{quater} ne peut être retenue sous cette forme. Néanmoins, vu la nouvelle numérotation de certains articles de la loi modifiée précitée du 29 avril 1983, les renvois opérés à l'article 32^{quater} doivent être adaptés.

Dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016, le Conseil d'Etat marque son accord avec la nouvelle formulation de l'article 32^{quater} proposée par voie d'amendement parlementaire.

Point 20

Ces modifications se rapportent à une nouvelle terminologie au niveau des textes de l'Union européenne.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 21

Cette définition est reprise de la présente loi. Elle est due au fait que ces pays sont assimilables, en raison d'accords d'association, à des Etats membres de l'Union européenne pour ce qui concerne la directive 2005/36/CE.

Ce point ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 22

Les articles 53 et 54 sont supprimés pour tenir compte du fait que la reconnaissance des qualifications professionnelles se fera dès à présent selon les dispositions de la présente loi.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Du point de vue de la légistique formelle, le Conseil d'Etat souligne que les modifications prévues aux articles 71 et suivants en projet affectent le texte soit de manière ponctuelle, soit dans son intégralité, mais elles ne sont pas énoncées de manière expresse. Cette approche contraire aux principes légistiques enlève toute lisibilité aux modifications envisagées. Le Conseil d'Etat rappelle qu'il a limité d'une façon générale l'examen des articles aux seules dispositions modifiées dans le projet sous avis.

Article 72

L'article sous rubrique prévoit toute une série de modifications qui sont à apporter à la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien:

Point 1

L'article 1^{er} est modifié pour tenir compte du fait que la reconnaissance des qualifications professionnelles pour la profession de pharmacien se fera dès à présent selon les dispositions de la présente loi.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat soulève le point 1^o modifiant l'article 1^{er} de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien. La Haute Corporation renvoie à ses observations faites à l'endroit de l'article 71, point 1^o, et demande, sous peine d'opposition formelle pour incohérence des textes, source d'insécurité juridique, de remplacer l'avant-dernière phrase du nouvel article 1^{er} par la phrase suivante:

„Une vérification des connaissances linguistiques du candidat d'une des trois langues luxembourgeoise, allemande ou française peut être faite à la demande du ministre par le Collège médical.“

Reconnaissant la pertinence des observations de la Haute Corporation, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de modifier comme suit les dispositions du second alinéa du point d) de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien:

„Une vérification des connaissances linguistiques du candidat peut être faite à la demande du ministre par le président du Collège médical. Une vérification des connaissances linguistiques du candidat d'une des trois langues luxembourgeoise, allemande ou française peut être faite à la demande du ministre par le Collège médical.“

Dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016, le Conseil d'Etat se déclare d'accord avec les modifications proposées et lève l'opposition formelle émise dans son avis du 7 juin 2016.

Point 2

L'ancien article 1^{er}*bis* est supprimé car la reconnaissance des qualifications professionnelles pour la profession de pharmacien se fera dès à présent selon les dispositions de la présente loi. Ces dispositions se retrouvent dès à présent à l'article 23, paragraphe 7 de la présente loi.

Il est remplacé, dans un souci de constance dans la numérotation et de parallélisme des formes avec les dispositions de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire, par une formule ayant trait à la consultation du Collège médical qui s'inspire des observations faites par le Conseil d'Etat dans son avis relatif au projet de règlement grand-ducal fixant la procédure à suivre pour obtenir l'autorisation d'exercer les professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire, en date du 9 octobre 2012.

Ce point ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 3

L'article 2 est supprimé, étant donné que les ressortissants des pays tiers sont dès à présent visés par l'article 1^{er}. L'article 3 est supprimé, car ces dispositions se retrouvent à l'article 45, paragraphe 2 de la présente loi.

Ce point ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 4

A l'article 4, le paragraphe 2 est aligné sur les dispositions de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat signale qu'il y a lieu d'écrire correctement „exercé“ au lieu de „exerce“.

La Commission adopte cette recommandation.

Point 5

A l'article 5, le paragraphe 4 est modifié afin de s'aligner sur une nouvelle terminologie au niveau des textes de l'Union européenne.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat signale qu'il faut lire „Collège“ au lieu de „collègue“.

La Commission adopte cette recommandation.

Point 6

La prolongation du délai avant qu'une autorisation devient caduque est due au fait qu'en pratique la période de six mois s'est avérée courte dans certains cas. Ainsi, un pharmacien nouvellement autorisé peut mettre plus de six mois avant de trouver une officine pour travailler. Cette prolongation se fait dans un souci de simplification administrative.

Restée sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cette disposition est adoptée par la Commission telle que proposée par le projet gouvernemental initial.

Point 7

Cette modification aligne les dispositions relatives au port de titres sur celles prévues pour les professions médicales par la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire.

Restée sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cette disposition est adoptée par la Commission telle que proposée par le projet gouvernemental initial.

Point 8

L'article 10 est supprimé, puisqu'il n'a jamais été mis en pratique.

Restée sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cette disposition est adoptée par la Commission telle que proposée par le projet gouvernemental initial.

Point 9

Le paragraphe 1^{er} est remplacé par des dispositions similaires à celles prévues pour les professions médicales par la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire. Le contrôle des connaissances linguistiques par le président du Collège médical se retrouve dès à présent à l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, point d).

Restée sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cette disposition est adoptée par la Commission telle que proposée par le projet gouvernemental initial.

Point 10

La nouvelle mouture de l'article 12*bis* reprend pour la prestation de services du pharmacien des dispositions similaires à celles prévues pour les professions médicales par la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire.

Restée sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cette disposition est adoptée par la Commission telle que proposée par le projet gouvernemental initial.

Point 11

Ces dispositions sont dorénavant reprises à l'article 12*bis* et peuvent dès lors être supprimées.

Restée sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cette disposition est adoptée par la Commission telle que proposée par le projet gouvernemental initial.

Point 12

Cette modification est due au fait que dès à présent la définition des actes relevant de l'exercice de la profession de pharmacien se retrouve à l'article 45, paragraphe 2 de la présente loi.

Restée sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cette disposition est adoptée par la Commission telle que proposée par le projet gouvernemental initial.

Point 13

Cette définition est reprise de la présente loi. Elle est due au fait que ces pays sont assimilables, en raison d'accords d'association, à des Etats membres de l'Union européenne pour ce qui concerne la directive 2005/36/CE.

Restée sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016, cette disposition est adoptée par la Commission telle que proposée par le projet gouvernemental initial.

Point 14

Ces suppressions s'expliquent par le fait que la reconnaissance des qualifications professionnelles pour la profession de pharmacien se fera dès à présent selon les dispositions de la présente loi.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat est amené à se demander si les auteurs ne pourraient pas profiter du projet de loi sous avis pour abroger également l'article 24 de la loi du 31 juillet 1991 précitée.

La Commission propose de ne pas suivre le Conseil d'Etat. Pour des raisons de sécurité juridique et législative, il est en effet indiqué de maintenir l'article 24 visé qui porte abrogation des articles 26 et 27 de l'ordonnance royale grand-ducale du 12 octobre 1841 portant organisation du service médical. Il importe de pouvoir suivre l'évolution de l'ordonnance précitée au fil du temps, ceci d'autant plus qu'en raison de l'ancienneté dudit texte, il existe un certain risque que ces changements ne soient plus retraçables à l'aide des moyens informatiques modernes.

Article 73

Cet article prévoit toute une série de modifications qui sont à apporter à la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé:

Point 1

L'article 2 est modifié pour tenir compte du fait que la reconnaissance des qualifications professionnelles pour les professions de santé se fera dès à présent selon les dispositions de la présente loi.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat renvoie, pour ce qui est des connaissances linguistiques, à ses observations faites à l'endroit de l'article 71 et suggère aux auteurs de prévoir une disposition concernant les modalités du contrôle éventuel de ces connaissances linguistiques en cohérence avec les dispositions de l'article 53 du projet de loi sous rubrique.

Reconnaissant la pertinence des observations de la Haute Corporation, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire d'ajouter *in fine* du point e) du libellé prévu par l'article sous rubrique pour l'article 2 de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, un nouvel alinéa 2 ayant la teneur suivante:

„Une vérification des connaissances linguistiques du candidat d'une des trois langues luxembourgeoise, allemande ou française peut être faite par le ministre.“

Cette proposition d'amendement est à mettre en relation avec la nécessité d'aligner les dispositions ayant trait au contrôle des connaissances linguistiques sur celles prévues à l'article 53 du présent projet de loi.

A noter toutefois qu'il n'est pas prévu de déléguer la tâche de contrôle des connaissances linguistiques au Conseil Supérieur de certaines professions de santé par analogie au contrôle opéré par le Collège médical pour les professions de médecin ou médecin-dentiste. Ceci s'explique par le fait qu'en raison du nombre largement supérieur de demandes d'autorisation d'exercer des professionnels de santé, le Conseil Supérieur de certaines professions de santé n'intervient pas en principe lors de la procédure d'autorisation. Contrairement aux Collège médical et Collège vétérinaire, il n'avise pas les demandes d'autorisation d'exercer de ses ressortissants.

Cette proposition d'amendement n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016.

Point 2

Ces modifications sont dues au fait que la présente loi présente toute une série de dispositions ayant trait à la prestation de services.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 4 comme suit:

„Art. 4. Prestation de services

(1) Le professionnel de santé ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, qui est établi dans un autre Etat membre et y exerce légalement une des professions de santé visées à l'article 1^{er},

peut exécuter au Luxembourg des prestations de services de façon temporaire et occasionnelle sans autorisation du ministre.

(2) Afin d'éviter des dommages graves pour la santé du bénéficiaire du service, le ministre fait procéder à une vérification des qualifications professionnelles du prestataire visé au paragraphe 1^{er} avant la première prestation de services.

Cette vérification est effectuée selon les modalités prévues au titre II de la loi du *jj.mm.aa* relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux prestations de services visant les activités d'infirmier et de sage-femme.

(3) Le prestataire visé au paragraphe 1^{er} est soumis aux règles de conduite de caractère professionnel, réglementaire ou administratif en rapport direct avec les qualifications professionnelles telles que la définition de la profession, l'usage des titres et les fautes professionnelles graves qui ont un lien direct et spécifique avec la protection et la sécurité des patients, ainsi qu'aux dispositions disciplinaires applicables aux professionnels de santé légalement établis au Luxembourg.

(4) Le professionnel de santé frappé d'une peine de suspension ou d'interdiction d'exercer sa profession au Luxembourg et qui est légalement établi dans un autre Etat membre, ne peut pas effectuer de prestation de services au Luxembourg pendant la durée de sa suspension ou de son interdiction.

(5) Un règlement grand-ducal détermine les conditions et modalités d'exercice de la prestation de services visée aux paragraphes 1^{er} et 2 du présent article. Ce règlement prescrira entre autres que le prestataire visé au paragraphe 1^{er} fasse une déclaration préalable relative à sa prestation au ministre qui en fera parvenir une copie au Conseil Supérieur de certaines professions de santé et aux organismes de sécurité sociale.“

La Commission fait sienne cette recommandation.

Point 3

Cette modification aligne les dispositions relatives au port de titres sur celles prévues pour les professions médicales par la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 4

Cette modification corrige un oubli en précisant qu'il s'agit d'un membre d'une autre profession de santé.

Ce point ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 5

A l'article 8, le paragraphe 4 est modifié afin de s'aligner sur une nouvelle terminologie au niveau des textes de l'Union européenne.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 6

Les dispositions de l'ancien article 9 sont supprimées, puisqu'elles n'ont jamais été mises en pratique. Est ajoutée une définition qui est reprise de la présente loi. Elle est due au fait que ces pays sont assimilables en raison d'accords d'association à des Etats membres de l'Union européenne pour ce qui concerne la directive 2005/36/CE.

Ce point ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 7

L'article 10 est supprimé, car la législation en matière de santé au travail (examens d'embauche, examens périodiques et examens à la demande du salarié) remplace les dispositions de cet article.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 8

Cet ajout introduit une obligation de tenir à jour les connaissances professionnelles similaire à celle prévue pour les professions médicales dans la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire.

Ce point ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 9 initial

La nouvelle formulation de l'article 12 prévue par le point 9 initial a pour objet de clarifier davantage les dispositions ayant trait aux cours de recyclage/formations de mise à niveau lorsqu'une profession de santé obtient par voie réglementaire une nouvelle attribution.

A noter que jusqu'à ce jour, cette démarche n'a été mise en œuvre que pour la profession d'aide-soignant lors de l'introduction de nouvelles attributions, dont notamment l'administration par voie sous-cutanée de certains médicaments.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat note que, du point de vue de la légistique formelle, le point sous rubrique tend à modifier l'article 12 de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé. A la fin du paragraphe 1^{er} dudit article 12, il y a lieu d'écrire correctement:

„(...) la formation de mise à niveau pour une profession.“

La Commission fait sienne cette recommandation.

La Commission propose, par voie d'amendement parlementaire adopté le 19 septembre 2016, de supprimer le point 9 initial de l'article sous rubrique, tendant à remplacer l'article 12 de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé.

Le point 9 initial de l'article sous rubrique proposait initialement d'apporter des changements au domaine de la formation continue des professionnels de santé.

Or, suite à un examen approfondi des conséquences que les modifications initialement proposées auraient éventuellement pu avoir en pratique, il est proposé *in fine* de ne pas modifier la mouture des dispositions ayant trait à la formation continue actuellement en vigueur dans la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé.

En effet, une éventuelle modification de ces dispositions nécessite une refonte plus en profondeur et n'a donc pas sa place dans un projet de loi portant principalement sur la transposition d'une directive en matière de reconnaissance de qualifications professionnelles.

Il est ainsi proposé de ne pas modifier la mouture actuelle de l'article 12 de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé. Dès lors, le point 9 de l'article 73 du présent projet de loi est à supprimer. En résulte la nécessité d'adapter en conséquence la numérotation des points subséquents de l'article 73.

Cette proposition d'amendement n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son deuxième avis complémentaire du 11 octobre 2016.

Point 10 initial

Le point 10 initial prévoit de supprimer l'article 13, car ses dispositions sont reprises aux articles 12 et 14.

Ce point ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016.

La Commission propose, par voie d'amendement parlementaire adopté le 19 septembre 2016, de supprimer le point 10 initial de l'article sous rubrique, tendant à supprimer l'article 13 de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé.

Le point 10 initial de l'article sous rubrique proposait initialement d'apporter des changements au domaine de la formation continue des professionnels de santé.

Or, suite à un examen approfondi des conséquences que les modifications initialement proposées auraient éventuellement pu avoir en pratique, il est proposé *in fine* de ne pas modifier la mouture des dispositions ayant trait à la formation continue actuellement en vigueur dans la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé.

En effet, une éventuelle modification de ces dispositions nécessite une refonte plus en profondeur et n'a donc pas sa place dans un projet de loi portant principalement sur la transposition d'une directive en matière de reconnaissance de qualifications professionnelles.

Il est ainsi proposé de ne pas modifier la mouture actuelle de l'article 13 de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé. Dès lors, le point 10 de l'article 73 du présent projet de loi sont à supprimer. En résulte la nécessité d'adapter en conséquence la numérotation des points subséquents de l'article 73.

Cette proposition d'amendement n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son deuxième avis complémentaire du 11 octobre 2016.

Point 9 nouveau (point 11 initial)

Le point 9 initial avait pour objet de préciser dans des termes clairs, à l'article 14 de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, les cas de figure dans lesquels l'autorisation d'exercer devient caduque.

Cette nouvelle formulation, qui s'inspirait des dispositions y relatives pour les professions médicales et le pharmacien dans leurs lois respectives, tendait également à supprimer le flou juridique entourant entre autres la reprise de l'activité professionnelle après une période de plus de cinq ans.

En effet, en l'absence de dispositions claires, le statut de l'autorisation d'exercer d'un professionnel de santé qui avait cessé son activité et qui voulait reprendre son activité n'était pas très clair.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016.

La Commission propose, par voie d'amendement parlementaire adopté le 19 septembre 2016, de modifier les dispositions du point 11 initial (point 9 nouveau), tendant à remplacer l'article 14 de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé.

Le nouveau point 9 se lit dès à présent comme suit:

„11° L'article 14 est remplacé par les dispositions suivantes:

„Art. 14. Caducité de l'autorisation d'exercer

(1) L'autorisation d'exercer devient caduque lorsque son titulaire omet de suivre les cours et enseignements imposés en vertu de l'article 12, paragraphe 2 ci-dessus jusqu'à satisfaction des obligations imposées par le ministre.

(2) Toutefois, dans le cas où des cours de formation de mise à niveau déclarés obligatoires en vertu de l'article 12, paragraphe 2 ont pour seul objet de familiariser le professionnel avec une nouvelle technique, le fait de ne pas les suivre n'entraîne pour lui que la suspension d'exercer la technique en question.

(3) L'autorisation d'exercer devient caduque lorsque le professionnel de santé bénéficiaire n'exerce pas sa profession au Luxembourg dans les deux années qui suivent la délivrance de l'autorisation.

Il en va de même du professionnel de santé qui a cessé son activité professionnelle au Luxembourg depuis plus de deux ans.

(4) Le professionnel de santé qui n'a plus exercé sa profession depuis cinq années précédant la reprise de l'exercice de la profession, peut être obligé par le ministre, sur avis de la Direction de la santé, à compléter avec succès un enseignement théorique et pratique de réintégration avant de reprendre l'exercice de la profession. Le ministre tient compte de la spécificité de la profession exercée par le professionnel en question. Un règlement grand-ducal détermine les modalités de cet enseignement de réintégration.“

9° L'article 14 est complété par un paragraphe 3 ayant la teneur suivante:

„(3) L'autorisation d'exercer devient caduque lorsque le professionnel de santé bénéficiaire n'exerce pas sa profession au Luxembourg dans les deux années qui suivent la délivrance de l'autorisation.

Il en va de même du professionnel de santé qui a cessé son activité professionnelle au Luxembourg depuis plus de deux ans.“ “

Conformément aux principes énoncés à l'endroit du point 10 initial de l'article sous rubrique, et à part l'insertion d'un nouveau paragraphe 3, il est *in fine* proposé de ne pas modifier la mouture actuelle de l'article 14 de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé.

Dès lors, le nouveau point 9 proposé reprend simplement certaines des dispositions ayant trait à la caducité de l'autorisation d'exercer en cas de cessation de l'exercice et ayant déjà figuré à l'ancien point 11 de l'article 73 du présent projet de loi.

Ainsi, les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 14 de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé ne sont pas modifiés. Il est toutefois proposé de compléter cet article par un paragraphe 3 comprenant des dispositions relatives à la caducité de l'autorisation d'exercer en cas de cessation de l'exercice.

Par conséquent, l'article 14 de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé se lira dès à présent comme suit:

„Art. 14. Caducité de l'autorisation d'exercer

(1) L'autorisation d'exercer devient caduque lorsque son titulaire omet de suivre les cours et enseignements imposés en vertu de l'article 13(2) ci-dessus jusqu'à satisfaction des obligations imposées par le ministre.

(2) Toutefois, dans le cas de cours de formation déclarés obligatoires en vertu de l'article 12 (2), lorsque ces cours ont pour objet de familiariser le professionnel avec une nouvelle technique, le fait de ne pas les suivre n'entraîne pour lui que la suspension d'exercer la technique en question.

(3) L'autorisation d'exercer devient caduque lorsque le professionnel de santé bénéficiaire n'exerce pas sa profession au Luxembourg dans les deux années qui suivent la délivrance de l'autorisation.

Il en va de même du professionnel de santé qui a cessé son activité professionnelle au Luxembourg depuis plus de deux ans.“ “

Cette proposition d'amendement n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son deuxième avis complémentaire du 11 octobre 2016.

Point 10 nouveau (point 12 initial)

Les modifications de cet article sont dues à la suppression de l'insigne professionnelle prévue à l'ancien article 9.

Par ailleurs, un paragraphe 2 est introduit par parallélisme des formes, aux dispositions applicables à l'autorisation d'exercer des professions médicales et du pharmacien prévues respectivement dans la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire et dans la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien.

Ce nouveau paragraphe indique dès à présent clairement que les étudiants pour une des professions de santé réglementées, qui, dans le cadre de leur formation, exécutent des actes tombant dans les attributions réservées à l'une de celles-ci, ne commettent pas l'infraction d'exercice illégal.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 11 nouveau (point 13 initial)

L'article 20 est modifié pour s'aligner sur les dispositions applicables aux professions médicales et à celle du pharmacien prévues respectivement dans la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire et dans la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien.

Est ainsi introduite expressément la possibilité pour le Ministre de la Santé de retirer ou de suspendre une autorisation d'exercer si les conditions d'obtention ne sont plus remplies. A titre d'exemple, si le professionnel de santé en raison d'une condamnation pénale cesse de remplir les conditions d'honorabilité, une suspension ou un retrait de son droit d'exercice est dorénavant possible.

Cette prérogative ne figurait jusqu'à présent pas dans le texte.

Ce point ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 12 nouveau (point 14 initial)

Cet article reprend les dispositions de l'ancien article 20 en reprenant dans un souci de parallélisme des formes la formulation afférente utilisée dans la loi modifiée du 19 avril 1983 concernant l'exercice de professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire et la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien.

Ce point ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 74

L'article 12 de la loi modifiée du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Education nationale et le ministère de la Santé est supprimé car la procédure de reconnaissance est intégralement reprise dans la présente loi.

Cet article ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 75

La directive procède à une harmonisation maximale concernant les conditions d'accès à la profession d'architecte. Dès lors, si un demandeur d'une reconnaissance de qualifications professionnelles pour accéder à la profession d'architecte au Luxembourg remplit toutes les conditions prévues par l'article 46 de la directive, l'autorité compétente est obligée de lui garantir l'accès à la profession et ce sans imposer des conditions supplémentaires. Par conséquent, il s'avère nécessaire de remplacer l'article 15 de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales afin de l'aligner aux dispositions de la directive. Il est proposé désormais de traiter sur un pied d'égalité nos propres diplômés éventuels avec ceux profitant de la reconnaissance de leur diplôme en vertu de la directive.

Il est à noter que désormais l'obligation d'un stage professionnel ne s'applique plus dans toutes les situations. Le stage de deux ans est seulement requis si la formation universitaire ne comporte que quatre années d'études. Par contre, les personnes pouvant justifier d'une formation universitaire de cinq ans en architecture ont accès à la profession d'architecte, et ce sans être obligées de justifier de deux ans de pratique professionnelle en plus de leur diplôme. En dehors de la situation de la reconnaissance d'un diplôme en vertu de la directive, il est proposé d'aligner toute qualification d'architecte luxembourgeoise éventuelle à celles de la directive, même si une telle formation n'existe pas à l'heure actuelle au Luxembourg. Dans la même optique, le stage prévu par la directive, inspire le deuxième alinéa du nouvel article 15 de la loi du 2 septembre 2011.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat note que l'article sous rubrique modifie l'article 15 de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi que certaines professions libérales. Au point 2., alinéa 2 dudit article 15, il y a lieu d'écrire en début de phrase:

„Le stage professionnel visé au point 1, b) (...)“

La Commission fait sienne cette recommandation.

Par ailleurs, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de modifier et de compléter comme suit l'article 75:

„Art. 75. Modification de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

La loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales est modifiée comme suit:

1° L'article 15 de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales est remplacé comme suit:

„**Art. 15.** La qualification professionnelle requise pour accéder à la profession d’architecte résulte:

1. de la possession d’un grade ou diplôme d’architecte délivré par un établissement d’enseignement supérieur reconnu au Grand-Duché de Luxembourg et sanctionnant l’accomplissement avec succès d’une formation d’architecte
 - a) d’au moins cinq années d’études à temps plein, sanctionnée par la réussite à un examen de niveau universitaire; ou
 - b) d’au moins quatre années d’études à temps plein, sanctionnée par la réussite à un examen de niveau universitaire et par un certificat attestant l’accomplissement d’au moins deux années de stage professionnel; ou
2. d’un titre de formation d’architecte reconnu conformément aux dispositions de la loi du xx relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Le stage professionnel visé au ~~premier alinéa, point 1, point b)~~ se déroule uniquement après l’accomplissement des trois premières années d’études. Au moins une année du stage professionnel contribue à développer les connaissances, aptitudes et compétences acquises au cours de l’enseignement. Pour ce faire, le stage professionnel est effectué sous la surveillance d’une personne ou d’une entité qui a été agréée par l’autorité compétente. Ce stage surveillé peut se dérouler dans n’importe quel pays.

2° Les paragraphes 2 et 3 de l’article 37 sont abrogés.“

Cette proposition d’amendement est à mettre en relation avec l’ajout d’un nouveau paragraphe 5 *in fine* de l’article 7 du présent projet de loi. L’introduction d’une disposition dérogatoire au profit des entreprises relevant du secteur commercial et des professions libérales visées par la loi du 2 septembre 2011 réglementant l’accès aux professions d’artisan, de commerçant, d’industriel ainsi qu’à certaines professions libérales entraîne la nécessité d’abroger les paragraphes 2 et 3 de l’article correspondant de la loi précitée du 2 septembre 2011.

Cette proposition d’amendement n’appelle pas d’observation de la part du Conseil d’Etat dans son avis du 15 juillet 2016.

Article 76 initial

Cet article prévoit une modification de la loi du 7 août 2012 portant création de l’établissement public „Laboratoire national de santé“ en introduisant un article 16*bis*. Ces dispositions sont la contrepartie des modifications introduites aux articles 7 et 14 de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l’exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire.

En effet, les activités du service de médecine légale du Laboratoire national de santé ont été expressément exclues, à travers la modification de la loi de 1983, des faits pouvant constituer l’infraction d’exercice illégal de la médecine/médecine dentaire, afin d’éviter toute insécurité juridique quant à la légalité des actes réalisés par les médecins-légistes du Laboratoire national de santé. Dès lors, il y a lieu d’intégrer dans la loi du 7 août 2012 des dispositions réglementant l’accès à la médecine légale, ceci afin de s’assurer que seulement des personnes disposant des qualifications professionnelles nécessaires puissent exercer la médecine en qualité de médecin-légiste.

A noter que cet article n’interdit nullement que des médecins autorisés à exercer sous le régime de la loi de 1983 ne puissent poser des actes relevant de la médecine légale.

Finalement, il y a lieu de signaler que le choix de ne pas intégrer la médecine légale en tant que nouvelle spécialité médicale dans la loi de 1983 est justifié par le fait que cette discipline ne figure pas à l’annexe 5.1.3. de la directive 2005/36/CE. En effet, le régime des autorisations d’exercer prévu par la loi de 1983 se réfère dans son entièreté au régime de la reconnaissance automatique des titres de formation de médecine spécialisée figurant à cette annexe.

Par conséquent, l’intégration de la médecine légale dans ce texte aurait „bouleversé“ cette approche.

La décision de faire figurer les dispositions ayant trait au médecin-légiste dans un autre texte s’inspire de la solution employée pour le médecin de travail qui figure à l’article L. 325-1 du Code du Travail et non pas à la loi de 1983.

Par ailleurs, étant donné que la dérogation à l’infraction d’exercice illégal précitée se borne aux activités du service de médecine légale du Laboratoire national de santé, l’insertion dans le texte de 2012 n’est qu’appropriée.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat estime ne pas pouvoir suivre l'argumentaire des auteurs estimant que les conditions et modalités visant l'autorisation d'exercice des médecins-spécialistes en médecine légale ne doivent pas figurer dans la loi précitée du 29 avril 1983, et d'en faire une spécialité à part propre à un établissement public, pour la seule raison que cette spécialité ne figure pas à l'annexe 5.1.3. de la directive 2005/36/CE. Par ailleurs, les auteurs ne fournissent pas les arguments nécessaires qui permettraient de justifier qu'une loi interdise purement et simplement l'exercice libéral de la médecine légale.

Le Conseil d'Etat propose donc de supprimer l'article 76 sous avis et d'introduire à l'endroit de l'article 71 au point 2°, un nouvel article 1^{er}bis dans la loi précitée du 29 avril 1983 en rédigeant:

„2° L'article 1^{er}bis est remplacé par les dispositions suivantes:

„Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er} sous c), l'accès aux activités de médecin légiste et l'exercice de celles-ci au Luxembourg sont subordonnées à une autorisation du ministre, qui est délivrée aux conditions suivantes:

a) le candidat dispose d'un titre de formation de médecin-spécialiste dans la discipline de la médecine légale. Ce titre doit sanctionner une formation spécifique en médecine légale, conférant à l'intéressé le droit d'exercer les fonctions de médecin légiste dans le pays d'obtention du diplôme;

b) il remplit les conditions prévues aux points a), b), d) et e) du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}.“

La Commission suit la proposition du Conseil d'Etat. L'article 76 initial est supprimé. En résulte la nécessité d'adapter en conséquence la numérotation des articles suivants et les renvois y relatifs.

Article 76 nouveau (article 77 initial)

Cet article adapte la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute aux changements intervenus en raison du présent texte, en modifiant, entre autres, les références faites à la loi du 19 juin 2009.

Par ailleurs, est inséré, à l'instar des autres textes relatifs aux professions médicales, professions de santé, pharmaciens, un article quant à une taxe à payer en cas de demande d'autorisation d'exercer.

L'entrée en vigueur de cette taxe a été fixée au 15 juillet 2018 en raison du fait que jusqu'à cette date deux sortes de demandes d'exercer coexistent, l'une sur base de l'article 2 de la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute, et l'autre prévue de manière transitoire et avec une „procédure simplifiée“ à l'article 20. Afin d'éviter une confusion quant au besoin ou non de payer une taxe, il a été décidé de déférer le paiement de la taxe, jusqu'à ce que le régime transitoire soit abrogé.

En ce qui concerne le montant de la taxe, il a été fixé par analogie à la taxe demandée pour les professions de santé visées par la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, étant donné que d'un point de vue administratif les deux procédures sont comparables, en ce qu'elles passent toutes les deux à travers une reconnaissance préalable des diplômes redevable d'une taxe spécifique, suivie d'une demande d'autorisation d'exercer.

Dans son avis du 7 juin 2016, le Conseil d'Etat soulève le point 1° modifiant l'article 2 de la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute. La Haute Corporation renvoie à ses observations faites à l'endroit de l'article 71, point 1°, et demande, sous peine d'opposition formelle pour incohérence des textes, source d'insécurité juridique, de remplacer l'avant-dernière phrase du paragraphe 1^{er} du nouvel article 2 par la phrase suivante:

„Une vérification des connaissances linguistiques du candidat d'une des trois langues luxembourgeoise, allemande ou française peut être faite à la demande du ministre par le Collège médical.“

Reconnaissant la pertinence des observations de la Haute Corporation, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de modifier comme suit les dispositions du second alinéa du point f) du paragraphe 1^{er} de l'article 2 de la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute:

„Une vérification des connaissances linguistiques du psychothérapeute peut être faite à la demande du ministre par le président du Collège médical. Une vérification des connaissances linguistiques du candidat d'une des trois langues luxembourgeoise, allemande ou française peut être faite à la demande du ministre par le Collège médical.“

Cette proposition d'amendement a pour but d'aligner les dispositions ayant trait au contrôle des connaissances linguistiques sur celles prévues à l'article 53 du présent projet de loi.

Dans son avis complémentaire du 15 juillet 2016, le Conseil d'Etat se déclare d'accord avec les modifications proposées et lève l'opposition formelle émise dans son avis du 7 juin 2016.

Chapitre 2 – Dispositions finales

Article 77 nouveau (article 78 initial)

En vertu de cet article, les titres et grades étrangers tombant sous le champ d'application de la présente loi sont dispensés de la procédure d'homologation telle que prévue par la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur. Cette même loi représente par ailleurs la base légale des textes réglementaires relatifs à l'organisation des stages judiciaire et notarial, ainsi que des cours complémentaires en droit luxembourgeois, raison pour laquelle actuellement il convient de préserver cette base légale en attendant une adaptation législative conséquente pour les professions réglementées du droit.

Comme signalé dans l'exposé des motifs du projet de loi sous rubrique, pour les titres de formation en médecine, médecine dentaire, médecine vétérinaire et pharmacie, la procédure d'homologation ne s'applique d'ores et déjà que pour les titres de formation obtenus dans un pays non-membre de l'Union européenne. Or, le présent texte comprend pour ces professions explicitement des dispositions relatives à la reconnaissance de qualifications professionnelles obtenues dans un pays non-membre de l'Union européenne.

La dispense de la procédure d'homologation dans le domaine des professions médicales s'impose d'autant plus que dans le passé, elle a causé certaines difficultés, notamment dans des cas d'espèces où les demandeurs se sont vu attribuer une homologation, alors qu'une telle reconnaissance leur avait été refusée à l'étranger.

Par conséquent, il y a lieu d'aligner la reconnaissance des titres de formation obtenus dans un pays non-membre de l'Union européenne pour les professions médicales sur le système mis en place pour les titres de formation obtenus dans un Etat membre de l'Union européenne, à savoir la „reconnaissance de la reconnaissance“. Ainsi, le détenteur d'une qualification professionnelle obtenue dans un pays non-membre de l'Union européenne qui obtiendra une reconnaissance, qui répond à certains critères, dans un autre Etat membre, pourra prétendre à la reconnaissance de ses qualifications professionnelles au Luxembourg. Pour les détails de cette démarche, il est renvoyé au commentaire de l'article 23 ci-dessus.

En ce qui concerne l'homologation des titres de formation en philosophie et lettres, en sciences humaines, en sciences physiques et mathématiques et en sciences naturelles en vue de l'accès à la profession réglementée de professeur de lettres ou de sciences de l'enseignement postprimaire, certains requérants ne voyaient pas leurs diplômes finals sanctionnant des études portant respectivement sur les langues ou lettres anglaises, allemandes et françaises homologués en vue de l'admission au concours de recrutement de professeur de lettres de l'enseignement secondaire parce qu'ils n'avaient pas étudié ces langues pendant au moins deux années dans un pays ou une région d'un pays de cette langue. Or, selon le principe de la libre circulation dans l'Union européenne, tout citoyen européen devrait pouvoir exercer sa profession, s'il remplit les conditions de le faire dans son pays d'origine.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 78 nouveau (article 79 initial)

Cet article dispose que, pour des raisons de simplification administrative et de meilleure lisibilité pour les particuliers, la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur est abrogée et, sous forme modifiée, intégrée dans le présent projet de loi dans son titre V, chapitre 4.

Par ailleurs, en raison de l'importance des changements opérés par le présent texte et dans un souci de meilleure lisibilité, la loi modifiée du 19 juin 2009 1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service, 2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur, 3) abrogeant la loi du 13 juin

1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans, b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles, est remplacée par le présent projet de loi.

Dans le même ordre d'idées est abrogée la loi modifiée du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable des soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées, dont les dispositions sont reprises, sous forme adaptée, par le présent texte.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 79 nouveau (article 80 initial)

Cet article prévoit l'introduction d'un intitulé abrégé.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Article 80 nouveau (article 81 initial)

Cet article prévoit que la loi entre en vigueur le jour de sa publication au Mémorial. Cependant, pour les raisons exposées sous l'article 76 nouveau ci-dessus (article 77 initial), les dispositions de l'article 76 nouveau, point 2 n'entreront en vigueur que le 15 juillet 2018.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 7 juin 2016. Il est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

*

**XIII. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE,
DES MEDIAS, DES COMMUNICATIONS ET DE L'ESPACE**

Au vu des observations qui précèdent, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi dans la teneur qui suit:

*

PROJET DE LOI

1. relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
2. portant création d'un registre des titres professionnels et d'un registre des titres de formation;
3. modifiant
 - a) la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire,
 - b) la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,
 - c) la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,
 - d) la loi modifiée du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Education nationale et le ministère de la Santé,
 - e) la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,
 - f) la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute

TITRE I^{er}

Dispositions générales

Art. 1^{er}. *Objet*

La présente loi établit, pour l'accès aux professions réglementées ainsi que pour leur exercice, les règles de reconnaissance des qualifications professionnelles acquises à l'étranger.

Elle établit également les règles concernant l'accès partiel à une profession réglementée et la reconnaissance des stages professionnels effectués à l'étranger.

Art. 2. *Champ d'application*

(1) La présente loi s'applique:

- a) à tout ressortissant, y compris aux membres des professions libérales, ayant acquis des qualifications professionnelles à l'étranger et voulant exercer une profession réglementée au Grand-Duché de Luxembourg, soit à titre indépendant, soit à titre salarié;
- b) à tout ressortissant qui a effectué un stage professionnel en dehors de l'Etat d'origine.

(2) Lorsque l'exercice d'une profession relevant du titre III, chapitre 5, est permis à un ressortissant qui est titulaire d'une qualification professionnelle obtenue dans un pays tiers à l'Union européenne, cette première reconnaissance se fait dans le respect des conditions minimales visées audit chapitre.

(3) Lorsque, pour une profession réglementée déterminée, d'autres dispositions spécifiques concernant directement la reconnaissance des qualifications professionnelles obtenues dans un autre Etat membre sont prévues dans une disposition distincte, les dispositions correspondantes de la présente loi ne s'appliquent pas.

(4) La présente loi ne s'applique pas aux notaires qui sont nommés par un acte officiel des pouvoirs publics.

Art. 3. *Définitions*

Aux fins de la présente loi, on entend par:

- a) „profession réglementée“: une activité ou un ensemble d'activités professionnelles dont l'accès, l'exercice ou une des modalités d'exercice est subordonné directement ou indirectement, en vertu

de dispositions législatives, réglementaires ou administratives, à la possession de qualifications professionnelles déterminées; l'utilisation d'un titre professionnel limitée par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives aux détenteurs d'une qualification professionnelle donnée constitue une modalité d'exercice.

Une profession exercée par les membres d'une association ou d'une organisation visée à l'annexe I de la directive modifiée 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, désignée ci-après par „la directive 2005/36/CE“, est assimilée à une profession réglementée. Ces associations ou organisations ont notamment pour objet de promouvoir et de maintenir un niveau élevé dans le domaine professionnel en question. A cette fin, elles bénéficient d'une reconnaissance sous une forme spécifique par un Etat membre et délivrent à leurs membres un titre de formation, veillent à ce qu'ils respectent la déontologie qu'elles établissent et leur confèrent le droit de faire état d'un titre, d'une abréviation ou d'une qualité correspondant à ce titre de formation;

- b) „qualifications professionnelles“: les qualifications attestées par un titre de formation, une attestation de compétences visée à l'article 11, point a) i) ou une expérience professionnelle;
- c) „titre de formation“: les diplômes, certificats et autres titres délivrés par une autorité d'un Etat membre désignée en vertu des dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet Etat membre et sanctionnant une formation professionnelle acquise principalement dans l'Union européenne.

Est assimilé à un titre de formation tout titre de formation délivré dans un pays tiers dès lors que son titulaire a, dans la profession concernée, une expérience professionnelle de trois ans sur le territoire de l'Etat membre qui a reconnu ledit titre, et certifiée par celui-ci;

- d) „autorité compétente“: toute autorité ou instance habilitée par l'Etat dont elle dépend à délivrer ou à recevoir des titres de formation et autres documents ou informations, ainsi qu'à recevoir des demandes et à prendre des décisions, visées dans la présente loi.

Les autorités compétentes luxembourgeoises sont le ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions, le ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions, le ministre ayant la Formation professionnelle dans ses attributions, le ministre ayant les Autorisations d'établissement dans ses attributions, le ministre ayant la Santé dans ses attributions, le ministre ayant les Transports dans ses attributions;

- e) „formation réglementée“: toute formation qui vise spécifiquement l'exercice d'une profession déterminée et qui consiste en un cycle d'études complété, le cas échéant, par une formation professionnelle, un stage professionnel ou une pratique professionnelle. La structure et le niveau de la formation professionnelle, du stage professionnel ou de la pratique professionnelle sont déterminés par les dispositions législatives, réglementaires ou administratives de l'Etat membre en question ou font l'objet d'un contrôle ou d'un agrément par l'autorité désignée à cet effet;
- f) „expérience professionnelle“: l'exercice effectif et licite, à temps plein ou à temps partiel, de la profession concernée dans un Etat membre;
- g) „stage d'adaptation“: l'exercice d'une profession réglementée qui est effectué au Grand-Duché de Luxembourg sous la responsabilité d'un professionnel qualifié et qui est accompagné éventuellement d'une formation complémentaire. Le stage fait l'objet d'une évaluation. Les modalités du stage et de son évaluation ainsi que le statut du stagiaire migrant sont déterminés par règlement grand-ducal;
- h) „épreuve d'aptitude“: un contrôle des connaissances, aptitudes et compétences professionnelles du demandeur, qui est effectué ou reconnu par les autorités compétentes et qui a pour but d'apprécier l'aptitude du demandeur à exercer une profession réglementée au Grand-Duché de Luxembourg. Pour permettre ce contrôle, les autorités compétentes établissent une liste des matières qui, sur la base d'une comparaison entre la formation requise au Grand-Duché de Luxembourg et celle reçue par le demandeur, ne sont pas couvertes par le diplôme ou les titres de formation dont le demandeur fait état.

L'épreuve d'aptitude doit prendre en considération le fait que le demandeur est un professionnel qualifié dans l'Etat d'origine ou de provenance. Elle porte sur des matières à choisir parmi celles figurant sur la liste et dont la connaissance est une condition essentielle pour pouvoir exercer la profession en question au Grand-Duché de Luxembourg. Cette épreuve peut également comprendre

la connaissance de la déontologie applicable aux activités concernées au Grand-Duché de Luxembourg.

Les modalités de l'épreuve d'aptitude ainsi que le statut dont jouit le demandeur qui souhaite se préparer à l'épreuve d'aptitude sont déterminés par l'autorité compétente luxembourgeoise concernée;

- i) „dirigeant d'entreprise“: toute personne ayant exercé dans une entreprise de la branche professionnelle correspondante:
 - i) soit la fonction de dirigeant d'une entreprise ou d'une succursale;
 - ii) soit la fonction d'adjoint au propriétaire ou au dirigeant d'une entreprise si cette fonction implique une responsabilité correspondant à celle du propriétaire ou du dirigeant représenté;
 - iii) soit la fonction de cadre supérieur chargé de tâches commerciales ou techniques et responsable d'un ou de plusieurs services de l'entreprise;
- j) „stage professionnel“: sans préjudice de l'article 46, paragraphe 4, une période d'exercice professionnel effectuée sous supervision pour autant qu'elle constitue une condition de l'accès à une profession réglementée et qui peut avoir lieu au cours ou à l'issue d'un enseignement débouchant sur un diplôme;
- k) „carte professionnelle européenne“: un certificat électronique prouvant soit que le professionnel satisfait à toutes les conditions nécessaires pour fournir des services au Grand-Duché de Luxembourg de façon temporaire et occasionnelle, soit la reconnaissance de qualifications professionnelles pour l'établissement au Grand-Duché de Luxembourg;
- l) „apprentissage tout au long de la vie“: l'ensemble de l'enseignement général, de l'enseignement et de la formation professionnels, de l'éducation non formelle et de l'apprentissage informel entrepris pendant toute la vie, aboutissant à une amélioration des connaissances, des aptitudes et des compétences, ce qui peut inclure l'éthique professionnelle;
- m) „raisons impérieuses d'intérêt général“: les raisons reconnues comme telles par la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne;
- n) „crédits ECTS“: le système européen de transfert et d'accumulation d'unités de cours capitalisables, c'est-à-dire le système de crédits pour l'enseignement supérieur utilisé dans l'Espace européen de l'enseignement supérieur;
- o) „Etat d'origine“: l'Etat dans lequel le ressortissant a acquis la qualification professionnelle qui est reconnue en vertu de la présente loi. L'„Etat membre d'origine“ ne désigne que l'Etat membre tel que défini au point p) dans lequel le ressortissant a acquis la qualification professionnelle qui est reconnue en vertu de la présente loi.
- p) „Etat membre“: un Etat membre de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse;
- q) „ressortissant“: ressortissant d'un Etat membre.
Pour les besoins de la présente loi, est assimilé à un ressortissant:
 - i) le ressortissant d'un pays tiers qui a introduit une demande en obtention d'une autorisation de séjour en vertu de l'article 39, paragraphes 1^{er} et 3 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, et pour lequel le ministre ayant l'Immigration dans ses attributions confirme à l'autorité compétente que ce demandeur remplit toutes les conditions pour obtenir l'autorisation sollicitée sous réserve de la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de l'activité visée;
 - ii) le ressortissant d'un pays tiers disposant, en vertu de la loi du 29 août 2008 précitée, d'un titre de séjour en cours de validité, étant entendu que pour l'application de la présente loi, le droit d'entrée visé aux articles 34 à 36 de la loi du 29 août 2008 précitée ne justifie pas un tel titre de séjour;
 - iii) le ressortissant d'un pays tiers pouvant se prévaloir, au titre des dispositions de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, du statut de bénéficiaire d'une protection internationale;
- r) „registre des titres professionnels“: relevé des personnes ayant obtenu une reconnaissance de leurs qualifications professionnelles d'une profession réglementée;
- s) „registre des titres de formation“: relevé des personnes ayant obtenu un diplôme, grade ou certificat émis par une instance officielle et classé selon les niveaux définis par le cadre luxembourgeois des

qualifications, y inclus des personnes ayant obtenu une reconnaissance d'un diplôme, grade ou certificat.

Art. 4. Effets de la reconnaissance

(1) La reconnaissance des qualifications professionnelles prévue par la présente loi permet aux bénéficiaires d'accéder au Grand-Duché de Luxembourg à la même profession que celle pour laquelle ils sont qualifiés dans l'Etat d'origine et de l'y exercer dans les mêmes conditions que les nationaux.

(2) Aux fins de la présente loi, la profession que veut exercer le demandeur au Grand-Duché de Luxembourg est la même que celle pour laquelle il est qualifié dans son Etat d'origine si les activités couvertes sont comparables.

(3) Par dérogation au paragraphe 1^{er}, un accès partiel à une profession est accordé dans les conditions établies à l'article 20.

TITRE II

Libre prestation de services

Art. 5. Principe de libre prestation de services

(1) La libre prestation de services ne peut être restreinte pour des raisons relatives aux qualifications professionnelles:

- a) si le prestataire est légalement établi dans un Etat membre, dénommé ci-après „Etat membre d'établissement“, pour y exercer la même profession, et
- b) en cas de déplacement du prestataire, s'il a exercé cette profession dans un ou plusieurs Etats membres pendant au moins une année au cours des dix années qui précèdent la prestation lorsque la profession n'est pas réglementée dans l'Etat membre d'établissement. La condition exigeant l'exercice de la profession pendant une année n'est pas d'application si la profession ou la formation conduisant à la profession est réglementée.

(2) Les dispositions du présent titre s'appliquent uniquement dans le cas où le prestataire se déplace vers le Grand-Duché de Luxembourg pour exercer, de façon temporaire et occasionnelle, la profession visée au paragraphe 1^{er}.

L'autorité compétente luxembourgeoise apprécie le caractère temporaire et occasionnel de la prestation au cas par cas, en fonction de la durée de la prestation, de sa fréquence, de sa périodicité et de sa continuité.

(3) S'il se déplace, un prestataire est soumis aux règles de conduite de caractère professionnel, réglementaire ou administratif en rapport direct avec les qualifications professionnelles telles que la définition de la profession, l'usage des titres et les fautes professionnelles graves qui ont un lien direct et spécifique avec la protection et la sécurité des consommateurs, ainsi qu'aux dispositions disciplinaires applicables au Grand-Duché de Luxembourg aux professionnels qui y exercent la même profession.

Art. 6. Dispenses

Conformément à l'article 5, paragraphe 1^{er}, les prestataires de services établis dans un autre Etat membre sont dispensés des exigences imposées aux professionnels établis au Grand-Duché de Luxembourg relatives à:

- a) l'autorisation, l'inscription ou l'affiliation à une organisation professionnelle ou à un organisme professionnel.

Afin de faciliter l'application des dispositions disciplinaires en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg, conformément à l'article 5, paragraphe 3, les autorités compétentes luxembourgeoises procèdent soit à une inscription temporaire intervenant automatiquement, soit à une adhésion pro forma à une telle organisation ou à un tel organisme professionnels, sans que ces démarches ne retardent ni ne compliquent d'aucune manière la prestation de services et sans qu'elles n'entraînent

de frais supplémentaires pour le prestataire de services. Une copie de la déclaration et, le cas échéant, du renouvellement visé à l'article 7, paragraphe 1^{er}, accompagnée, pour les professions qui ont des implications en matière de santé ou de sécurité publiques visées à l'article 7, paragraphe 4, ou qui bénéficient de la reconnaissance automatique en vertu du titre III, chapitre 5, d'une copie des documents visés à l'article 7, paragraphe 2, sont envoyées à l'organisation ou à l'organisme professionnel pertinent par l'autorité compétente et constituent une inscription temporaire intervenant automatiquement ou une adhésion pro forma à cet effet;

- b) l'inscription à un organisme de sécurité sociale de droit public, pour régler avec un organisme assureur les comptes afférents aux activités exercées au profit des assurés sociaux.

Toutefois, le prestataire de services informe préalablement ou, en cas d'urgence, ultérieurement, l'organisme visé au point b), de sa prestation de services.

Art. 7. Déclaration préalable en cas de déplacement du prestataire de services

(1) Lorsque le prestataire se déplace pour la première fois au Grand-Duché de Luxembourg pour y fournir des services, il en informe préalablement l'autorité compétente luxembourgeoise par une déclaration écrite comprenant les informations relatives aux couvertures d'assurance ou autres moyens de protection personnelle ou collective concernant la responsabilité professionnelle. Une telle déclaration est renouvelée une fois par an si le prestataire compte fournir des services d'une manière temporaire ou occasionnelle au Grand-Duché de Luxembourg au cours de l'année concernée. Le prestataire peut fournir cette déclaration par tout moyen.

(2) En outre, lors de la première prestation de services ou en cas de changement matériel relatif à la situation établie par les documents, la déclaration est accompagnée des documents suivants:

- a) une preuve de la nationalité du prestataire;
- b) une attestation certifiant que le détenteur est légalement établi dans un Etat membre pour y exercer les activités en question, et qu'il n'encourt, lorsque l'attestation est délivrée, aucune interdiction même temporaire d'exercer;
- c) une preuve des qualifications professionnelles;
- d) pour les cas visés à l'article 5, paragraphe 1^{er}, point b), la preuve par tout moyen que le prestataire a exercé les activités en question pendant au moins une année au cours des dix années précédentes;
- e) en ce qui concerne les professions dans les domaines de la sécurité et de la santé et les professions liées à l'éducation des mineurs, y compris la garde d'enfants et l'éducation de la petite enfance, une attestation confirmant l'absence d'interdictions temporaires ou définitives d'exercer la profession ou de condamnations pénales;
- f) pour les professions ayant des implications en matière de sécurité des patients, une déclaration concernant la connaissance qu'a le demandeur de la langue nécessaire pour l'exercice de la profession au Grand-Duché de Luxembourg;
- g) pour les professions exerçant les activités visées à l'article 16 et qui ont été notifiées par un Etat membre conformément à l'article 60, paragraphe 2, un certificat concernant la nature et la durée de l'activité délivré par l'autorité ou l'organisme compétent de l'Etat membre où le prestataire est établi.

La présentation par le prestataire d'une déclaration requise conformément au paragraphe 1^{er} autorise ce prestataire à accéder à l'activité de services ou à exercer cette activité sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Les informations supplémentaires énumérées au présent paragraphe, relatives aux qualifications professionnelles du prestataire peuvent être demandées si:

- a) une telle réglementation est également applicable à tous les ressortissants luxembourgeois;
- b) les différences que présente cette réglementation se justifient par des raisons impérieuses d'intérêt général liées à la santé publique ou à la sécurité des bénéficiaires des services; et
- c) les informations ne peuvent pas être obtenues par d'autres moyens.

(3) La prestation est effectuée sous le titre professionnel de l'Etat membre d'établissement lorsqu'un tel titre existe dans ledit Etat membre pour l'activité professionnelle concernée. Ce titre est indiqué dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'Etat membre d'établissement, de

manière à éviter toute confusion avec le titre professionnel luxembourgeois. Dans les cas où ledit titre professionnel n'existe pas dans l'Etat membre d'établissement, le prestataire fait mention de son titre de formation dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de cet Etat membre. Par dérogation, la prestation est effectuée sous le titre professionnel luxembourgeois dans les cas visés au titre III, chapitre 5.

(4) Lors de la première prestation de services, dans le cas de professions réglementées qui ont des implications en matière de santé ou de sécurité publiques et qui ne bénéficient pas d'une reconnaissance automatique en vertu du titre III, chapitres 2 à 3 et 5, l'autorité compétente luxembourgeoise procède à une vérification des qualifications professionnelles du prestataire avant la première prestation de services. Une telle vérification préalable a pour objectif d'éviter des dommages graves pour la santé ou la sécurité du destinataire du service, du fait du manque de qualification professionnelle du prestataire, et ne doit pas excéder ce qui est nécessaire à cette fin.

Au plus tard un mois à compter de la réception de la déclaration et des documents joints, visés aux paragraphes 1^{er} et 2, l'autorité compétente informe le prestataire de sa décision:

- a) de permettre la prestation de services sans vérifier ses qualifications professionnelles;
- b) ayant vérifié ses qualifications professionnelles:
 - i) d'imposer au prestataire de services une épreuve d'aptitude; ou
 - ii) de permettre la prestation des services.

En cas de difficulté susceptible de provoquer un retard dans la prise de décision prévue au deuxième alinéa, l'autorité compétente informe le prestataire dans le même délai des raisons du retard. La difficulté est résolue dans le mois qui suit cette information et la décision est prise dans un délai de deux mois suivant la résolution de la difficulté.

En cas de différence substantielle entre les qualifications professionnelles du prestataire et la formation exigée au Grand-Duché de Luxembourg, dans la mesure où cette différence est de nature à nuire à la santé ou à la sécurité publiques et où elle ne peut être compensée par l'expérience professionnelle du prestataire ou par les connaissances, aptitudes et compétences acquises lors d'un apprentissage tout au long de la vie ayant fait l'objet, à cette fin, d'une validation en bonne et due forme par un organisme compétent, l'autorité compétente offre au prestataire la possibilité de démontrer qu'il a acquis les connaissances, aptitudes ou compétences manquantes, par une épreuve d'aptitude telle que visée au deuxième alinéa, point b). L'autorité compétente prend une décision, sur cette base, sur la question d'autoriser ou non la prestation de services. En tout état de cause, la prestation de services doit pouvoir intervenir dans le mois qui suit la décision prise en application du deuxième alinéa.

En l'absence de réaction de l'autorité compétente dans les délais fixés aux deuxième et troisième alinéas, la prestation de services peut être effectuée.

Dans les cas où les qualifications professionnelles ont été vérifiées conformément au présent paragraphe, la prestation de services est effectuée sous le titre professionnel luxembourgeois.

(5) Par dérogation aux paragraphes qui précèdent, sont dispensées de la déclaration préalable de prestation de services, les entreprises relevant du secteur commercial et des professions libérales visées par la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Art. 8. *Coopération administrative*

(1) Les autorités compétentes luxembourgeoises peuvent demander aux autorités compétentes de l'Etat membre d'établissement, en cas de doutes justifiés, toute information pertinente concernant la légalité de l'établissement et la bonne conduite du prestataire ainsi que l'absence de sanction disciplinaire ou pénale à caractère professionnel. Si les autorités compétentes luxembourgeoises décident de contrôler les qualifications professionnelles du prestataire, elles peuvent demander aux autorités compétentes de l'Etat membre d'établissement des informations sur les formations suivies par le prestataire dans la mesure nécessaire à l'évaluation des différences substantielles de nature à nuire à la santé ou à la sécurité publiques. Si l'autorité compétente luxembourgeoise, en sa qualité d'autorité de l'Etat membre d'établissement, reçoit une demande d'information de la part d'une autorité étrangère, elle communique ces informations conformément à l'article 56.

(2) Les autorités compétentes assurent l'échange des informations nécessaires pour que la plainte d'un destinataire d'un service à l'encontre d'un prestataire de services soit correctement traitée. Le destinataire est informé de la suite donnée à la plainte.

Art. 9. Information des destinataires des services

Dans les cas où la prestation est effectuée sous le titre professionnel de l'Etat membre d'établissement ou sous le titre de formation du prestataire, les autorités compétentes luxembourgeoises peuvent exiger du prestataire qu'il fournisse au destinataire du service les informations suivantes:

- a) dans le cas où le prestataire est inscrit dans un registre du commerce ou dans un autre registre public similaire, le registre dans lequel il est inscrit et son numéro d'immatriculation, ou des moyens équivalents d'identification figurant dans ce registre;
- b) dans le cas où l'activité est soumise à un régime d'autorisation dans l'Etat membre d'établissement, les coordonnées de l'autorité de surveillance compétente;
- c) toute organisation professionnelle ou tout organisme similaire auprès duquel le prestataire est inscrit;
- d) le titre professionnel ou, lorsqu'un tel titre n'existe pas, le titre de formation du prestataire et l'Etat membre dans lequel il a été octroyé;
- e) dans le cas où le prestataire exerce une activité soumise à la TVA, le numéro d'identification visé à l'article 22, paragraphe 1^{er}, de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires – Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme;
- f) des informations relatives aux couvertures d'assurance ou autres moyens de protection personnelle ou collective concernant la responsabilité professionnelle.

TITRE III

Liberté d'établissement

Chapitre 1^{er} – Régime général de reconnaissance des titres de formation

Art. 10. Champ d'application

Le présent chapitre s'applique à toutes les professions qui ne sont pas couvertes par les chapitres 3 et 5 du présent titre, ainsi que dans les cas qui suivent, où le demandeur, pour un motif spécifique et exceptionnel, ne satisfait pas aux conditions prévues dans ces chapitres:

- a) pour les activités énumérées à l'annexe IV de la directive 2005/36/CE, lorsque le migrant ne remplit pas les conditions prévues aux articles 17, 18 et 19;
- b) pour les infirmiers, les sages-femmes et les architectes, lorsque le migrant ne remplit pas les conditions de pratique professionnelle effective et licite prévues aux articles 33, 43 et 49;
- c) pour les architectes, lorsque le migrant est détenteur d'un titre de formation ne figurant pas dans l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.7;
- d) sans préjudice de l'article 21, paragraphe 1^{er}, pour les infirmiers, les sages-femmes et les architectes détenant un titre de formation spécialisée, qui doivent avoir suivi la formation conduisant à la possession d'un titre figurant à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, points 5.2.2, 5.5.2, et 5.7.1, et uniquement aux fins de reconnaissance de la spécialisation en question;
- e) pour les infirmiers et les infirmiers spécialisés détenant un titre de formation spécialisée qui ont suivi la formation conduisant à la possession d'un titre figurant à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.2.2, lorsque le migrant cherche à être reconnu dans un autre Etat membre où les activités professionnelles en question sont exercées par des infirmiers spécialisés sans formation d'infirmier;
- f) pour les infirmiers spécialisés sans formation d'infirmier en soins généraux, lorsque le migrant cherche à être reconnu dans un autre Etat membre où les activités professionnelles en question sont exercées par des infirmiers, des infirmiers spécialisés sans formation d'infirmier ou des infirmiers spécialisés détenant un titre de formation spécialisée qui ont suivi la formation conduisant à la possession des titres figurant à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.2.2;

g) pour les migrants disposant d'un titre de formation délivré dans un pays tiers, dès lors que son titulaire a, dans la profession concernée, une expérience professionnelle de trois ans sur le territoire de l'Etat membre qui a reconnu ledit titre, et certifiée par celui-ci.

Par dérogation à l'article 3, point c), sont pris en considération pour les besoins du présent chapitre les autres titres de formation obtenus dans un pays tiers pour les professions qui ne sont pas visées par le chapitre 5, sections 2, 4, 5 et 7 du présent titre.

Art. 11. Niveaux de qualification

Aux fins de l'article 13 et de l'article 14, paragraphe 6, les qualifications professionnelles sont regroupées selon les niveaux suivants:

- a) attestation de compétences délivrée par une autorité compétente de l'Etat d'origine, désignée en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet Etat sur la base:
 - i) soit d'une formation ne faisant pas partie d'un certificat ou d'un diplôme au sens des points b), c), d) ou e) ou d'un examen spécifique sans formation préalable ou de l'exercice à temps plein de la profession dans un Etat membre pendant trois années consécutives ou pendant une durée équivalente à temps partiel au cours des dix dernières années;
 - ii) soit d'une formation générale du niveau de l'enseignement primaire ou secondaire attestant que son titulaire possède des connaissances générales;
- b) certificat sanctionnant un cycle d'études secondaires:
 - i) soit général, complété par un cycle d'études ou de formation professionnelle autre que ceux visés au point c) ou par le stage ou la pratique professionnelle requis en plus de ce cycle d'études;
 - ii) soit technique ou professionnel, complété le cas échéant par un cycle d'études ou de formation professionnelle tel que visé au point i) ou par le stage ou la pratique professionnelle requis en plus de ce cycle d'études;
- c) diplôme sanctionnant:
 - i) soit une formation du niveau de l'enseignement postsecondaire autre que celui visé aux points d) et e) d'une durée minimale d'un an ou d'une durée équivalente à temps partiel, dont l'une des conditions d'accès est, en règle générale, l'accomplissement du cycle d'études secondaires exigé pour accéder à l'enseignement universitaire ou supérieur, ou l'accomplissement d'une formation de niveau secondaire équivalente, ainsi que la formation professionnelle éventuellement requise en plus de ce cycle d'études postsecondaires;
 - ii) soit une formation réglementée ou, dans le cas de professions réglementées, une formation professionnelle à structure particulière, avec des compétences allant au-delà de ce qui prévu au niveau b, équivalente au niveau de formation mentionné au point i), si cette formation confère un niveau professionnel comparable et prépare à un niveau comparable de responsabilités et de fonctions, pour autant que le diplôme soit accompagné d'un certificat de l'Etat d'origine;
- d) diplôme attestant que le titulaire a suivi avec succès une formation du niveau de l'enseignement postsecondaire d'une durée minimale de trois ans ne dépassant pas quatre ans ou d'une durée équivalente à temps partiel, qui peut, en outre, être exprimée en nombre équivalent de crédits ECTS, dispensée dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement de niveau équivalent, et, le cas échéant, sanctionnant la formation professionnelle requise en plus du cycle d'études postsecondaires;
- e) diplôme attestant que le titulaire a suivi avec succès un cycle d'études postsecondaires d'une durée minimale de quatre ans, ou d'une durée équivalente à temps partiel, qui peut, en outre, être exprimée en nombre équivalent de crédits ECTS, dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement de niveau équivalent et, le cas échéant, qu'il a suivi avec succès la formation professionnelle requise en plus du cycle d'études postsecondaires.

Art. 12. Formations assimilées

Est assimilé à un titre de formation visé à l'article 11, y compris quant au niveau concerné, tout titre de formation ou ensemble de titres de formation qui a été délivré par une autorité compétente dans un Etat membre ou un pays tiers, sur la base d'une formation à temps plein ou à temps partiel, dans le cadre de programmes formels ou non, dès lors qu'il sanctionne une formation acquise, reconnue par

cet Etat comme étant de niveau équivalent et qu'il confère à son titulaire les mêmes droits d'accès à une profession ou d'exercice de celle-ci, ou qui prépare à l'exercice de cette profession.

Est également assimilée à un tel titre de formation, dans les mêmes conditions que celles prévues au premier alinéa, toute qualification professionnelle qui, sans répondre aux exigences prévues par les dispositions législatives, réglementaires ou administratives de l'Etat d'origine pour l'accès à une profession ou son exercice, confère à son titulaire des droits acquis en vertu de ces dispositions. En particulier, ceci s'applique dans le cas où l'Etat d'origine relève le niveau de formation requis pour l'accès à une profession ou son exercice et où une personne ayant suivi la formation antérieure, qui ne répond pas aux exigences de la nouvelle qualification, bénéficie de droits acquis en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives; dans un tel cas, la formation antérieure est considérée, aux fins de l'application de l'article 13, comme correspondant au niveau de la nouvelle formation.

Art. 13. Conditions de la reconnaissance

(1) Lorsqu'au Grand-Duché de Luxembourg, l'accès à une profession réglementée ou son exercice est subordonné à la possession de qualifications professionnelles déterminées, l'autorité compétente luxembourgeoise permet aux demandeurs d'accéder à cette profession et de l'exercer, dans les mêmes conditions que pour ses nationaux, s'ils possèdent une attestation de compétences ou un titre de formation visé à l'article 11 qui est requis par un autre Etat pour y accéder à cette même profession sur son territoire ou l'y exercer.

(2) L'accès à la profession et son exercice, tels que décrits au paragraphe 1^{er}, sont également accordés aux demandeurs qui ont exercé la profession en question à temps plein pendant une année ou à temps partiel pendant une durée totale équivalente au cours des dix années précédentes dans un autre Etat membre qui ne réglemente pas cette profession et qui possèdent une ou plusieurs attestations de compétences ou preuves de titre de formation délivré par un autre Etat qui ne réglemente pas cette profession.

Les attestations de compétences ou les titres de formation remplissent les conditions suivantes:

- a) être délivrés par une autorité compétente, désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives de l'Etat dont elle dépend;
- b) attester la préparation du titulaire à l'exercice de la profession concernée.

L'expérience professionnelle d'un an visée au premier alinéa ne peut cependant être requise si le titre de formation que possède le demandeur certifie une formation réglementée.

(3) L'autorité compétente luxembourgeoise accepte le niveau attesté au titre de l'article 11 par l'Etat membre d'origine ainsi que le certificat par lequel l'Etat membre d'origine certifie que la formation réglementée ou la formation professionnelle à structure particulière visée à l'article 11, point c) ii), est équivalente au niveau prévu à l'article 11, point c) i).

Art. 14. Mesures de compensation

(1) L'article 13 ne fait pas obstacle à ce que l'autorité compétente luxembourgeoise exige du demandeur qu'il accomplisse un stage d'adaptation pendant trois ans au maximum ou se soumette à une épreuve d'aptitude dans un des cas suivants:

- a) lorsque la formation que le demandeur a reçue porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le titre de formation requis au Grand-Duché de Luxembourg;
- b) lorsque la profession réglementée au Grand-Duché de Luxembourg comprend une ou plusieurs activités professionnelles réglementées qui n'existent pas dans la profession correspondante dans l'Etat d'origine du demandeur et que la formation requise au Grand-Duché de Luxembourg porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par l'attestation de compétences ou le titre de formation du demandeur.

(2) Si l'autorité compétente luxembourgeoise fait usage de la possibilité prévue au paragraphe 1^{er}, elle laisse au demandeur le choix entre le stage d'adaptation et l'épreuve d'aptitude.

Le demandeur est redevable d'une taxe de 300 euros à chaque fois qu'il s'inscrit pour une des mesures prévues au paragraphe 1^{er}.

(3) Pour les professions dont l'exercice exige une connaissance précise du droit national et dont un élément essentiel et constant de l'activité est la fourniture de conseils ou d'assistance concernant le droit national, l'autorité compétente luxembourgeoise peut, par dérogation au principe énoncé au paragraphe 2, selon lequel le demandeur a le droit de choisir, prescrire soit un stage d'adaptation, soit une épreuve d'aptitude.

Ceci s'applique également aux cas prévus à l'article 10, point b) concernant les infirmiers, les sages-femmes et les architectes, à l'article 10, point c) et à l'article 10, point f), lorsque les activités professionnelles concernées sont exercées par des infirmiers ou des infirmiers spécialisés détenant un titre de formation spécialisée qui ont suivi la formation conduisant à la possession des titres énumérés à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.2.2, ainsi qu'à l'article 10, point g).

Dans les cas qui relèvent de l'article 10, point a), l'autorité compétente luxembourgeoise peut imposer un stage d'adaptation ou une épreuve d'aptitude si le migrant envisage d'exercer, à titre d'indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, des activités professionnelles qui supposent la connaissance et l'application de la réglementation nationale spécifique en vigueur, pour autant que les autorités compétentes luxembourgeoises exigent de leurs ressortissants la connaissance et l'application de cette réglementation pour exercer lesdites activités.

Par dérogation au principe énoncé au paragraphe 2, selon lequel le demandeur a le droit de choisir, l'autorité compétente luxembourgeoise peut prescrire soit un stage d'adaptation, soit une épreuve d'aptitude, dans le cas:

- a) du titulaire d'une qualification professionnelle visée à l'article 11, point a), qui demande la reconnaissance de ses qualifications professionnelles lorsque la qualification professionnelle nationale requise est classée sous le point c) de l'article 11; ou
- b) du titulaire d'une qualification professionnelle visée à l'article 11, point b), qui demande la reconnaissance de ses qualifications professionnelles lorsque la qualification professionnelle nationale requise est classée sous le point d) ou e) de l'article 11.

Dans le cas du titulaire d'une qualification professionnelle visée à l'article 11, point a), qui demande la reconnaissance de ses qualifications professionnelles lorsque la qualification professionnelle nationale requise est classée sous le point d) de l'article 11, l'autorité compétente luxembourgeoise peut imposer à la fois un stage d'adaptation et une épreuve d'aptitude.

Par dérogation au principe énoncé au paragraphe 2, pour les autres titres de formation obtenus dans un pays tiers qui relèvent du deuxième alinéa de l'article 10, l'autorité compétente luxembourgeoise peut imposer soit un stage d'adaptation, soit une épreuve d'aptitude, soit à la fois un stage d'adaptation et une épreuve d'aptitude. Pour les ressortissants visés à l'article 3, point q), alinéa 2, point i), l'autorité compétente n'exige que l'épreuve d'aptitude. L'autorité compétente respecte le principe de proportionnalité et justifie sa décision en vertu du paragraphe 6.

(4) Aux fins des paragraphes 1^{er} et 5, on entend par „matières substantiellement différentes“ des matières dont la connaissance, les aptitudes et les compétences acquises sont essentielles à l'exercice de la profession et pour lesquelles la formation reçue par le migrant présente des différences significatives en termes de contenu par rapport à la formation exigée au Grand-Duché de Luxembourg.

(5) Le paragraphe 1^{er} est appliqué dans le respect du principe de proportionnalité. En particulier, si l'autorité compétente luxembourgeoise envisage d'exiger du demandeur qu'il accomplisse un stage d'adaptation ou passe une épreuve d'aptitude, il doit d'abord vérifier si les connaissances, aptitudes et compétences acquises par le demandeur au cours de son expérience professionnelle ou de l'apprentissage tout au long de la vie, et ayant fait l'objet, à cette fin, d'une validation en bonne et due forme par un organisme compétent, dans un Etat membre ou dans un pays tiers sont de nature à couvrir, en tout ou en partie, les matières substantiellement différentes définies au paragraphe 4.

(6) La décision imposant un stage d'adaptation ou une épreuve d'aptitude ou les deux, est dûment motivée. En particulier, le demandeur reçoit les informations suivantes:

- a) le niveau de qualification professionnelle requis au Grand-Duché de Luxembourg et le niveau de la qualification professionnelle que possède le demandeur conformément à la classification figurant à l'article 11; et
- b) les différences substantielles visées au paragraphe 4, et les raisons pour lesquelles ces différences ne peuvent être comblées par les connaissances, aptitudes et compétences acquises au cours de

l'expérience professionnelle ou de l'apprentissage tout au long de la vie ayant fait l'objet, à cette fin, d'une validation en bonne et due forme par un organisme compétent.

(7) Le demandeur doit pouvoir se présenter à l'épreuve d'aptitude visée au paragraphe 1^{er} dans un délai maximal de six mois à compter de la décision initiale imposant une épreuve d'aptitude au demandeur.

(8) Les modalités d'organisation et d'application des mesures de compensation prévues au présent article sont déterminées par voie de règlement grand-ducal.

Chapitre 2 – Reconnaissance automatique sur la base de principes communs de formation

Art. 15. Cadre commun de formation

(1) Aux fins du présent article, un „cadre commun de formation“ désigne un ensemble commun de connaissances, aptitudes et compétences minimales nécessaires à l'exercice d'une profession spécifique. Aux fins de l'accès à cette profession et de son exercice au Grand-Duché de Luxembourg, les titres de formation acquis sur la base de ce cadre commun ont le même effet sur le territoire national que les titres de formation délivrés par une autorité compétente, pour autant que ce cadre remplisse les conditions visées au paragraphe 2.

(2) Un cadre commun de formation remplit les conditions suivantes:

- a) le cadre commun de formation permet à un plus grand nombre de professionnels de circuler entre Etats membres;
- b) la profession à laquelle s'applique le cadre commun de formation est réglementée ou la formation conduisant à cette profession est réglementée dans un tiers au moins des Etats membres;
- c) l'ensemble commun de connaissances, aptitudes et compétences combine les connaissances, aptitudes et compétences requises dans les systèmes d'enseignement et de formation applicables dans au moins un tiers des Etats membres; peu importe si les connaissances, aptitudes et compétences en question ont été acquises dans le cadre d'une formation générale dispensée à l'université ou dans un établissement d'enseignement supérieur, ou bien dans le cadre d'une formation professionnelle dispensée dans les Etats membres;
- d) ce cadre commun de formation se fonde sur les niveaux du CEC défini à l'annexe II de la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'apprentissage tout au long de la vie;
- e) la profession concernée n'est pas couverte par un autre cadre commun de formation ni soumise à la reconnaissance automatique dans le cadre du titre III, chapitre 5;
- f) le cadre commun de formation a été élaboré selon une procédure transparente, incluant les parties prenantes concernées des Etats membres dans lesquels la profession n'est pas réglementée;
- g) le cadre commun de formation permet aux ressortissants de n'importe quel Etat membre d'être admissibles à la formation professionnelle de ce cadre commun sans être préalablement tenus d'être membres d'une quelconque organisation professionnelle ou d'être inscrits auprès d'une telle organisation.

(3) Le présent article s'applique également aux spécialités d'une profession, sous réserve que ces spécialités portent sur des activités professionnelles dont l'accès et l'exercice sont réglementés dans les Etats membres où la profession fait déjà l'objet d'une reconnaissance automatique en vertu du titre III, chapitre 5, mais pas la spécialité concernée.

(4) Aux fins du présent article, une épreuve commune de formation désigne une épreuve d'aptitude standardisée existant dans tous les Etats membres participants et réservée aux titulaires d'une qualification professionnelle donnée. La réussite de cette épreuve dans un Etat membre permet au titulaire d'une qualification professionnelle donnée d'exercer la profession au Grand-Duché du Luxembourg dans les mêmes conditions que celles dont bénéficient les titulaires de qualifications professionnelles acquises au Grand-Duché de Luxembourg.

(5) L'épreuve commune de formation remplit les conditions suivantes:

- a) l'épreuve commune de formation permet à un plus grand nombre de professionnels de circuler entre Etats membres;
- b) la profession à laquelle s'applique l'épreuve commune de formation est réglementée ou la formation conduisant à cette profession est réglementée dans un tiers au moins des Etats membres;
- c) l'épreuve commune de formation a été élaborée selon une procédure transparente, incluant les parties prenantes concernées des Etats membres dans lesquels la profession n'est pas réglementée;
- d) l'épreuve commune de formation permet aux ressortissants de n'importe quel Etat membre de prendre part à cette épreuve et à l'organisation pratique de ces épreuves dans les Etats membres sans être préalablement tenus d'appartenir à une quelconque organisation professionnelle ou d'être inscrits auprès d'une telle organisation.

Chapitre 3 – Reconnaissance de l'expérience professionnelle

Art. 16. Exigences en matière d'expérience professionnelle

Lorsque l'accès à l'une des activités énumérées à l'annexe IV de la directive 2005/36/CE, ou son exercice, est subordonné à la possession de connaissances et d'aptitudes générales, commerciales ou professionnelles, l'autorité compétente luxembourgeoise reconnaît comme preuve suffisante de ces connaissances et aptitudes l'exercice préalable de l'activité considérée dans un autre Etat membre. Cette activité doit avoir été exercée conformément aux articles 17, 18 et 19.

Art. 17. Activités figurant sur la liste I de l'annexe IV de la directive 2005/36/CE

(1) Dans le cas d'activités figurant sur la liste I de l'annexe IV de la directive 2005/36/CE, l'exercice préalable de l'activité considérée doit avoir été effectué:

- a) soit pendant six années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise;
- b) soit pendant trois années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins trois ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent;
- c) soit pendant quatre années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins deux ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent;
- d) soit pendant trois années consécutives à titre indépendant, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a exercé l'activité en question à titre salarié pendant cinq ans au moins;
- e) soit pendant cinq années consécutives dans une fonction de cadre supérieur, le bénéficiaire ayant été durant trois années au moins chargé de tâches techniques et responsable d'au moins un département de l'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins trois ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent.

(2) Dans les cas visés aux points a) et d), cette activité ne doit pas avoir pris fin depuis plus de dix ans à la date de la présentation du dossier complet de l'intéressé auprès de l'autorité compétente visée à l'article 56.

(3) Le paragraphe 1^{er}, point e), ne s'applique pas aux activités relevant du groupe EX 855 de la nomenclature CITI, salons de coiffure.

Art. 18. Activités figurant sur la liste II de l'annexe IV de la directive 2005/36/CE

(1) Dans le cas d'activités figurant sur la liste II de l'annexe IV de la directive 2005/36/CE, l'exercice préalable de l'activité considérée doit avoir été effectué:

- a) soit pendant cinq années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise;
- b) soit pendant trois années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au

moins trois ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent;

- c) soit pendant quatre années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins deux ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent;
- d) soit pendant trois années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a exercé l'activité en question à titre salarié pendant cinq ans au moins;
- e) soit pendant cinq années consécutives à titre salarié, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins trois ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent;
- f) soit pendant six années consécutives à titre salarié, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins deux ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent.

(2) Dans les cas visés aux points a) et d), cette activité ne doit pas avoir pris fin depuis plus de dix ans à la date de la présentation du dossier complet de l'intéressé auprès de l'autorité compétente visée à l'article 56.

Art. 19. Activités figurant sur la liste III de l'annexe IV de la directive 2005/36/CE

(1) Dans le cas d'activités figurant sur la liste III de l'annexe IV de la directive 2005/36/CE, l'exercice préalable de l'activité considérée doit avoir été effectué:

- a) soit pendant trois années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise;
- b) soit pendant deux années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent;
- c) soit pendant deux années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a exercé l'activité en question à titre salarié pendant trois ans au moins;
- d) soit pendant trois années consécutives à titre salarié, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent.

(2) Dans les cas visés aux points a) et c), cette activité ne doit pas avoir pris fin depuis plus de dix ans à la date de la présentation du dossier complet de l'intéressé auprès de l'autorité compétente visée à l'article 56.

Chapitre 4 – Accès partiel

Art. 20. Accès partiel

(1) L'autorité compétente luxembourgeoise accorde un accès partiel au cas par cas à une activité professionnelle sur son territoire, uniquement lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies:

- a) le professionnel est pleinement qualifié pour exercer dans l'Etat d'origine l'activité professionnelle pour laquelle un accès partiel est sollicité;
- b) les différences entre l'activité professionnelle légalement exercée dans l'Etat d'origine et la profession réglementée luxembourgeoise sont si importantes que l'application de mesures de compensation reviendrait à imposer au demandeur de suivre le programme complet d'enseignement et de formation requis au Grand-Duché de Luxembourg pour y avoir pleinement accès à la profession réglementée;
- c) l'activité professionnelle peut objectivement être séparée d'autres activités relevant de la profession réglementée luxembourgeoise.

Aux fins du point c), l'autorité compétente luxembourgeoise tient compte du fait que l'activité professionnelle peut ou ne peut pas être exercée de manière autonome dans l'Etat d'origine.

(2) L'accès partiel peut être refusé si ce refus est justifié par des raisons impérieuses d'intérêt général, s'il est propre à garantir la réalisation de l'objectif poursuivi et s'il ne va pas au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif.

(3) Les demandes aux fins d'établissement au Grand-Duché de Luxembourg sont examinées conformément au titre III, chapitres 1^{er} et 6.

(4) Les demandes aux fins de prestation de services temporaires et occasionnels au Grand-Duché de Luxembourg concernant des activités professionnelles qui ont des implications en matière de santé ou de sécurité publiques sont examinées conformément au titre II.

(5) Par dérogation à l'article 7, paragraphe 4, sixième alinéa, et à l'article 52, paragraphe 1^{er}, l'activité professionnelle est exercée sous le titre professionnel de l'Etat d'origine lorsque l'accès partiel a été accordé. L'autorité compétente luxembourgeoise peut exiger que ce titre professionnel soit utilisé dans une des langues administratives. Les professionnels qui bénéficient d'un accès partiel indiquent clairement aux destinataires des services le champ de leurs activités professionnelles.

(6) Le présent article ne s'applique pas aux professionnels qui bénéficient de la reconnaissance automatique de leurs qualifications professionnelles conformément au titre III, chapitres 2 à 3 et 5.

Chapitre 5 – Reconnaissance sur la base de la coordination des conditions minimales de formation

Section 1^{re} – Dispositions générales

Art. 21. Principe de reconnaissance automatique

- (1) Le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît les titres de formation:
- a) sanctionnant une formation médicale de base visée à l'annexe V de la directive 2005/36/CE au point 5.1.1. et conforme aux conditions minimales de formation visées à l'article 24;
 - b) sanctionnant une formation spécifique en médecine générale visée à l'annexe V de la directive 2005/36/CE au point 5.1.4. et conforme aux conditions minimales de formation visées à l'article 28;
 - c) sanctionnant une formation de médecin-spécialiste visée à l'annexe V de la directive 2005/36/CE au point 5.1.2. et conforme aux conditions minimales de formation visées à l'article 25, et délivrés dans une des spécialités médicales visées à l'annexe V de la directive 2005/36/CE au point 5.1.3;
 - d) sanctionnant une formation d'infirmier visée à l'annexe V de la directive 2005/36/CE au point 5.2.2. et conforme aux conditions minimales de formation visées à l'article 31;
 - e) sanctionnant une formation de médecin-dentiste visée à l'annexe V de la directive 2005/36/CE au point 5.3.2. et conforme aux conditions minimales de formation visées à l'article 34;
 - f) sanctionnant une formation de médecin-dentiste spécialiste visée à l'annexe V de la directive 2005/36/CE au point 5.3.3. et conforme aux conditions minimales de formation visées à l'article 35;
 - g) sanctionnant une formation de médecin-vétérinaire visée à l'annexe V de la directive 2005/36/CE au point 5.4.2. et conforme aux conditions minimales de formation visées à l'article 38;
 - h) sanctionnant une formation de sage-femme visée à l'annexe V de la directive 2005/36/CE au point 5.5.2. et conforme aux conditions minimales de formation visées aux articles 40 et 41;
 - i) sanctionnant une formation de pharmacien visée à l'annexe V de la directive 2005/36/CE au point 5.6.2. et conforme aux conditions minimales de formation visées à l'article 44;
 - j) sanctionnant une formation d'architecte visée à l'annexe V de la directive 2005/36/CE au point 5.7.1., commencée au plus tôt au cours de l'année académique de référence mentionnée au prédit point et conforme aux conditions minimales de formation visées aux articles 46 et 47.

(2) Ces titres de formation doivent être délivrés par les organismes compétents des Etats membres et accompagnés, le cas échéant, des attestations, visées respectivement à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, points 5.1.1, 5.1.2, 5.1.3, 5.2.2, 5.3.2, 5.3.3, 5.4.2, 5.5.2, 5.6.2 et 5.7.1.

Art. 22. Dispositions communes relatives à la formation

La formation visée aux articles 24, 25, 28, 31, 34, 35, 38, 40, 44 et 46 peut être effectuée à temps plein ou à temps partiel à condition que la durée totale, le niveau et la qualité de cette formation ne soient pas inférieurs à ceux de formations à plein temps en continu.

Art. 23. Droits acquis

(1) Sans préjudice des droits acquis spécifiques aux professions concernées, lorsque les titres de formation sanctionnant une formation médicale de base, de médecin-généraliste, de médecin-spécialiste et les titres de formation d'infirmier, de médecin-dentiste, de médecin-dentiste spécialiste, de médecin-vétérinaire, de sage-femme et de pharmacien détenus par les ressortissants des Etats membres ne répondent pas à l'ensemble des exigences de formation visées aux articles 24, 25, 31, 34, 35, 38, 40 et 44, le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît comme preuve suffisante les titres de formation délivrés par ces Etats membres lorsqu'ils sanctionnent une formation qui a commencé avant les dates de référence visées à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, points 5.1.1, 5.1.2, 5.2.2, 5.3.2, 5.3.3, 5.4.2, 5.5.2 et 5.6.2, s'ils sont accompagnés d'une attestation certifiant que leurs titulaires se sont consacrés effectivement et licitement aux activités en cause pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la délivrance de l'attestation.

(2) Les mêmes dispositions sont applicables aux titres de formation sanctionnant une formation médicale de base, de médecin-généraliste, de médecin-spécialiste et les titres de formation d'infirmier, de médecin-dentiste, de médecin-dentiste spécialiste, de médecin-vétérinaire, de sage-femme et de pharmacien acquis sur le territoire de l'ancienne République démocratique allemande et qui ne répondent pas à l'ensemble des exigences minimales de formation visées aux articles 24, 25, 31, 34, 35, 38, 40 et 44 lorsqu'ils sanctionnent une formation qui a commencé avant:

- a) le 3 octobre 1990 pour les médecins avec formation de base, infirmiers, médecins-dentistes, médecins-dentistes spécialistes, médecins-vétérinaires, sages-femmes, pharmaciens; et
- b) le 3 avril 1992 pour les médecins-spécialistes.

(3) Sans préjudice des dispositions de l'article 37, paragraphe 1^{er}, le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît les titres de formation sanctionnant une formation médicale de base, de médecin-généraliste, de médecin-spécialiste et les titres de formation d'infirmier, de médecin-vétérinaire, de sage-femme, de pharmacien et d'architecte détenus par les ressortissants des Etats membres et qui ont été délivrés par l'ancienne Tchécoslovaquie ou dont la formation a commencé, pour la République tchèque et la Slovaquie, avant le 1^{er} janvier 1993, lorsque les autorités de l'un des deux Etats membres précités attestent que ces titres ont, sur leur territoire, la même validité sur le plan juridique que les titres qu'elles délivrent et, pour les architectes, que les titres visés pour ces Etats membres à l'annexe VI de la directive 2005/36/CE, point 6, pour ce qui est de l'accès aux activités professionnelles de médecin avec formation de base, de médecin-spécialiste, d'infirmier, de médecin-vétérinaire, de sage-femme, de pharmacien pour ce qui concerne les activités visées à l'article 45, paragraphe 2, et d'architecte pour ce qui concerne les activités visées à l'article 48, ainsi que de leur exercice.

Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur leur territoire pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

(4) Le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît les titres de formation sanctionnant une formation médicale de base, de médecin-généraliste, de médecin-spécialiste et les titres de formation d'infirmier, de médecin-dentiste, de médecin-dentiste spécialiste, de vétérinaire, de sage-femme, de pharmacien et d'architecte détenus par les ressortissants des Etats membres et qui ont été délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé:

- a) pour l'Estonie, avant le 20 août 1991;
- b) pour la Lettonie, avant le 21 août 1991;

c) pour la Lituanie, avant le 11 mars 1990;

lorsque les autorités de l'un des trois Etats membres précités attestent que ces titres ont, sur leur territoire, la même validité sur le plan juridique que les titres qu'elles délivrent et, pour les architectes, que les titres visés pour ces Etats membres à l'annexe VI de la directive 2005/36/CE, point 6, pour ce qui est de l'accès aux activités professionnelles de médecin avec formation de base, de médecin-spécialiste, d'infirmier, de médecin-dentiste, médecin-dentiste spécialiste, de vétérinaire, de sage-femme, de pharmacien pour ce qui concerne les activités visées à l'article 45, paragraphe 2, et d'architecte pour ce qui concerne les activités visées à l'article 48, ainsi que de leur exercice.

Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur leur territoire pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

Pour les titres de formation de médecin-vétérinaire délivrés par l'ancienne Union soviétique ou dont la formation a commencé, pour l'Estonie, avant le 20 août 1991, l'attestation visée à l'alinéa précédent doit être accompagnée d'un certificat, délivré par les autorités estoniennes, déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur leur territoire pendant au moins cinq années consécutives au cours des sept années précédant la date de délivrance du certificat.

(5) Sans préjudice de l'article 43, paragraphe 5, le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît les titres de formation sanctionnant une formation médicale de base, de médecin-généraliste, de médecin-spécialiste et les titres de formation d'infirmier, de médecin-dentiste, de médecin-dentiste spécialiste, de médecin-vétérinaire, de sage-femme, de pharmacien et d'architecte détenus par les ressortissants des Etats membres et qui ont été délivrés par l'ex-Yougoslavie ou dont la formation a commencé,

a) pour la Slovénie, avant le 25 juin 1991, et

b) pour la Croatie, avant le 8 octobre 1991,

lorsque les autorités des Etats membres précités attestent que ces titres ont, sur leur territoire, la même validité sur le plan juridique que les titres qu'elles délivrent et, pour les architectes, que les titres visés pour ces Etats membres à l'annexe VI, point 6, pour ce qui est de l'accès aux activités professionnelles de médecin avec formation de base, de médecin-spécialiste, d'infirmier, de médecin-dentiste, de médecin-dentiste spécialiste, de médecin-vétérinaire, de sage-femme, de pharmacien pour ce qui concerne les activités visées à l'article 45, paragraphe 2, et d'architecte pour ce qui concerne les activités visées à l'article 48, ainsi que de leur exercice.

Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur leur territoire pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

(6) Le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît comme preuve suffisante pour les ressortissants des Etats membres dont les titres de formation de médecin, de médecin-généraliste, de médecin-spécialiste, d'infirmier, de médecin-dentiste, de médecin-dentiste spécialiste, de médecin-vétérinaire, de sage-femme et de pharmacien ne répondent pas aux dénominations figurant pour cet Etat membre à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, points 5.1.1, 5.1.2, 5.1.3, 5.1.4, 5.2.2, 5.3.2, 5.3.3, 5.4.2, 5.5.2 et 5.6.2, les titres de formation délivrés par ces Etats membres accompagnés d'un certificat délivré par les autorités ou organismes compétents.

Le certificat visé au premier alinéa atteste que ces titres de formation sanctionnent une formation conforme respectivement aux articles 24, 25, 28, 31, 34, 35, 38, 40 et 44 et sont assimilés par l'Etat membre qui les a délivrés à ceux dont les dénominations figurent à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, points 5.1.1, 5.1.2, 5.1.3, 5.1.4, 5.2.2, 5.3.2, 5.3.3, 5.4.2, 5.5.2 et 5.6.2.

(7) Le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît comme preuve suffisante pour les ressortissants visés à l'article 3, point q) dont les titres de formation de médecine de base, de médecin-généraliste, de médecin-spécialiste, de médecin-dentiste, de médecin-dentiste spécialiste, de médecin-vétérinaire et de pharmacien obtenus dans un Etat membre, ne remplissent pas, pour un motif spécifique et exceptionnel, les conditions pour bénéficier de la reconnaissance automatique prévue à l'article 21, la reconnaissance préalable par les autorités compétentes d'un Etat membre de l'Union européenne, dès lors que cette reconnaissance confère à l'intéressé le droit d'exercer cette profession dans cet Etat.

(8) Le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît comme preuve suffisante pour les ressortissants visés à l'article 3, point q) dont les titres de formation de médecine de base, de médecin-généraliste, de médecin-spécialiste, de médecin-dentiste, de médecin-dentiste spécialiste, de médecin-vétérinaire et de pharmacien obtenus dans un Etat non membre de l'Union européenne, la reconnaissance préalable par les autorités compétentes d'un Etat membre de l'Union européenne dans le respect des conditions et critères prévus aux articles 24, 25, 28, 34, 35, 38 et 44, dès lors que cette reconnaissance confère à l'intéressé le droit d'exercer cette profession dans cet Etat au même titre que les titulaires d'un titre de formation visé à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, points 5.1.1., 5.1.2, 5.1.3, 5.1.4, 5.3.2, 5.3.3, 5.4. et 5.6.

(9) Les personnes détenant le titre bulgare de „фелдшер“ (feldsher) délivré en Bulgarie avant le 31 décembre 1999 et exerçant cette profession dans le cadre du régime national de sécurité sociale bulgare au 1^{er} janvier 2000 ne peuvent pas bénéficier de la reconnaissance professionnelle dans les autres Etats membres en tant que médecin ou infirmier au titre de la présente loi.

Section 2 – Médecin

Art. 24. Formation médicale de base

(1) L'admission à la formation médicale de base suppose la possession d'un diplôme ou certificat donnant accès, pour les études en cause, aux établissements universitaires.

(2) La formation médicale de base comprend au total au moins cinq années d'études, qui peuvent en outre être exprimées en crédits ECTS équivalents, et au moins 5.500 heures d'enseignement théorique et pratique dispensées dans une université ou sous la surveillance d'une université.

Pour les professionnels ayant commencé leurs études avant le 1^{er} janvier 1972, la formation visée au premier alinéa peut comporter une formation pratique de niveau universitaire de six mois effectuée à temps plein sous le contrôle des autorités compétentes.

(3) La formation médicale de base donne la garantie que l'intéressé a acquis les connaissances et les compétences suivantes:

- a) connaissance adéquate des sciences sur lesquelles se fonde la médecine, ainsi qu'une bonne compréhension des méthodes scientifiques, y compris des principes de la mesure des fonctions biologiques, de l'appréciation des faits établis scientifiquement et de l'analyse de données;
- b) connaissance adéquate de la structure, des fonctions et du comportement des êtres humains, en bonne santé et malades, ainsi que des rapports entre l'état de santé de l'homme et son environnement physique et social;
- c) connaissance adéquate des matières et des pratiques cliniques lui fournissant un aperçu cohérent des maladies mentales et physiques, de la médecine sous ses aspects préventifs, diagnostique et thérapeutique, ainsi que de la reproduction humaine;
- d) expérience clinique adéquate sous surveillance appropriée dans des hôpitaux.

Art. 25. Formation de médecin-spécialiste

(1) L'admission à la formation de médecin-spécialiste suppose l'accomplissement et la validation d'un programme de formation médicale de base telle que visée à l'article 24, paragraphe 2, au cours duquel ont été acquises des connaissances appropriées en médecine de base.

(2) La formation médicale spécialisée comprend un enseignement théorique et pratique, effectué dans une université, un centre hospitalier universitaire ou un établissement de soins de santé agréé à cet effet par les autorités ou organismes compétents.

Les durées minimales des formations médicales spécialisées visées à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.1.3, ne doivent pas être inférieures aux durées visées audit point. La formation s'effectue sous le contrôle des autorités ou des organismes compétents. Elle comporte une participation personnelle du médecin candidat spécialiste à l'activité et aux responsabilités des services en cause.

(3) La formation s'effectue à temps plein dans des postes spécifiques reconnus par les autorités compétentes. Elle implique la participation à la totalité des activités médicales du département où

s'effectue la formation, y compris aux gardes, de sorte que le spécialiste en formation consacre à cette formation pratique et théorique toute son activité professionnelle pendant toute la durée de la semaine de travail et pendant la totalité de l'année, selon des modalités fixées par les autorités compétentes. En conséquence, ces postes font l'objet d'une rémunération appropriée.

Des dispenses partielles en ce qui concerne certains modules de la formation de médecin-spécialiste énumérés à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.1.3, appliquées au cas par cas, sont possibles, si cette partie de la formation a déjà été suivie dans le cadre d'un autre programme de formation médicale spécialisée mentionné à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.1.3, et pour autant que le professionnel ait déjà obtenu le premier diplôme de médecin-spécialiste dans un Etat membre. Cette dispense ne peut pas excéder la moitié de la durée minimale des formations médicales spécialisées en question.

(4) La délivrance d'un titre de formation de médecin-spécialiste est subordonnée à la possession d'un des titres de formation de médecin avec formation de base visés à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.1.1.

Art. 26. Dénominations des formations médicales spécialisées

Les titres de formation de médecin-spécialiste visés à l'article 21 sont ceux qui, délivrés par les autorités ou organismes compétents visés à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.1.2, correspondent, pour la formation spécialisée en cause aux dénominations en vigueur dans les différents Etats membres et figurant à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.1.3.

Art. 27. Droits acquis spécifiques aux médecins-spécialistes

(1) Pour les médecins-spécialistes dont la formation médicale spécialisée à temps partiel était régie par des dispositions législatives, réglementaires et administratives en vigueur à la date du 20 juin 1975 et qui ont entamé leur formation de spécialiste au plus tard le 31 décembre 1983, les titres de formation doivent être accompagnés d'une attestation certifiant qu'ils se sont consacrés effectivement et licitement aux activités en cause pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la délivrance de l'attestation.

(2) Le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît le titre de médecin-spécialiste délivré en Espagne aux médecins qui ont achevé une formation spécialisée avant le 1^{er} janvier 1995, même si elle ne répond pas aux exigences minimales de formation prévues à l'article 25, pour autant que ce titre soit accompagné d'un certificat délivré par les autorités espagnoles compétentes et attestant que l'intéressé a passé avec succès l'épreuve de compétence professionnelle spécifique organisée dans le cadre des mesures exceptionnelles de reconnaissance figurant dans le décret royal 1497/99 dans le but de vérifier que l'intéressé possède un niveau de connaissances et de compétences comparable à celui des médecins possédant des titres de médecin-spécialiste définis, pour l'Espagne, à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, points 5.1.2 et 5.1.3.

Le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît les titres de formation de médecin-spécialiste délivrés en Italie et énumérés à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, points 5.1.2 et 5.1.3, aux médecins qui ont débuté leur formation spécialisée après le 31 décembre 1983 et avant le 1^{er} janvier 1991, bien que la formation concernée ne réponde pas à tous les critères de formation énoncés à l'article 25, si la qualification est accompagnée d'un certificat délivré par les autorités italiennes compétentes attestant que le médecin concerné a exercé effectivement et légalement, en Italie, la profession de médecin-spécialiste dans la spécialité concernée, pendant au moins sept années consécutives au cours des dix années précédant la délivrance du certificat.

Art. 28. Formation spécifique en médecine générale

(1) L'admission à la formation spécifique en médecine générale suppose l'accomplissement et la validation d'un programme de formation médicale de base telle que visée à l'article 24, paragraphe 2, au cours duquel ont été acquises des connaissances appropriées en médecine de base.

(2) La formation spécifique en médecine générale conduisant à l'obtention des titres de formation délivrés avant le 1^{er} janvier 2006 est d'une durée d'au moins deux ans à temps plein. Pour les titres de formation délivrés après cette date, elle a une durée d'au moins trois années à temps plein.

Lorsque le cycle de formation visé à l'article 24 comporte une formation pratique dispensée dans un établissement hospitalier agréé disposant de l'équipement et des services appropriés en médecine générale ou dans le cadre d'une pratique de médecine générale agréée ou d'un centre agréé dans lequel les médecins dispensent des soins primaires, la durée de cette formation pratique peut être incluse, dans la limite d'une année, dans la durée prévue au premier alinéa pour les titres de formation délivrés à partir du 1^{er} janvier 2006.

La faculté visée au deuxième alinéa n'est ouverte que pour les Etats membres dans lesquels la durée de la formation spécifique en médecine générale était de deux ans au 1^{er} janvier 2001.

(3) La formation spécifique en médecine générale s'effectue à temps plein sous le contrôle des autorités ou des organismes compétents. Elle est de nature plus pratique que théorique.

La formation pratique est dispensée, d'une part, pendant six mois au moins, dans un établissement hospitalier agréé disposant de l'équipement et des services appropriés et, d'autre part, pendant six mois au moins, dans le cadre d'une pratique de médecine générale agréée ou d'un centre agréé dans lequel les médecins dispensent des soins primaires.

Elle se déroule en liaison avec d'autres établissements ou structures sanitaires s'occupant de la médecine générale. Toutefois, sans préjudice des périodes minimales mentionnées au deuxième alinéa, la formation pratique peut être dispensée pendant une période maximale de six mois dans d'autres établissements ou structures sanitaires agréés s'occupant de la médecine générale.

La formation comporte une participation personnelle du candidat à l'activité professionnelle et aux responsabilités des personnes avec lesquelles il travaille.

(4) La délivrance d'un titre de formation spécifique en médecine générale est subordonnée à la possession d'un des titres de formation de médecin avec formation de base visés à l'annexe V de la directive, point 5.1.1.

Le titre de formation visé à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.1.4, ne peut être délivré que si le demandeur a acquis une expérience en médecine générale d'au moins six mois dans le cadre d'une pratique de médecine générale ou d'un centre dans lequel des médecins dispensent des soins primaires visés au paragraphe 3.

Art. 29. Exercice des activités professionnelles de médecin-généraliste

Sous réserve des dispositions relatives aux droits acquis, le Grand-Duché de Luxembourg subordonne l'exercice des activités de médecin-généraliste, dans le cadre de son régime national de sécurité sociale, à la possession d'un titre de formation visé à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.1.4.

Art. 30. Droits acquis spécifiques aux médecins-généralistes

(1) Le médecin autorisé à exercer la médecine au Grand-Duché de Luxembourg en qualité de médecin-généraliste avant le 31 décembre 1994, sans disposer du titre de formation visé à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.1.4, peut se faire délivrer, sur demande, par l'autorité compétente, un certificat attestant les droits acquis et son droit d'exercer les activités de médecin-généraliste dans le cadre du régime national de sécurité sociale.

(2) Le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît, en vue de l'accès aux activités de médecin-généraliste, les certificats délivrés aux ressortissants des Etats membres par les autres Etats membres attestant que le médecin ne pouvant se prévaloir du titre de formation figurant à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.1.4., disposait, à la date de référence visée au prédit point, du droit d'exercer les activités de médecin-généraliste dans le cadre du régime national de sécurité sociale de cet Etat membre.

Section 3 – Infirmier

Art. 31. Formation d'infirmier

(1) L'admission à la formation d'infirmier suppose:

- a) soit une formation scolaire générale de douze années sanctionnée par un diplôme, certificat ou autre titre délivré par les autorités ou organismes compétents d'un Etat membre ou par un certificat attes-

tant la réussite à un examen d'admission, de niveau équivalent, à l'université ou à des établissements d'enseignement supérieur d'un niveau reconnu comme équivalent;

- b) soit une formation scolaire générale d'au moins dix années sanctionnée par un diplôme, certificat ou autre titre délivré par les autorités ou organismes compétents d'un Etat membre ou par un certificat attestant la réussite à un examen d'admission, de niveau équivalent, aux écoles professionnelles d'infirmiers ou à un programme de formation professionnelle en soins infirmiers.

(2) La formation d'infirmier est effectuée à temps plein et porte au moins sur le programme figurant à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.2.1.

(3) La formation d'infirmier comprend un total d'au moins trois années d'études, qui peuvent en outre être exprimées en crédits ECTS équivalents et représentent au moins 4.600 heures d'enseignement théorique et clinique, la durée de l'enseignement théorique représentant au moins un tiers et celle de l'enseignement clinique au moins la moitié de la durée minimale de la formation. Peuvent bénéficier de dispenses partielles les professionnels ayant acquis une partie de leur formation dans le cadre d'autres formations de niveau au moins équivalent.

(4) L'enseignement théorique se définit comme étant le volet de la formation d'infirmier par lequel les candidats infirmiers acquièrent les connaissances, les aptitudes et les compétences professionnelles requises en vertu des paragraphes 6 et 7. Cette formation est dispensée par le personnel enseignant en soins infirmiers ainsi que par d'autres personnes compétentes, dans les universités, les établissements d'enseignement supérieur d'un niveau reconnu comme équivalent, les écoles professionnelles d'infirmiers ou les programmes de formation professionnelle en soins infirmiers.

(5) L'enseignement clinique se définit comme étant le volet de la formation d'infirmier par lequel les candidats infirmiers apprennent, au sein d'une équipe, en contact direct avec un individu sain ou malade ou une collectivité, à organiser, dispenser et évaluer l'ensemble des soins infirmiers requis à partir des connaissances, des aptitudes et des compétences acquises. Le candidat infirmier apprend non seulement à travailler en équipe, mais encore à diriger une équipe et à organiser l'ensemble des soins infirmiers, y compris l'éducation de la santé pour des individus et des petits groupes au sein des institutions de santé ou dans la collectivité.

Cet enseignement a lieu dans les hôpitaux et autres institutions de santé et dans la collectivité, sous la responsabilité des infirmiers enseignants et avec la coopération et l'assistance d'autres infirmiers qualifiés. D'autres personnels qualifiés peuvent être intégrés dans le processus d'enseignement.

Les candidats infirmiers participent aux activités des services en cause dans la mesure où ces activités concourent à leur formation, en leur permettant d'apprendre à assumer les responsabilités qu'impliquent les soins infirmiers.

(6) La formation d'infirmier donne la garantie que le professionnel concerné a acquis les connaissances et les aptitudes suivantes:

- a) connaissance étendue des sciences qui sont à la base des soins généraux, y compris une connaissance suffisante de l'organisme, des fonctions physiologiques et du comportement des personnes en bonne santé et des personnes malades, ainsi que des relations existant entre l'état de santé et l'environnement physique et social de l'être humain;
- b) connaissance de la nature et de l'éthique de la profession et des principes généraux concernant la santé et les soins;
- c) expérience clinique adéquate; celle-ci, qu'il convient de choisir pour sa valeur formatrice, devrait être acquise sous le contrôle d'un personnel infirmier qualifié, et dans des lieux où l'importance du personnel qualifié et l'équipement sont appropriés aux soins infirmiers à dispenser au malade;
- d) capacité de participer à la formation pratique du personnel sanitaire et expérience de la collaboration avec ce personnel;
- e) expérience de la collaboration avec d'autres professionnels du secteur de la santé.

(7) Les titres de formation d'infirmier attestent que le professionnel concerné est au moins en mesure d'appliquer les compétences suivantes, indépendamment du fait que la formation se soit déroulée dans

une université, un établissement d'enseignement supérieur de niveau reconnu comme équivalent, une école professionnelle d'infirmiers ou dans le cadre d'un programme de formation professionnelle en soins infirmiers:

- a) la compétence de diagnostiquer de façon indépendante les soins infirmiers requis, sur la base des connaissances théoriques et cliniques en usage, et de planifier, d'organiser et d'administrer les soins infirmiers aux patients, sur la base des connaissances et des aptitudes acquises conformément au paragraphe 6, points a), b) et c), afin d'améliorer la pratique professionnelle;
- b) la compétence de collaborer de manière effective avec d'autres acteurs du secteur de la santé, ce qui inclut la participation à la formation pratique du personnel de santé, sur la base des connaissances et des aptitudes acquises conformément au paragraphe 6, points d) et e);
- c) la compétence de responsabiliser les individus, les familles et les groupes afin qu'ils adoptent un mode de vie sain et qu'ils se prennent en charge, sur la base des connaissances et des aptitudes acquises conformément au paragraphe 6, points a) et b);
- d) la compétence d'engager de façon indépendante des mesures immédiates destinées à préserver la vie et d'appliquer des mesures dans les situations de crise ou de catastrophe;
- e) la compétence d'apporter de façon indépendante des conseils, des indications et un soutien aux personnes nécessitant des soins et à leurs proches;
- f) la compétence d'assurer, de façon indépendante, la qualité des soins infirmiers et leur évaluation;
- g) la compétence d'assurer une communication professionnelle complète et de coopérer avec les membres d'autres professions du secteur de la santé;
- h) la compétence d'analyser la qualité des soins afin d'améliorer sa propre pratique professionnelle en tant qu'infirmier.

(8) Le Lycée Technique pour Professions de Santé organise la formation d'infirmier, qui est sanctionnée par un brevet de technicien supérieur, mention „infirmier“, et par le diplôme d'Etat d'infirmier. Cette formation à temps plein porte sur quatre années d'études, et elle répond aux critères fixés au présent article.

Le programme des études visées et les grilles horaires sont précisés par règlement grand-ducal.

La première année de formation est organisée en classe de 12^e du régime technique, cycle supérieur, division des professions de santé et des professions sociales, section de la formation de l'infirmier.

Art. 32. Exercice des activités professionnelles d'infirmier

Aux fins de la présente loi, les activités professionnelles d'infirmier sont les activités exercées sous les titres professionnels figurant à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.2.2.

Art. 33. Droits acquis spécifiques aux infirmiers

(1) Le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît les titres de formation d'infirmier qui:

- a) ont été délivrés en Pologne aux infirmiers ayant achevé leur formation avant le 1^{er} mai 2004 et qui ne répondent pas aux exigences minimales en matière de formation prévues à l'article 31; et
- b) sont sanctionnés par un diplôme de licence (bachelier) qui a été obtenu sur la base d'un programme spécial de revalorisation prévu:
 - i) à l'article 11 de la loi du 20 avril 2004 modifiant la loi sur les professions d'infirmier et de sage-femme et concernant certains autres actes juridiques (Journal officiel de la République polonaise de 2004, n° 92, pos. 885 et de 2007, n° 176, pos. 1237) et dans le règlement du ministère de la santé du 11 mai 2004 sur les conditions détaillées relatives aux cours dispensés aux infirmiers et aux sages-femmes titulaires d'un certificat d'enseignement secondaire (examen final – *matura*) et diplômés d'un lycée professionnel médical ou d'un établissement d'enseignement professionnel médical formant des infirmiers et des sages-femmes (Journal officiel de la République polonaise de 2004, n° 110, pos. 1170 et de 2010, n° 65, pos. 420); ou
 - ii) à l'article 52.3, point 2, de la loi du 15 juillet 2011 sur les professions d'infirmier et de sage-femme (Journal officiel de la République polonaise de 2011, n° 174, pos. 1039) et dans le règlement du ministère de la santé du 14 juin 2012 sur les conditions détaillées relatives aux cours de niveau supérieur dispensés aux infirmiers et aux sages-femmes titulaires d'un certificat d'ensei-

gnement secondaire (examen final – *matura*) et diplômés d'un établissement d'enseignement secondaire médical ou d'enseignement supérieur formant des infirmiers et des sages-femmes (Journal officiel de la République polonaise de 2012, pos. 770), dans le but de vérifier que les infirmiers ont un niveau de connaissance et de compétence comparable à celui des infirmiers détenteurs des diplômes énumérés pour la Pologne à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.2.2.

(2) En ce qui concerne les titres roumains d'infirmier, seules les dispositions ci-après en matière de droits acquis s'appliquent:

Pour les ressortissants des Etats membres qui ont été formés comme infirmiers en Roumanie et dont la formation ne répond pas aux exigences minimales en matière de formation prévues à l'article 31, le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît les titres de formation ci-après d'infirmier s'ils sont accompagnés d'un certificat déclarant que ces personnes ont effectivement et légalement exercé en Roumanie les activités d'infirmier, y compris la responsabilité pleine et entière de la planification, de l'organisation et de l'exécution de soins aux patients, pendant une période d'au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat:

- a) *Certificat de competențe profesionale de asistent medical generalist* après une formation supérieure obtenue dans une școală postliceală, attestant d'une formation commencée avant le 1^{er} janvier 2007;
- b) *Diplomă de absolvire de asistent medical generalist* sanctionnant des études supérieures courtes, attestant une formation commencée avant le 1^{er} octobre 2003;
- c) *Diplomă de licență de asistent medical generalist* sanctionnant des études supérieures longues, attestant une formation commencée avant le 1^{er} octobre 2003.

Section 4 – Médecin-dentiste

Art. 34. Formation de base de médecin-dentiste

(1) L'admission à la formation de base de médecin-dentiste suppose la possession d'un diplôme ou certificat donnant accès, pour les études en cause, aux universités, ou aux établissements d'enseignement supérieur d'un niveau reconnu comme équivalent, d'un Etat membre.

(2) La formation de base de médecin-dentiste comprend au total au moins cinq années d'études qui peuvent en outre être exprimées en crédits ECTS équivalents et qui représentent au moins 5.000 heures de formation théorique et pratique à temps plein, portant au moins sur le programme figurant à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.3.1, et effectuées dans une université, dans un établissement d'enseignement supérieur d'un niveau reconnu comme équivalent ou sous la surveillance d'une université.

(3) La formation de base de médecin-dentiste donne la garantie que l'intéressé a acquis les connaissances et les compétences suivantes:

- a) connaissance adéquate des sciences sur lesquelles se fonde l'art dentaire, ainsi qu'une bonne compréhension des méthodes scientifiques et des principes de la mesure des fonctions biologiques, de l'appréciation de faits établis scientifiquement et de l'analyse des données;
- b) connaissance adéquate de la constitution, de la physiologie et du comportement des sujets sains et malades, ainsi que de l'influence du milieu naturel et du milieu social sur l'état de santé de l'être humain, dans la mesure où ces éléments ont un rapport avec l'art dentaire;
- c) connaissance adéquate de la structure et de la fonction des dents, de la bouche, des mâchoires et des tissus attenants, sains et malades ainsi que de leurs rapports avec l'état de santé général et le bien-être physique et social du patient;
- d) connaissance adéquate des disciplines et méthodes cliniques qui fournissent un tableau cohérent des anomalies, des lésions et des maladies des dents, de la bouche, des mâchoires et des tissus attenants ainsi que de l'odontologie sous ses aspects préventif, diagnostique et thérapeutique;
- e) expérience clinique adéquate sous surveillance appropriée.

La formation de base de médecin-dentiste confère les compétences nécessaires pour l'ensemble des activités de prévention, de diagnostic et de traitement concernant les anomalies et les maladies des dents, de la bouche, des mâchoires et des tissus attenants.

Art. 35. Formation de médecin-dentiste spécialiste

(1) L'admission à la formation de médecin-dentiste spécialiste suppose l'accomplissement et la validation d'un programme de formation de base de médecin-dentiste telle que visée à l'article 34, ou la possession des documents visés aux articles 23 et 37.

(2) La formation dentaire spécialisée comprend un enseignement théorique et pratique dans un centre universitaire, dans un centre de soins, d'enseignement et de recherche ou dans un établissement de soins de santé agréé à cet effet par les autorités ou organismes compétents.

La formation dentaire spécialisée s'effectue à temps plein pendant une durée minimale de trois ans et sous le contrôle des autorités ou des organismes compétents. Elle comporte une participation personnelle du médecin-dentiste candidat-spécialiste à l'activité et aux responsabilités de l'établissement en question.

(3) La délivrance d'un titre de formation de médecin-dentiste spécialiste est subordonnée à la possession d'un des titres de formation de médecin-dentiste avec formation de base visés à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.3.2.

Art. 36. Exercice des activités professionnelles de médecin-dentiste

(1) Aux fins de la présente loi, les activités professionnelles du médecin-dentiste sont celles définies au paragraphe 3 et exercées sous les titres professionnels repris à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.3.2.

(2) La profession de médecin-dentiste repose sur la formation dentaire visée à l'article 34 et constitue une profession spécifique et distincte de celle de médecin, qu'il soit ou non spécialisé. L'exercice des activités professionnelles de médecin-dentiste suppose la possession d'un titre de formation visé à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.3.2. Sont assimilés aux détenteurs d'un tel titre de formation les bénéficiaires des articles 23 ou 37.

(3) Les médecins-dentistes sont habilités d'une manière générale à accéder aux activités de prévention, de diagnostic et de traitement concernant les anomalies et maladies des dents, de la bouche, des mâchoires et des tissus attenants, ainsi qu'à exercer ces activités, dans le respect des dispositions réglementaires et des règles de déontologie qui régissent la profession aux dates de référence visées à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.3.2.

Art. 37. Droits acquis spécifiques aux médecins-dentistes

(1) Le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît, aux fins de l'exercice des activités professionnelles de médecin-dentiste sous les titres énumérés à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.3.2, les titres de formation de médecin délivrés en Italie, en Espagne, en Autriche, en République tchèque, en Slovaquie et en Roumanie à des personnes ayant commencé leur formation de médecin au plus tard à la date de référence visée à ladite annexe pour l'Etat membre concerné, accompagnés d'une attestation délivrée par les autorités compétentes de cet Etat.

Cette attestation doit certifier le respect des deux conditions suivantes:

- a) que ces personnes se sont consacrées, dans ledit Etat membre, effectivement, licitement et à titre principal aux activités visées à l'article 36, pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la délivrance de l'attestation;
- b) que ces personnes sont autorisées à exercer lesdites activités dans les mêmes conditions que les porteurs du titre de formation figurant pour cet Etat à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.3.2.

Sont dispensées de la pratique professionnelle de trois ans visée au deuxième alinéa, point a), les personnes ayant suivi avec succès des études d'au moins trois années attestées par les autorités compétentes de l'Etat concerné comme étant équivalentes à la formation visée à l'article 34.

En ce qui concerne la République tchèque et la Slovaquie, les titres de formation obtenus dans l'ancienne Tchécoslovaquie bénéficient de la reconnaissance au même titre que les titres de formation tchèques et slovaques et dans les mêmes conditions que celles indiquées dans les alinéas précédents.

(2) Le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît les titres de formation de médecin délivrés en Italie à des personnes ayant commencé leur formation universitaire de médecin après le 28 janvier 1980 et

au plus tard à la date du 31 décembre 1984, accompagnés d'une attestation délivrée par les autorités italiennes compétentes.

Cette attestation doit certifier le respect des trois conditions suivantes:

- a) que ces personnes ont passé avec succès l'épreuve d'aptitude spécifique organisée par les autorités italiennes compétentes afin de vérifier qu'elles possèdent un niveau de connaissances et de compétences comparable à celui des personnes détentrices du titre de formation figurant pour l'Italie à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.3.2;
- b) qu'elles se sont consacrées, en Italie, effectivement, licitement et à titre principal aux activités visées à l'article 36 pendant au moins trois années consécutives au cours de cinq années précédant la délivrance de l'attestation;
- c) qu'elles sont autorisées à exercer ou exercent effectivement, licitement, à titre principal et dans les mêmes conditions que les titulaires du titre de formation figurant pour l'Italie à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.3.2, les activités visées à l'article 36.

Sont dispensées de l'épreuve d'aptitude visée au deuxième alinéa, point a), les personnes ayant suivi avec succès au moins trois années d'études attestées par les autorités compétentes comme étant équivalentes à la formation visée à l'article 34.

Les personnes ayant commencé leur formation universitaire de médecin après le 31 décembre 1984 sont assimilées à celles visées ci-dessus, à condition que les trois années d'études mentionnées aient commencé avant le 31 décembre 1994.

(3) Concernant les titres de formation de médecin-dentiste, sont reconnus les titres conformément à l'article 21 dans les cas où les demandeurs ont commencé leur formation avant le 18 janvier 2016.

(4) Le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît les titres de formation de médecin délivrés en Espagne à des professionnels ayant commencé leur formation universitaire de médecin entre le 1^{er} janvier 1986 et le 31 décembre 1997, accompagnés d'une attestation délivrée par les autorités compétentes espagnoles.

Cette attestation confirme le respect des conditions suivantes:

- a) le professionnel concerné a suivi avec succès au moins trois années d'études attestées par les autorités compétentes espagnoles comme étant équivalentes à la formation visée à l'article 34;
- b) le professionnel concerné a exercé effectivement, légalement et à titre principal les activités visées à l'article 36 en Espagne pendant au moins trois années consécutives au cours de cinq années précédant la délivrance de l'attestation;
- c) le professionnel concerné est autorisé à exercer ou exerce effectivement, légalement et à titre principal les activités visées à l'article 36, dans les mêmes conditions que les titulaires du titre de formation figurant pour l'Espagne à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.3.2.

Section 5 – Médecin-vétérinaire

Art. 38. Formation de médecin-vétérinaire

(1) La formation de médecin-vétérinaire comprend au total au moins cinq années d'études théoriques et pratiques à temps plein, durée qui peut en outre être exprimée en crédits d'enseignement ECTS équivalents, est dispensée dans une université, dans un établissement d'enseignement supérieur d'un niveau reconnu comme équivalent ou sous la surveillance d'une université et porte au moins sur le programme figurant à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.4.1.

(2) L'admission à la formation de médecin-vétérinaire suppose la possession d'un diplôme ou certificat donnant accès, pour les études en cause, aux établissements universitaires ou aux instituts supérieurs d'un niveau reconnu comme équivalent d'un Etat membre.

(3) La formation de médecin-vétérinaire donne la garantie que le professionnel concerné a acquis les connaissances et les aptitudes suivantes:

- a) une connaissance adéquate des sciences sur lesquelles se fondent les activités de vétérinaire et du droit de l'Union régissant ces activités;

- b) une connaissance adéquate de l'organisme, des fonctions, du comportement et des besoins physiologiques des animaux ainsi que les aptitudes et compétences nécessaires à leur élevage, leur alimentation, leur bien-être, leur reproduction et leur hygiène en général;
- c) les aptitudes et compétences cliniques, épidémiologiques et analytiques requises pour la prévention, le diagnostic et le traitement des maladies des animaux, y compris l'anesthésie, la chirurgie sous asepsie et la mort sans douleur, qu'ils soient considérés individuellement ou en groupe, ainsi qu'une connaissance spécifique des maladies transmissibles à l'homme;
- d) une connaissance, des aptitudes et compétences adéquates en médecine préventive, y compris des compétences en matière d'enquête et de certification;
- e) une connaissance adéquate de l'hygiène et de la technologie mise en œuvre lors de la production, de la fabrication et de la mise en circulation d'aliments pour animaux ou de denrées alimentaires d'origine animale destinées à la consommation humaine, y compris les aptitudes et compétences nécessaires à la compréhension et à l'explication des bonnes pratiques dans ce domaine;
- f) les connaissances, aptitudes et compétences nécessaires pour une utilisation responsable et raisonnable des médicaments vétérinaires afin de traiter les animaux et d'assurer la sécurité de la chaîne alimentaire et la protection de l'environnement.

Art. 39. Droits acquis spécifiques aux médecins-vétérinaires

Sans préjudice de l'article 23, paragraphe 4, pour les ressortissants des Etats membres dont les titres de formation de médecin-vétérinaire ont été délivrés par l'Estonie ou dont la formation a commencé dans cet Etat avant le 1^{er} mai 2004, le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît ces titres de formation s'ils sont accompagnés d'une attestation déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé en Estonie les activités en cause pendant au moins cinq années consécutives au cours des sept années précédant la date de délivrance de l'attestation.

Section 6 – Sage-femme

Art. 40. Formation de sage-femme

(1) La formation de sage-femme comprend au total au moins une des formations suivantes:

- a) une formation spécifique à temps plein de sage-femme d'au moins trois années d'études théoriques et pratiques (voie I) portant au moins sur le programme figurant à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.5.1;
- b) une formation spécifique à temps plein de sage-femme de dix-huit mois (voie II) portant au moins sur le programme figurant à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.5.1, n'ayant pas fait l'objet d'un enseignement équivalent dans le cadre de la formation d'infirmier.

(2) L'admission à la formation de sage-femme est subordonnée à l'une des conditions suivantes:

- a) l'accomplissement de 12 années au moins de formation scolaire générale ou la possession d'un certificat attestant de la réussite à un examen, d'un niveau équivalent, d'accès à une école de sage-femme pour la voie I;
- b) la possession d'un titre de formation d'infirmier visé à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.2.2, pour la voie II.

(3) La formation de sage-femme donne la garantie que le professionnel concerné a acquis les connaissances et les aptitudes suivantes:

- a) une connaissance approfondie des sciences qui sont à la base des activités de sage-femme, à savoir de la maïeutique, de l'obstétrique et de la gynécologie;
- b) une connaissance adéquate de la déontologie de la profession et de la législation applicable à la pratique de la profession;
- c) des connaissances adéquates en médecine (fonctions biologiques, anatomie et physiologie) et de pharmacologie dans le domaine de l'obstétrique et du nouveau-né, ainsi qu'une connaissance des relations existant entre l'état de santé et l'environnement physique et social de l'être humain, et de son comportement;
- d) une expérience clinique adéquate acquise dans des établissements agréés permettant à la sage-femme de dispenser, de façon indépendante et sous sa propre responsabilité, dans la mesure nécessaire et

à l'exclusion des cas pathologiques, les soins prénataux, de procéder à un accouchement et d'en assurer les suites dans des établissements agréés, et de superviser le travail et la naissance, les soins postnataux et la réanimation néonatale dans l'attente d'un médecin;

- e) une compréhension adéquate de la formation du personnel de santé et expérience de la collaboration avec ce personnel.

(4) Le Lycée Technique pour Professions de Santé organise la formation de sage-femme, qui est sanctionnée par un brevet de technicien supérieur spécialisé, mention „sage-femme“, et par le diplôme d'Etat de sage-femme. Cette formation à temps plein porte sur trois ans d'enseignement théorique et clinique, et elle répond aux critères fixés au présent article.

Le programme d'études et les grilles horaires sont précisés par règlement grand-ducal.

L'accès à la formation est régi par les dispositions du Chapitre 3 – Admission aux études de la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur, à l'exception des dispositions du paragraphe 2 de l'article 10.

Art. 41. Modalités de la reconnaissance des titres de formation de sage-femme

(1) Les titres de formation de sage-femme visés à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.5.2, bénéficient de la reconnaissance automatique au titre de l'article 21 s'ils satisfont à l'un des critères suivants:

- a) une formation à temps plein de sage-femme d'au moins trois ans, qui peut en outre être exprimée en crédits ECTS équivalents, comprenant au moins 4.600 heures d'enseignement théorique et pratique, dont un tiers au moins de la durée minimale est constitué de pratique clinique;
- b) une formation à temps plein de sage-femme d'au moins deux ans, qui peut en outre être exprimée en crédits ECTS équivalents, comprenant au moins 3.600 heures, subordonnée à la possession d'un titre de formation d'infirmier visé à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.2.2;
- c) une formation à temps plein de sage-femme d'au moins 18 mois, qui peut en outre être exprimée en crédits ECTS équivalents, comprenant au moins 3.000 heures, subordonnée à la possession d'un titre de formation d'infirmier visé à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.2.2, et suivie d'une pratique professionnelle d'un an pour laquelle est délivrée une attestation conformément au paragraphe 2.

(2) L'attestation visée au paragraphe 1^{er} est délivrée par les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine. Elle certifie que le bénéficiaire, après avoir obtenu le titre de formation de sage-femme, a exercé de façon satisfaisante, dans un hôpital ou dans un établissement de soins de santé agréé à cet effet, toutes les activités de sage-femme pendant la durée correspondante.

Art. 42. Exercice des activités professionnelles de sage-femme

(1) Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux activités de la sage-femme telles qu'elles sont définies par chaque Etat membre, sans préjudice du paragraphe 2, et exercées sous les titres professionnels repris à l'annexe V de la directive, point 5.5.2.

(2) Les sages-femmes sont au moins habilitées à accéder aux activités visées ci-après et à les exercer:

- a) assurer une bonne information et conseiller en matière de planification familiale;
- b) diagnostiquer la grossesse, puis surveiller la grossesse normale, effectuer les examens nécessaires à la surveillance de l'évolution de la grossesse normale;
- c) prescrire ou conseiller les examens nécessaires au diagnostic le plus précoce possible de toute grossesse à risque;
- d) établir un programme de préparation des futurs parents à leur rôle et les conseiller en matière d'hygiène et d'alimentation, assurer la préparation complète à l'accouchement;
- e) assister la parturiente pendant le déroulement du travail et surveiller l'état du fœtus in utero par les moyens cliniques et techniques appropriés;
- f) pratiquer l'accouchement normal, y compris, au besoin, l'épisiotomie et, en cas d'urgence, pratiquer l'accouchement par le siège;

- g) déceler chez la mère ou l'enfant les signes annonciateurs d'anomalies qui nécessitent l'intervention d'un médecin et assister ce dernier s'il y a lieu; prendre les mesures d'urgence qui s'imposent en l'absence du médecin, notamment l'extraction manuelle du placenta, éventuellement suivie de la révision utérine manuelle;
- h) examiner le nouveau-né et en prendre soin; prendre toutes les initiatives qui s'imposent en cas de besoin et pratiquer, le cas échéant, la réanimation immédiate;
- i) prendre soin de la parturiente, surveiller les suites de couches de la mère et donner tous conseils utiles permettant d'élever le nouveau-né dans les meilleures conditions;
- j) pratiquer les soins prescrits par un médecin;
- k) établir les rapports écrits nécessaires.

Art. 43. Droits acquis spécifiques aux sages-femmes

(1) Le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît comme preuve suffisante pour les ressortissants des Etats membres dont les titres de formation de sage-femme répondent à l'ensemble des exigences minimales de formation prévues à l'article 40, mais, en vertu de l'article 41, ne sont reconnus que s'ils sont accompagnés de l'attestation de pratique professionnelle visée à l'article 41, paragraphe 2, les titres de formation délivrés par ces Etats membres avant la date de référence visée à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.5.2, accompagnés d'une attestation certifiant que ces ressortissants se sont consacrés effectivement et licitement aux activités en cause pendant au moins deux années consécutives au cours des cinq années précédant la délivrance de l'attestation.

En ce qui concerne les titres de formation de sage-femme, le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît automatiquement les titres pour l'obtention desquels le demandeur a commencé la formation avant le 18 janvier 2016, et dont les conditions d'admission à la formation consistaient soit en dix années de formation générale ou un niveau équivalent pour la voie I, soit en l'accomplissement d'une formation d'infirmier attestée par la possession d'un titre de formation d'infirmier visé à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.2.2, avant de commencer une formation de sage-femme relevant de la voie II.

(2) Les dispositions du paragraphe 1^{er} s'appliquent aux ressortissants des Etats membres dont les titres de formation de sage-femme sanctionnent une formation qui a été acquise sur le territoire de l'ancienne République démocratique allemande et qui répond à l'ensemble des exigences minimales de formation prévues à l'article 40, mais, en vertu de l'article 41, ces titres ne sont reconnus que s'ils sont accompagnés de l'attestation de pratique professionnelle visée à l'article 41, paragraphe 2, lorsqu'ils sanctionnent une formation qui a commencé avant le 3 octobre 1990.

(3) Le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît les titres de formation de sage-femme qui:

- a) ont été délivrés en Pologne aux sages-femmes ayant achevé leur formation avant le 1^{er} mai 2004 et qui ne répondent pas aux exigences minimales en matière de formation prévues à l'article 40; et
- b) sont sanctionnés par un diplôme de licence/bachelier obtenu sur la base d'un programme spécial de revalorisation prévu:
 - i) à l'article 11 de la loi du 20 avril 2004 modifiant la loi sur les professions d'infirmier et de sage-femme et concernant certains autres actes juridiques (Journal officiel de la République polonaise de 2004, n° 92, pos. 885 et de 2007, n° 176, pos. 1237) et dans le règlement du ministère de la santé du 11 mai 2004 sur les conditions détaillées relatives aux cours dispensés aux infirmiers et aux sages-femmes titulaires d'un certificat d'enseignement secondaire (examen final – *matura*) et diplômés d'un lycée professionnel médical ou d'un établissement d'enseignement professionnel médical formant des infirmiers et des sages-femmes (Journal officiel de la République polonaise de 2004, n° 110, pos. 1170 et de 2010, n° 65, pos. 420); ou
 - ii) à l'article 53.3, point 3, de la loi du 15 juillet 2011 sur les professions d'infirmier et de sage-femme (Journal officiel de la République polonaise de 2011, n° 174, pos. 1039) et dans le règlement du ministère de la santé du 14 juin 2012 sur les conditions détaillées relatives aux cours de niveau supérieur dispensés aux infirmiers et aux sages-femmes titulaires d'un certificat d'enseignement secondaire (examen final – *matura*) et diplômés d'un établissement d'enseignement secondaire médical ou d'enseignement supérieur formant des infirmiers et des sages-femmes (Journal officiel de la République polonaise de 2012, pos. 770),

dans le but de vérifier que les sages-femmes ont un niveau de connaissance et de compétence comparable à celui des sages-femmes détentrices des diplômes énumérés pour la Pologne à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.5.2.

(4) En ce qui concerne les titres roumains de sage-femme, seules les dispositions ci-après en matière de droits acquis s'appliqueront:

Pour les ressortissants des Etats membres dont les titres de sage-femme (*asistent medical obstetrică-ginecologie*/infirmier en gynécologie et obstétrique) ont été délivrés par la Roumanie avant la date d'adhésion et qui ne répondent pas aux exigences minimales en matière de formation prévues par l'article 40, sont reconnus aux fins de l'exercice des activités de sage-femme lesdits titres s'ils sont accompagnés d'un certificat déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé en Roumanie les activités de sage-femme pendant au moins cinq années consécutives au cours des sept années précédant la date de délivrance du certificat.

(5) Les droits acquis concernant les sages-femmes ne s'appliquent pas aux titres ci-après qui ont été obtenus en Croatie avant le 1^{er} juillet 2013; *viša medicinska sestra ginekološko-opstetričkog smjera* (infirmière senior en gynécologie-obstétrique), *medicinska sestra ginekološko-opstetričkog smjera* (infirmière en gynécologie-obstétrique), *viša medicinska sestra primaljskog smjera* (infirmière senior ayant un diplôme de sage-femme), *medicinska sestra primaljskog smjera* (infirmière ayant un diplôme de sage-femme), *ginekološko-opstetrička primalja* (sage-femme en gynécologie-obstétrique) et *primalja* (sage-femme).

Section 7 – Pharmacien

Art. 44. Formation de pharmacien

(1) L'admission à la formation de pharmacien suppose la possession d'un diplôme ou certificat donnant accès, pour les études en cause, aux universités ou aux établissements d'enseignement supérieur d'un niveau reconnu comme équivalent, d'un Etat membre.

(2) Le titre de formation de pharmacien sanctionne une formation s'étendant au moins sur une durée de cinq années, qui peut en outre être exprimée en crédits d'enseignement ECTS équivalents, dont au moins:

- a) quatre années d'enseignement théorique et pratique à temps plein dans une université, un établissement d'enseignement supérieur d'un niveau reconnu comme équivalent ou sous la surveillance d'une université;
- b) pendant ou à la fin de l'enseignement théorique et pratique, six mois de stage dans une pharmacie ouverte au public ou dans un hôpital sous la surveillance du service pharmaceutique de cet hôpital.

Le cycle de formation visé au présent paragraphe porte au moins sur le programme figurant à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.6.1.

(3) La formation de pharmacien donne la garantie que l'intéressé a acquis les connaissances et les compétences suivantes:

- a) connaissance adéquate des médicaments et des substances utilisées pour la fabrication des médicaments;
- b) connaissance adéquate de la technologie pharmaceutique et du contrôle physique, chimique, biologique et microbiologique des médicaments;
- c) connaissance adéquate du métabolisme, des effets des médicaments et de l'action des produits toxiques ainsi que de l'utilisation des médicaments;
- d) connaissance adéquate permettant d'évaluer les données scientifiques concernant les médicaments pour pouvoir fournir sur cette base des informations appropriées;
- e) connaissance adéquate des conditions légales et autres en matière d'exercice des activités pharmaceutiques.

Art. 45. Exercice des activités professionnelles de pharmacien

(1) Aux fins de la présente loi, les activités de pharmacien sont celles dont l'accès et l'exercice sont subordonnés, dans un ou plusieurs Etats membres, à des conditions de qualification professionnelle et qui sont ouvertes aux titulaires d'un des titres de formation visés à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.6.2.

(2) Les titulaires d'un titre de formation universitaire ou d'un niveau reconnu équivalent en pharmacie remplissant les exigences de l'article 44 sont habilités à accéder aux activités visées ci-après et à les exercer:

- a) préparation de la forme pharmaceutique des médicaments;
- b) fabrication et contrôle des médicaments;
- c) contrôle des médicaments dans un laboratoire de contrôle des médicaments;
- d) stockage, conservation et distribution des médicaments au stade du commerce de gros;
- e) approvisionnement, préparation, contrôle, stockage, distribution et dispensation de médicaments sûrs et efficaces de la qualité requise dans les pharmacies ouvertes au public;
- f) préparation, contrôle, stockage et dispensation de médicaments sûrs et efficaces de la qualité requise dans les hôpitaux;
- g) diffusion d'information et de conseils sur les médicaments, y compris sur leur bonne utilisation;
- h) rapport aux autorités compétentes du nombre d'effets indésirables des produits pharmaceutiques;
- i) assistance personnalisée des patients en situation d'automédication;
- j) contribution à des campagnes locales ou nationales de santé publique.

(3) Lorsque, dans un Etat membre, l'accès à l'une des activités de pharmacien ou son exercice sont subordonnés, outre la possession d'un titre de formation visé à l'annexe V, point 5.6.2, à l'exigence d'une expérience professionnelle complémentaire, cet Etat membre reconnaît comme preuve suffisante à cet égard une attestation des autorités compétentes de l'Etat membre d'origine selon laquelle l'intéressé a exercé lesdites activités dans l'Etat membre d'origine pendant une durée égale.

(4) La reconnaissance visée au paragraphe 3 ne joue pas en ce qui concerne l'expérience professionnelle de deux ans exigée par le Grand-Duché de Luxembourg pour l'attribution d'une concession d'Etat de pharmacie ouverte au public.

Section 8 – Architecte

Art. 46. Formation d'architecte

(1) La formation d'architecte comprend:

- a) au total au moins cinq années d'études à temps plein, dans une université ou un établissement d'enseignement comparable, sanctionnées par la réussite à un examen de niveau universitaire; ou
- b) au moins quatre années d'études à temps plein, dans une université ou un établissement d'enseignement comparable, sanctionnées par la réussite à un examen de niveau universitaire et par un certificat attestant l'accomplissement d'au moins deux années de stage professionnel, conformément au paragraphe 4.

(2) L'architecture constitue l'élément principal de l'enseignement visé au paragraphe 1^{er}. Cet enseignement maintient un équilibre entre les aspects théoriques et pratiques de la formation en architecture et garantit au moins l'acquisition des connaissances, aptitudes et compétences suivantes:

- a) aptitude à concevoir des réalisations architecturales répondant à la fois à des exigences esthétiques et techniques;
- b) connaissance adéquate de l'histoire et des théories de l'architecture ainsi que des arts, des technologies et des sciences humaines connexes;
- c) connaissance des beaux-arts en tant que facteurs susceptibles d'influer sur la qualité de la conception architecturale;
- d) connaissance adéquate en ce qui concerne l'urbanisme, la planification et les techniques mises en œuvre dans le processus de planification;
- e) compréhension des relations entre les hommes et les créations architecturales, d'une part, les créations architecturales et leur environnement, d'autre part, ainsi que de la nécessité d'accorder entre eux créations architecturales et espaces en fonction des nécessités et de l'échelle humaine;
- f) compréhension de la profession d'architecte et de son rôle dans la société, en élaborant des projets tenant compte des facteurs sociaux;

- g) connaissance des méthodes de recherche et de préparation du projet de construction;
- h) connaissance des problèmes de conception structurale, de construction et de génie civil liés à la conception des bâtiments;
- i) connaissance appropriée des problèmes physiques et des technologies ainsi que celle de la fonction des constructions, de manière à doter celles-ci de tous les éléments de confort intérieur et de protection climatique, dans le cadre du développement durable;
- j) capacité technique lui permettant de concevoir des constructions satisfaisant aux exigences des usagers tout en respectant les limites imposées par les impératifs des budgets et des réglementations en matière de construction;
- k) connaissance appropriée des industries, des organisations, des réglementations et des procédures intervenant lors de la concrétisation des projets en bâtiment et de l'intégration des plans dans la planification.

(3) Le nombre d'années d'études universitaires visé aux paragraphes 1^{er} et 2 peut en outre être exprimé en crédits d'enseignement ECTS équivalents.

(4) Le stage professionnel visé au paragraphe 1^{er}, point b), se déroule uniquement après l'accomplissement des trois premières années d'étude. Au moins une année du stage professionnel contribue à développer les connaissances, aptitudes et compétences acquises au cours de l'enseignement visé au paragraphe 2. Pour ce faire, le stage professionnel est effectué sous la surveillance d'une personne ou d'une entité qui a été agréée par l'autorité compétente dans l'Etat membre d'origine. Ce stage surveillé peut se dérouler dans n'importe quel pays. Le stage professionnel est évalué par l'autorité compétente de l'Etat membre d'origine.

Art. 47. Dérogations aux conditions de la formation d'architecte

Par dérogation à l'article 46, est également reconnue comme conforme à l'article 21, dans le cadre de la promotion sociale ou d'études universitaires à temps partiel, la formation répondant aux exigences énoncées à l'article 46, paragraphe 2, sanctionnée par un examen en architecture réussi par un professionnel travaillant depuis sept ans ou plus dans le domaine de l'architecture sous le contrôle d'un architecte ou d'un bureau d'architectes. Cet examen doit être de niveau universitaire et équivalent à l'examen de fin d'études visé à l'article 46, paragraphe 1^{er}, point b).

Art. 48. Exercice des activités professionnelles d'architecte

(1) Aux fins de la présente loi, les activités professionnelles d'architecte sont celles exercées habituellement sous le titre professionnel d'architecte.

(2) Le Grand-Duché de Luxembourg considère comme remplissant les conditions requises pour exercer les activités d'architecte, sous le titre professionnel d'architecte, les ressortissants d'un Etat membre autorisés à porter ce titre en application d'une loi attribuant à l'autorité compétente d'un Etat membre la faculté d'accorder ce titre aux ressortissants des Etats membres qui se seraient particulièrement distingués par la qualité de leurs réalisations dans le domaine de l'architecture. Un certificat délivré par leur Etat membre d'origine doit attester que les activités des intéressés relèvent de l'architecture.

Art. 49. Droits acquis spécifiques aux architectes

(1) Le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît les titres de formation d'architecte visés à l'annexe VI de la directive 2005/36/CE, délivrés par les autres Etats membres et sanctionnant une formation qui a commencé au plus tard au cours de l'année académique de référence figurant à ladite annexe, même s'ils ne répondent pas aux exigences minimales visées à l'article 46, en leur donnant le même effet sur son territoire qu'aux titres de formation d'architecte qu'il délivre en ce qui concerne l'accès aux activités professionnelles d'architecte et leur exercice.

Sont reconnues, dans ces conditions, les attestations des autorités compétentes de la République fédérale d'Allemagne sanctionnant l'équivalence des titres de formation délivrés à partir du 8 mai 1945 par les autorités compétentes de la République démocratique allemande avec les titres figurant à ladite annexe.

Le présent paragraphe s'applique également aux titres de formation d'architecte énumérés à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, dans la mesure où cette formation a commencé avant le 18 janvier 2016.

(2) Sans préjudice du paragraphe 1^{er}, le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît, en leur donnant en ce qui concerne l'accès aux activités professionnelles d'architecte et l'exercice de celles-ci sous le titre professionnel d'architecte, le même effet sur son territoire qu'aux titres de formation qu'il délivre, les attestations délivrées aux ressortissants des Etats membres par les Etats membres qui ont édicté des règles en matière d'accès aux activités d'architecte et d'exercice de ces activités aux dates suivantes:

- a) le 1^{er} janvier 1995 pour l'Autriche, la Finlande et la Suède;
- b) le 1^{er} mai 2004 pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie;
- c) le 1^{er} juillet 2013 pour la Croatie;
- d) le 5 août 1987 pour les autres Etats membres.

Les attestations visées au premier alinéa certifient que leur titulaire a reçu l'autorisation de porter le titre professionnel d'architecte au plus tard à cette date et s'est consacré effectivement, dans le cadre des règles précitées, aux activités en cause pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la délivrance de l'attestation.

(3) Le Grand-Duché de Luxembourg donne au titre suivant le même effet sur son territoire qu'aux titres des formations qu'il délivre en ce qui concerne l'accès aux activités professionnelles d'architecte et leur exercice: titre sanctionnant une formation existant depuis le 5 août 1985 et commencée au plus tard le 17 janvier 2014, dispensée par des *Fachhochschulen* en République fédérale d'Allemagne pendant une période de trois ans, répondant aux exigences visées à l'article 46, paragraphe 2, et donnant accès aux activités visées à l'article 48 dans cet Etat membre sous le titre professionnel d'architecte, pour autant que la formation ait été suivie d'une expérience professionnelle de quatre ans en République fédérale d'Allemagne, attestée par un certificat délivré par l'autorité compétente dans les registres de laquelle figure le nom de l'architecte souhaitant bénéficier des dispositions de la présente loi.

Chapitre 6 – Dispositions communes en matière d'établissement

Art. 50. Demande de reconnaissance de la qualification professionnelle

(1) La demande de reconnaissance des qualifications professionnelles émanant d'un demandeur qui souhaite exercer une profession ou activité réglementées doit être introduite selon les modalités suivantes:

- a) la demande est introduite auprès de l'autorité compétente;
- b) la demande comprend la preuve de la nationalité du demandeur;
- c) la demande comprend une copie de l'attestation de compétences ou du titre de formation auxquels le demandeur se réfère, ainsi que, le cas échéant, des documents prouvant l'expérience professionnelle pertinente;
- d) la demande et ses annexes sont rédigées dans une des langues administratives suivant l'article 3 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues ou en langue anglaise, ou sont accompagnées d'une traduction effectuée par un traducteur assermenté dans une de ces langues;
- e) en ce qui concerne les ressortissants assimilés tels que définis sous l'article 3, point q), les documents attestant le bénéfice des dispositions des points i) à iii) de l'article 3, point q) précité, doivent avoir été établis par le ministre ayant l'Immigration dans ses attributions;
- f) la demande est redevable d'une taxe de 75 euros.

(2) En cas de doute justifié, l'autorité compétente luxembourgeoise peut exiger des autorités compétentes d'un Etat membre une confirmation de l'authenticité des attestations et des titres de formation délivrés dans cet Etat membre.

(3) En cas de doute justifié, l'autorité compétente luxembourgeoise est en droit de vérifier auprès de l'organisme compétent de l'Etat membre d'origine où la délivrance a eu lieu:

- a) si la formation dispensée par l'établissement concerné a été formellement certifiée par l'établissement d'enseignement situé dans l'Etat membre d'origine où la délivrance a eu lieu;
- b) si le titre de formation délivré est le même que celui qui aurait été délivré si la formation avait été entièrement suivie dans l'Etat membre d'origine où la délivrance a eu lieu;
- c) si le titre de formation confère les mêmes droits d'accès à la profession sur le territoire de l'Etat membre d'origine où la délivrance a eu lieu.

L'autorité compétente luxembourgeoise peut inviter le demandeur à fournir des informations et des documents complémentaires concernant sa formation ou son expérience professionnelle pertinente dans la mesure nécessaire pour déterminer son niveau et son contenu, ainsi que l'existence éventuelle de différences substantielles avec le niveau de la formation exigé au Grand-Duché de Luxembourg. Sous peine de caducité de la demande de reconnaissance de la qualification professionnelle, le demandeur dispose d'un délai de 3 mois pour fournir ces compléments. Ce délai peut être prorogé, au maximum deux fois, de trois mois sur demande dûment motivée.

(4) En cas de doute justifié, l'autorité compétente luxembourgeoise peut exiger des autorités compétentes d'un Etat membre une confirmation du fait que l'exercice de la profession en question par le demandeur n'est pas suspendu ou interdit en raison d'une faute professionnelle grave ou d'une condamnation pour infraction pénale liée à l'exercice de l'une ou l'autre de ses activités professionnelles.

(5) L'échange d'informations entre les autorités compétentes des différents Etats membres en vertu du présent article s'effectue via le système d'information du marché intérieur, désigné ci-après par „IMI“.

(6) Pour les cas visés à l'article 16 de la présente loi, une attestation portant sur la nature et la durée de l'activité, délivrée par l'autorité compétente de l'Etat membre d'origine, est demandée.

(7) Sans préjudice d'autres dispositions particulières de la présente loi, l'autorité compétente luxembourgeoise peut contrôler l'authenticité des attestations et des titres de formation délivrés par un pays tiers.

(8) Les décisions concernant la reconnaissance des qualifications professionnelles sont prises par l'autorité compétente luxembourgeoise sur avis d'une commission ad hoc dont la nomination, le fonctionnement et l'indemnisation sont définis par règlement grand-ducal. L'autorité compétente prend une des décisions suivantes:

- refus de reconnaissance;
- constat de différences substantielles et indication des mesures compensatoires visées à l'article 14;
- acceptation de la reconnaissance.

(9) En cas de constat de différences substantielles, l'autorité compétente instaure un jury appelé à organiser et évaluer les mesures de compensation visées à l'article 14 de la présente loi. La nomination, le fonctionnement et l'indemnisation des jurys sont définis par règlement grand-ducal.

Art. 51. Procédure visant à obtenir l'autorisation d'exercer une profession réglementée

(1) Lorsque l'autorité compétente luxembourgeoise subordonne l'accès à une profession réglementée à la production de preuves relatives à l'honorabilité, à la moralité ou à l'absence de faillite, ou suspend ou interdit l'exercice d'une telle profession en cas de faute professionnelle grave ou d'infraction pénale, elle accepte comme preuve suffisante pour les ressortissants des Etats membres qui veulent exercer cette profession sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg la production de documents délivrés par les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine ou de provenance, dont il résulte que ces exigences sont satisfaites.

Lorsque les documents visés à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe ne sont pas délivrés par les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine ou de provenance, ils sont remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle, faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative compétente ou devant un notaire ou un organisme professionnel qualifié de l'Etat membre d'origine ou de provenance, qui délivrera une attestation faisant foi de ce serment ou de cette déclaration solennelle.

Lorsque l'autorité compétente luxembourgeoise exige de ses ressortissants, pour l'accès à une profession réglementée, un document relatif à la santé physique ou psychique du demandeur, elle accepte comme preuve suffisante la production du document exigé dans l'Etat membre d'origine.

Lorsque l'Etat membre d'origine n'exige pas de documents de cette nature, l'autorité compétente luxembourgeoise accepte une attestation délivrée par une autorité compétente de cet Etat.

Lorsque l'autorité compétente luxembourgeoise exige de ses ressortissants, pour l'accès à une profession réglementée, une preuve de la capacité financière du demandeur ou la preuve que le demandeur est assuré contre les risques pécuniaires liés à la responsabilité professionnelle conformément aux lois et règlements en vigueur en ce qui concerne les modalités et l'étendue de cette garantie, elle accepte comme preuve suffisante une attestation afférente délivrée par les banques et entreprises d'assurance d'un autre Etat membre.

Les documents visés au présent paragraphe ne peuvent dater de plus de trois mois, lors de leur production.

(2) L'autorité compétente luxembourgeoise accuse réception du dossier du demandeur dans un délai d'un mois à compter de sa réception et l'informe de tout document manquant.

L'autorité compétente luxembourgeoise prend une décision concernant la demande dans un délai de trois mois après avoir constaté que le dossier de demande est complet.

(3) Toutes les procédures prévues au présent article sont effectuées conformément à l'article 8 de la loi modifiée du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur. Les délais de procédure visés à l'article 7, paragraphe 4, et au présent article commencent à courir au moment de la réception de la déclaration et des documents joints.

Art. 52. Port du titre professionnel

(1) Lorsqu'au Grand-Duché de Luxembourg, le port du titre professionnel concernant l'une des activités de la profession en cause est réglementé, les ressortissants des autres Etats membres qui sont autorisés à exercer une profession réglementée sur la base du titre III, chapitres 1^{er} à 3 et 5 à 6, portent le titre professionnel luxembourgeois, qui y correspond à cette profession, et font usage de son abréviation éventuelle.

(2) Lorsqu'une profession est réglementée au Grand-Duché de Luxembourg par une association ou organisation au sens de l'article 3, point a), alinéa 2, les ressortissants des Etats membres ne sont autorisés à utiliser le titre professionnel délivré par cette organisation ou association, ou son abréviation, que s'ils produisent la preuve qu'ils sont membres de ladite organisation ou association.

Lorsque l'association ou l'organisation subordonne l'acquisition de la qualité de membre à certaines qualifications, elle ne peut le faire que dans les conditions prévues par la présente loi à l'égard des ressortissants d'autres Etats membres qui possèdent des qualifications professionnelles.

TITRE IV

Modalités d'exercice de la profession

Art. 53. Connaissances linguistiques

(1) Les professionnels bénéficiant de la reconnaissance des qualifications professionnelles doivent avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession au Grand-Duché de Luxembourg.

(2) Tout contrôle effectué par, ou sous la surveillance de, l'autorité compétente pour le contrôle du respect de l'obligation visée au paragraphe 1^{er}, est limité à la connaissance d'une langue officielle ou d'une langue administrative sous réserve que cette dernière soit également une langue officielle de l'Union.

(3) Les contrôles réalisés conformément au paragraphe 2 peuvent être imposés si la profession à exercer a des implications en matière de sécurité des patients. Des contrôles peuvent être imposés pour d'autres professions s'il existe un doute sérieux et concret sur le niveau suffisant des connaissances linguistiques du professionnel au regard des activités professionnelles qu'il entend exercer.

Les contrôles peuvent être réalisés seulement après la délivrance d'une carte professionnelle européenne ou après la reconnaissance d'une qualification professionnelle, selon le cas.

(4) Le contrôle linguistique est proportionné à l'activité à exercer.

Art. 54. Port du titre de formation

Sans préjudice des articles 7 et 52, le droit de faire usage de leur titre de formation qui leur a été conféré dans l'Etat d'origine, et éventuellement de son abréviation, dans la langue de cet Etat est reconnu aux demandeurs de la reconnaissance. Le titre doit être suivi des noms et lieu de l'établissement ou du jury qui l'a délivré. Lorsque le titre de formation de l'Etat d'origine peut être confondu au Grand-Duché de Luxembourg avec un titre y exigeant une formation complémentaire non acquise par le bénéficiaire, celui-ci ne doit utiliser le titre de formation de l'Etat d'origine dans une forme appropriée qui lui est indiquée par l'autorité compétente luxembourgeoise. Le titre de formation est défini dans le registre des titres de formation créé au titre V, chapitre 4 de la présente loi.

Art. 55. Reconnaissance des stages professionnels

(1) Si l'accès à une profession réglementée dans l'Etat d'origine est subordonné à l'accomplissement d'un stage professionnel, l'autorité compétente luxembourgeoise reconnaît, lorsqu'elle examine une demande d'autorisation d'exercer la profession réglementée, les stages professionnels effectués dans un autre Etat membre sous réserve que le stage soit conforme aux lignes directrices publiées visées au paragraphe 2, et tient compte des stages professionnels effectués dans un pays tiers.

(2) La reconnaissance du stage professionnel ne remplace aucune des exigences imposées pour la réussite d'un examen afin d'obtenir l'accès à la profession en question. Les autorités compétentes luxembourgeoises publient des lignes directrices relatives à l'organisation et à la reconnaissance des stages professionnels effectués dans un autre Etat membre ou dans un pays tiers.

TITRE V

Coopération administrative et procédures

Chapitre 1^{er} – Autorités compétentes et accès en ligne

Art. 56. Autorités compétentes

(1) Les autorités compétentes luxembourgeoises collaborent étroitement avec les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine. Les autorités compétentes se prêtent une assistance mutuelle afin de faciliter l'application de la directive 2005/36/CE et de la présente loi. Elles assurent la confidentialité des informations qu'elles échangent.

(2) Elles échangent des informations sur les sanctions disciplinaires ou pénales qui ont été prises ou sur des faits graves et précis susceptibles d'avoir des conséquences sur l'exercice d'activités au titre de la présente loi. Ce faisant, elles respectent les règles sur la protection des données à caractère personnel prévues dans la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Dans la mesure où le Grand-Duché de Luxembourg est l'Etat membre d'origine, il examine la véracité des faits, et ses autorités compétentes décident de la nature et de l'ampleur des investigations qui doivent être faites et communiquent à l'Etat membre d'accueil les conséquences qu'elles tirent des informations transmises.

(3) Aux fins des paragraphes 1^{er} et 2, les autorités compétentes utilisent l'IMI.

Art. 57. Accès central à l'information en ligne

Les informations suivantes sont publiées en ligne au moyen du guichet unique visé à l'article 6 de la loi modifiée du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur et régulièrement mises à jour:

a) une liste des toutes les professions réglementées au Grand-Duché de Luxembourg comprenant les coordonnées des autorités compétentes pour chaque profession réglementée et du centre d'assistance;

- b) une liste des professions pour lesquelles une carte professionnelle européenne est disponible indiquant le fonctionnement de la carte, y compris tous les frais connexes à la charge des professionnels, et les autorités compétentes pour la délivrance de cette carte;
- c) une liste de toutes les professions ayant des implications en matière de santé ou de sécurité publiques, en application de l'article 7, paragraphe 4;
- d) une liste des formations réglementées et des formations à structure particulières visées à l'article 11, point c) ii);
- e) les exigences et procédures visées aux articles 7, 50, 51 et 53 pour les professions réglementées, en ce qui concerne tous les droits à payer et les documents à présenter aux autorités compétentes;
- f) une indication des voies de recours contre une décision des autorités compétentes prise en vertu de la présente loi.

Art. 58. Centre d'assistance

(1) Il est créé auprès du ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions un centre d'assistance dont la mission consiste à offrir aux citoyens ainsi qu'aux centres d'assistance des autres Etats membres une assistance en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles visées dans la présente loi, comprenant des informations sur la législation régissant les professions et l'exercice de ces professions, la législation sociale et les règles de déontologie.

(2) Le centre d'assistance assiste les citoyens dans l'exercice des droits qui leur sont conférés par la présente loi, en coopération avec les autorités compétentes luxembourgeoises, le guichet unique ou le centre d'assistance de l'Etat membre d'origine.

(3) Toute autorité compétente est tenue de coopérer pleinement avec le centre d'assistance et avec les centres d'assistance de l'Etat membre d'origine, et de fournir toutes les informations nécessaires concernant les cas individuels aux centres d'assistance qui en font la demande dans le respect des règles sur la protection des données.

(4) Le centre d'assistance gère le registre des titres professionnels créé à l'article 59 de la présente loi et le registre des titres de formation créé à l'article 66 de la présente loi.

(5) A la demande de la Commission européenne, le centre d'assistance informe celle-ci des résultats des enquêtes qu'il traite dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande.

**Chapitre 2 – Registre des titres professionnels et
carte professionnelle européenne**

Art. 59. Registre des titres professionnels

(1) Il est créé un registre des titres professionnels, appelé par la suite „le registre professionnel“, servant à l'émission d'une carte professionnelle européenne visée à l'article 60.

(2) L'inscription au registre professionnel se fait par l'autorité compétente de la profession réglementée. Le titre professionnel est inscrit conformément aux dispositions de l'article 52 de la présente loi. Les titres professionnels sont regroupés selon les niveaux définis à l'article 11 de la présente loi.

(3) Il est créé un fichier électronique reprenant les informations du registre professionnel. Elle comporte les informations suivantes:

- a) la profession réglementée visée;
- b) le nom de l'autorité compétente;
- c) les noms et prénoms du demandeur;
- d) le nom de l'institution de formation;
- e) le diplôme ou le grade conféré;
- f) le lieu de délivrance du diplôme ou du grade conféré;
- g) le cas échéant, le nom de l'autorité ayant prononcé une reconnaissance.

Les informations répertoriées dans le registre professionnel servent à la base pour l'émission d'une carte professionnelle européenne visée à l'article 60 de la présente loi et sont accessibles au public électroniquement. Les autorités compétentes notifient au centre d'assistance visé à l'article 58 de la présente loi tout changement de données contenues dans le registre professionnel sans délai indu à partir du changement. Après cette notification, le registre est actualisé sans délai indu.

(4) Le ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions est considéré, en ce qui concerne le fichier électronique visé sous le paragraphe 3, comme responsable du traitement au sens de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Art. 60. Carte professionnelle européenne

(1) Une carte professionnelle européenne est délivrée aux titulaires d'une qualification professionnelle, à la demande de ceux-ci.

(2) Lorsqu'une carte professionnelle européenne a été introduite pour une profession particulière, le titulaire d'une qualification professionnelle concernée peut choisir de faire la demande d'une telle carte ou de recourir aux procédures visées aux titres II articles 5 à 7 et au titre III, chapitres 1^{er} à 3 et 5 à 6.

(3) Le titulaire d'une carte professionnelle européenne jouit de tous les droits conférés par les articles 61 à 64.

(4) Lorsque le titulaire d'une qualification professionnelle entend, en vertu du titre II, fournir des services autres que ceux couverts par l'article 7, paragraphe 4, l'autorité compétente luxembourgeoise délivre la carte professionnelle européenne conformément aux articles 61 et 62. La carte professionnelle européenne constitue la déclaration au titre de l'article 7.

(5) Lorsque le titulaire d'une qualification professionnelle entend s'établir dans un autre Etat membre, en vertu du titre III, chapitres 1^{er} à 3 et 5, ou fournir des services en vertu de l'article 7, paragraphe 4, l'autorité compétente luxembourgeoise s'acquitte de toutes les mesures préparatoires concernant le dossier individuel du demandeur créé dans l'IMI, ainsi qu'il est prévu aux articles 61 et 63. L'autorité compétente luxembourgeoise délivre la carte professionnelle européenne conformément aux articles 61 et 63.

Aux fins d'établissement, la délivrance d'une carte professionnelle européenne ne confère pas un droit automatique à l'exercice d'une profession donnée si des exigences en matière d'enregistrement ou d'autres procédures de contrôle sont déjà en place avant l'introduction d'une carte professionnelle européenne pour cette profession.

(6) Les différentes autorités compétentes concernées par le traitement des dossiers IMI et la délivrance des cartes professionnelles européennes veillent au traitement objectif, impartial et en temps utile des demandes de carte professionnelle européenne. Le centre d'assistance peut également agir en qualité d'autorité compétente. Les autorités compétentes et les centres d'assistance informent les citoyens et les demandeurs potentiels du fonctionnement et de la valeur ajoutée d'une carte professionnelle européenne pour les professions pour lesquelles elle est disponible.

(7) La demande d'une carte professionnelle est soumise au paiement d'une taxe fixée à 75 euros.

Art. 61. Demande d'une carte professionnelle européenne et création d'un dossier IMI

(1) L'autorité compétente luxembourgeoise permet au ressortissant luxembourgeois titulaire d'une qualification professionnelle de demander une carte professionnelle européenne par l'intermédiaire d'un outil en ligne, fourni par la Commission européenne, qui crée automatiquement un dossier IMI pour le demandeur donné.

(2) Les demandes sont accompagnées des documents requis dans le règlement d'exécution (UE) 2015/983 de la Commission du 24 juin 2015 sur la procédure de délivrance de la carte professionnelle européenne et l'application du mécanisme d'alerte conformément à la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil.

(3) Dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la demande, l'autorité compétente luxembourgeoise accuse réception de la demande et informe le demandeur de tout document manquant.

L'autorité compétente luxembourgeoise délivre tout certificat justificatif requis au titre de la présente loi. Elle vérifie si le demandeur est légalement établi au Grand-Duché du Luxembourg et si tous les documents nécessaires qui ont été présentés sont valides et authentiques. En cas de doutes dûment justifiés, elle consulte l'organisme compétent et peut demander la confirmation de l'authenticité d'un document. En cas de demandes ultérieures par le même demandeur, les autorités compétentes ne peuvent exiger de lui qu'il fournisse une nouvelle fois les documents qui sont déjà contenus dans le dossier IMI et qui sont encore valables.

Art. 62. Carte professionnelle européenne pour la prestation temporaire et occasionnelle de services autres que ceux relevant de l'article 7, paragraphe 4

(1) L'autorité compétente luxembourgeoise vérifie la demande et les documents justificatifs du dossier IMI et délivre la carte professionnelle européenne pour la prestation temporaire et occasionnelle de services autres que ceux relevant de l'article 7, paragraphe 4, dans un délai de trois semaines. Ce délai commence à courir à compter de la réception des documents manquants visés à l'article 61, paragraphe 3, alinéa 1^{er}, ou, si aucun document supplémentaire n'a été demandé, à l'expiration du délai d'une semaine visé audit alinéa. Elle transmet ensuite immédiatement la carte professionnelle européenne à l'autorité compétente de chaque Etat membre d'accueil concerné et informe le demandeur en conséquence. L'Etat membre d'accueil ne peut exiger de nouvelle déclaration au titre de l'article 7 pour les 18 mois suivants.

(2) La décision de refus de l'autorité compétente luxembourgeoise, ou l'absence de décision dans le délai de trois semaines prévu au paragraphe 1^{er}, est susceptible d'un recours en annulation.

(3) Si le titulaire d'une carte professionnelle européenne souhaite fournir des services dans des Etats membres autres que ceux initialement mentionnés dans la demande visée au paragraphe 1^{er}, il peut demander une telle extension. Si le titulaire souhaite continuer à fournir des services au-delà de la période de 18 mois visée au paragraphe 1^{er}, il en informe l'autorité compétente luxembourgeoise. Le titulaire fournit également toute information sur les changements substantiels de la situation attestée dans le dossier IMI qui peut être requise par l'autorité compétente luxembourgeoise en conformité avec le règlement d'exécution (UE) 2015/983 de la Commission du 24 juin 2015 sur la procédure de délivrance de la carte professionnelle européenne et l'application du mécanisme d'alerte conformément à la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil. L'autorité compétente luxembourgeoise transmet la carte professionnelle européenne mise à jour à l'Etat membre d'accueil concerné.

(4) La carte professionnelle européenne est valable sur l'ensemble du territoire de tous les Etats membres d'accueil concernés tant que son titulaire conserve le droit d'exercer sur la base des documents et des informations contenus dans le dossier IMI.

Art. 63. Carte professionnelle européenne pour l'établissement et la prestation temporaire et occasionnelle de services en vertu de l'article 7, paragraphe 4

(1) Dans un délai d'un mois, l'autorité compétente luxembourgeoise vérifie l'authenticité et la validité des documents justificatifs figurant dans le dossier IMI aux fins de la délivrance d'une carte professionnelle européenne pour l'établissement ou pour la prestation temporaire et occasionnelle de services en vertu de l'article 7, paragraphe 4. Ce délai commence à courir à compter de la réception des documents manquants visés à l'article 61, paragraphe 3, premier alinéa, ou, si aucun document supplémentaire n'a été demandé, à l'expiration du délai d'une semaine visé audit alinéa. Elle transmet ensuite immédiatement la demande à l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil. Le demandeur est en même temps informé de la situation de sa demande.

(2) Dans les cas visés aux articles 15, 16 et 21, si un ressortissant d'un Etat membre souhaite intervenir comme prestataire de services transfrontalier, l'autorité compétente luxembourgeoise décide ou non de délivrer une carte professionnelle européenne au titre du paragraphe 1^{er} dans un délai d'un mois suivant la réception de la demande transmise par l'Etat membre d'origine. En cas de doutes dûment justifiés, l'autorité compétente luxembourgeoise peut demander à l'Etat membre d'origine de fournir

des informations supplémentaires ou de confirmer l'authenticité d'un document. L'Etat membre d'origine doit fournir ces informations ou cette confirmation au plus tard deux semaines après la présentation de la demande. Sous réserve du paragraphe 5, alinéa 2, le délai d'un mois s'applique, nonobstant une telle demande.

(3) Dans les cas visés à l'article 7, paragraphe 4, et à l'article 14, l'autorité compétente luxembourgeoise décide de délivrer une carte professionnelle européenne ou de soumettre le titulaire d'une qualification professionnelle à des mesures de compensation dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande transmise par l'Etat membre d'origine. En cas de doutes dûment justifiés, l'autorité compétente luxembourgeoise peut demander à l'Etat membre d'origine de fournir des informations supplémentaires ou de confirmer l'authenticité d'un document. L'Etat membre d'origine doit fournir ces informations ou cette confirmation au plus tard deux semaines après la soumission de la demande. Sous réserve du paragraphe 5, alinéa 2, le délai de deux mois s'applique, nonobstant une telle demande.

(4) Si l'autorité compétente luxembourgeoise ne reçoit pas les informations nécessaires qu'elle peut demander conformément à la présente loi pour prendre une décision sur la délivrance de la carte professionnelle européenne, que ce soit de la part de l'Etat membre d'origine ou du demandeur, elle peut refuser de délivrer la carte. Un tel refus est dûment justifié.

(5) Si l'autorité compétente luxembourgeoise ne prend pas de décision dans le délai imparti aux paragraphes 2 et 3 du présent article ou si elle n'organise pas d'épreuve d'aptitude conformément à l'article 7, paragraphe 4, la carte professionnelle européenne est considérée comme délivrée et elle est envoyée automatiquement, via l'IMI, au titulaire d'une qualification professionnelle.

L'autorité compétente luxembourgeoise a la possibilité de prolonger de deux semaines les délais fixés aux paragraphes 2 et 3 pour la délivrance automatique de la carte professionnelle européenne. Elle explique la raison de la prolongation et en informe le demandeur. Cette prolongation peut être renouvelée une fois et uniquement si elle est strictement nécessaire, en particulier pour des raisons de santé publique ou de sécurité des bénéficiaires des services.

(6) Les mesures prises par l'Etat membre d'origine conformément à la transposition de l'article 4*quinquies*, paragraphe 1^{er} de la directive 2005/36/CE remplacent toute demande de reconnaissance des qualifications professionnelles en vertu de la législation nationale.

(7) La décision prise par l'autorité compétente luxembourgeoise au titre des paragraphes 1^{er} à 5 ou l'absence de décision sont susceptibles d'un recours en annulation.

Art. 64. Traitement et accès aux données concernant la carte professionnelle européenne

(1) Sans préjudice de la présomption d'innocence, les autorités compétentes luxembourgeoises, qu'elles agissent en qualité d'autorité compétente d'accueil ou d'origine, mettent à jour en temps utile le dossier IMI correspondant avec les informations sur les sanctions disciplinaires ou pénales qui ont trait à une interdiction ou à une restriction et qui ont des conséquences sur l'exercice des activités du titulaire d'une carte professionnelle européenne au titre de la présente loi.

Dans le cadre de ces mises à jour, les informations qui ne sont plus nécessaires sont supprimées. Le titulaire de la carte professionnelle européenne ainsi que les autorités compétentes qui ont accès au dossier IMI correspondant sont informés sans délai de toute mise à jour. Cette obligation est sans préjudice des obligations d'alerte des Etats membres au titre de l'article 65.

(2) Le contenu des mises à jour visées au paragraphe 1^{er} se limite à ce qui suit:

- a) l'identité du professionnel;
- b) la profession concernée;
- c) les informations sur l'autorité ou la juridiction nationale qui a adopté la décision de restriction ou d'interdiction;
- d) le champ de la restriction ou de l'interdiction; et
- e) la période pendant laquelle s'applique la restriction ou l'interdiction.

(3) Les autorités compétentes informent le titulaire de la carte professionnelle européenne du contenu du dossier IMI, à la demande de ce titulaire.

(4) Les informations incluses dans la carte professionnelle européenne se limitent aux informations nécessaires pour vérifier le droit de son titulaire à exercer la profession pour laquelle elle a été délivrée, à savoir les nom et prénoms, date et lieu de naissance, profession et titres de formation du titulaire, ainsi que le régime applicable, les autorités compétentes concernées, le numéro de la carte, les caractéristiques de sécurité et la référence d'une pièce d'identité en cours de validité. Des informations relatives à l'expérience professionnelle acquise par le titulaire de la carte professionnelle européenne, ou aux mesures de compensation auxquelles il a satisfait, figurent dans le dossier IMI.

(5) Les données à caractère personnel figurant dans le dossier IMI peuvent être traitées aussi longtemps que nécessaire aux fins de la procédure de reconnaissance en tant que telle et comme preuve de la reconnaissance ou de la transmission de la déclaration requise au titre de l'article 7. Le titulaire d'une carte professionnelle européenne peut à tout moment, et sans frais pour lui, demander la rectification de données inexactes ou incomplètes, ou la suppression ou le blocage du dossier IMI concerné. Le titulaire est informé de ce droit lors de la délivrance de la carte professionnelle européenne et ce droit lui est rappelé tous les deux ans par la suite. Le rappel est envoyé automatiquement via l'IMI lorsque la demande initiale de carte professionnelle européenne a été soumise en ligne.

En cas de demande de suppression d'un dossier IMI lié à une carte professionnelle européenne délivrée à des fins d'établissement ou de prestation temporaire et occasionnelle de services au titre de l'article 7, paragraphe 4, les autorités compétentes luxembourgeoises, en tant qu'Etat membre d'accueil, délivrent au titulaire de qualifications professionnelles un document attestant la reconnaissance de ses qualifications professionnelles.

(6) Sans préjudice du paragraphe 3, les autorités compétentes luxembourgeoises, en leur qualité d'autorité compétente d'accueil, permettent aux employeurs, clients, patients, autorités publiques ainsi qu'à tout autre partie intéressée de vérifier l'authenticité et la validité d'une carte professionnelle européenne qui leur est présentée par le titulaire de la carte.

Chapitre 3 – Mécanisme d'alerte

Art. 65. Mécanisme d'alerte

(1) Les autorités compétentes luxembourgeoises informent les autorités compétentes de tous les autres Etats membres de l'identité d'un professionnel dont l'exercice des activités professionnelles suivantes, en totalité ou en partie, a été restreint ou interdit, même de façon temporaire, par les autorités ou juridictions nationales:

- a) médecin avec formation médicale de base et médecin-généraliste détenteur d'un titre de formation visé à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, points 5.1.1 et 5.1.4;
- b) médecin-spécialiste détenteur d'un titre visé à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.1.3;
- c) infirmier détenteur d'un titre de formation visé à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.2.2;
- d) médecin-dentiste titulaire d'un titre de formation visé à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.3.2;
- e) médecin-dentiste spécialiste détenteur d'un titre de formation visé à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.3.3;
- f) médecin-vétérinaire détenteur d'un titre de formation visé à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.4.2;
- g) sage-femme détentrice d'un titre de formation visé à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.5.2;
- h) pharmacien en possession d'un titre de formation visé à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, point 5.6.2;
- i) titulaires de certificats mentionnés à l'annexe VII de la directive 2005/36/CE, point 2, attestant que le titulaire a accompli une formation qui satisfait aux exigences minimales figurant respectivement dans les articles 24, 25, 31, 34, 35, 38, 40 ou 44 mais qui a commencé avant les dates de référence

indiquées sur les titres énumérés à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, points 5.1.3, 5.1.4, 5.2.2, 5.3.2, 5.3.3, 5.4.2, 5.5.2 et 5.6.2;

- j) titulaires d'une attestation de droits acquis visés aux articles 23, 27, 29, 33, 37 et 43;
- k) autres professionnels exerçant des activités ayant des implications en matière de sécurité des patients lorsque le professionnel exerce une profession réglementée dans cet Etat membre;
- l) professionnels exerçant des activités liées à l'éducation des mineurs, y compris la garde d'enfants et l'éducation de la petite enfance, lorsque le professionnel exerce une profession réglementée dans cet Etat membre.

Les autorités compétentes de tous les Etats membres sont informées sans retard de l'expiration d'une interdiction ou d'une restriction visée ci-avant. La date d'expiration ainsi que toute modification ultérieure de cette date doivent être publiées.

(2) Les autorités compétentes luxembourgeoises transmettent, au moyen d'une alerte via l'IMI, les informations visées au paragraphe 1^{er} au plus tard dans un délai de trois jours à compter de la date d'adoption de la décision restreignant ou interdisant au professionnel concerné l'exercice en totalité ou en partie de l'activité professionnelle. Ces informations se limitent aux éléments suivants:

- a) l'identité du professionnel;
- b) la profession concernée;
- c) les informations sur l'autorité ou la juridiction nationale adoptant la décision de restriction ou d'interdiction;
- d) le champ de la restriction ou de l'interdiction; et
- e) la période pendant laquelle s'applique la restriction ou l'interdiction.

(3) Les autorités compétentes luxembourgeoises informent, au plus tard dans un délai de trois jours à compter de la date d'adoption de la décision de justice, les autorités compétentes de tous les autres Etats membres, au moyen d'une alerte via l'IMI, de l'identité des professionnels qui ont demandé la reconnaissance d'une qualification en vertu de la présente loi et qui par la suite ont été reconnus coupables par la justice d'avoir présenté de fausses preuves à l'appui de leurs qualifications professionnelles.

(4) Les professionnels au sujet desquels un message d'alerte est envoyé à d'autres Etats membres sont informés par écrit et en temps réel des décisions relatives à cette alerte. Ils peuvent intenter un recours en annulation contre ces décisions ou demander la rectification de ces décisions.

(5) Les données relatives aux alertes peuvent être traitées dans l'IMI pendant leur durée de validité. Les alertes sont supprimées dans un délai de trois jours à compter de la date d'adoption de la décision de révocation ou d'expiration de l'interdiction ou de la restriction visée au paragraphe 1^{er}.

Chapitre 4 – *Registre des titres de formation*

Art. 66. *Registre des titres de formation*

(1) En vue de la protection des titres de formation, il est créé, sous forme électronique, un registre des titres de formation comportant deux sections: une section relevant des diplômes, titres et grades de l'enseignement secondaire, de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle, visée sous l'article 67 et désignée ci-après par „section de l'enseignement secondaire“, et une section relevant des diplômes, titres et grades de l'enseignement supérieur, visée sous l'article 68 et désignée ci-après par „section de l'enseignement supérieur“.

(2) La section de l'enseignement secondaire est de la compétence du ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions et du ministre ayant la Formation professionnelle dans ses attributions, la section de l'enseignement supérieur est de la compétence du ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions.

(3) Le registre comporte les informations suivantes:

- a) le nom, la date de naissance et l'adresse du demandeur;

- b) le nom de l'institution de formation;
- c) le diplôme ou le grade conféré;
- d) le lieu de délivrance du diplôme ou du grade conféré;
- e) le niveau conféré conformément aux dispositions de l'article 69.

(4) Le ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions et le ministre ayant la Formation professionnelle dans ses attributions sont considérés, au sens de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, comme responsables du traitement des données visées sous le paragraphe 3 et relevant de la section de l'enseignement secondaire du registre des titres de formation.

Le ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions est considéré, au sens de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, comme responsable du traitement des données visées sous le paragraphe 3 et relevant de la section de l'enseignement supérieur du registre des titres de formation.

Art. 67. *Inscription dans le registre des titres de formation, section de l'enseignement secondaire*

(1) Pour être inscrits au registre des titres de formation, section de l'enseignement secondaire, les diplômes, titres et grades de l'enseignement secondaire, de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle doivent sanctionner un cycle complet d'études et correspondre aux lois et règlements les régissant.

(2) L'inscription des diplômes nationaux dans cette section du registre des titres de formation se fait d'office.

(3) L'inscription d'un diplôme émis par un Etat étranger se fait d'office, sous condition que le diplôme ait été reconnu équivalent à l'un des diplômes nationaux correspondant par le ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions ou par le ministre ayant la Formation professionnelle dans ses attributions.

(4) Tout intéressé peut se faire délivrer un extrait à charge de payer une taxe de 75 euros. La délivrance d'un duplicata est sujette au paiement d'une taxe de 10 euros.

(5) L'inscription d'un diplôme, titre ou grade dans le registre des titres de formation, section de l'enseignement secondaire, implique le classement, par l'autorité compétente, dans un niveau du cadre luxembourgeois des qualifications tel que défini à l'article 69.

Art. 68. *Inscription dans le registre des titres de formation, section de l'enseignement supérieur*

(1) Nul ne peut publiquement porter le titre d'un grade d'enseignement supérieur, si le diplôme suivi du nom de l'établissement d'enseignement supérieur ainsi que l'appellation du titre conféré n'ont pas été inscrits au registre des titres de formation, section de l'enseignement supérieur.

(2) Pour être inscrits au registre des titres de formation, section de l'enseignement supérieur, les diplômes, titres et grades de l'enseignement supérieur doivent sanctionner un cycle complet d'études et correspondre aux lois et règlements régissant l'enseignement supérieur de l'Etat où le titre a été conféré.

(3) L'inscription des diplômes nationaux dans cette section du registre des titres de formation se fait d'office.

L'inscription d'un diplôme émis par un Etat avec lequel le Grand-Duché de Luxembourg a conclu un accord se fait d'office, sur base d'une demande individuelle.

Tout intéressé peut se faire délivrer un extrait à charge de payer une taxe de 75 euros.

(4) Sans préjudice du cas visé au paragraphe 3, deuxième alinéa, l'inscription d'un titre étranger de l'enseignement supérieur et la détermination du titre exact et complet à porter se fait à la demande de

l'intéressé, par le ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions. La décision d'inscription au registre des titres de formation, section de l'enseignement supérieur, est prise par voie d'arrêté ministériel qui est notifié au requérant. La décision prise ou l'absence de décision sont susceptibles d'un recours en annulation.

La taxe à payer pour les demandes d'inscription au registre des titres de formation, section de l'enseignement supérieur, s'élève à 75 euros par diplôme.

La délivrance d'un duplicata est sujette au paiement d'une taxe de 10 euros.

(5) L'inscription d'un diplôme, titre ou grade dans le registre des titres de formation, section de l'enseignement supérieur, implique le classement, par l'autorité compétente, dans un niveau du cadre luxembourgeois des qualifications tel que défini à l'article 69.

Art. 69. Le cadre luxembourgeois des qualifications

En vue du classement par niveau des différents titres, grades et diplômes visés à l'article 66, il est fait référence au cadre luxembourgeois des qualifications tel que défini ci-dessous.

| <i>Niveau</i> | <i>Définition dans le cadre du système d'éducation et de formation formelle</i> |
|---------------|--|
| 1 | Certificat de réussite du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique |
| 2 | Certificat de capacité manuelle (CCP) |
| 3 | Diplôme d'aptitude professionnelle (DAP) Certificat de réussite du cycle moyen de l'enseignement secondaire technique Certificat de réussite de 5 années d'enseignement secondaire |
| 4 | Diplôme de technicien Diplôme de fin d'études secondaires techniques Diplôme de fin d'études secondaires |
| 5 | Brevet de maîtrise Brevet de technicien supérieur Brevet de technicien supérieur spécialisé |
| 6 | Bachelor |
| 7 | Master |
| 8 | Doctorat |

Les descripteurs du cadre luxembourgeois des qualifications sont définis par règlement grand-ducal.

Art. 70. Sanctions pénales

Indépendamment des peines plus fortes prévues par le code pénal ou par les lois spéciales, est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 euros à 2.000 euros ou d'une de ces peines seulement:

- a) quiconque s'attribue publiquement, sans remplir les conditions requises, l'un des titres visés aux articles 67 et 68 de la présente loi;
- b) celui qui altère publiquement, soit par retranchement, soit par addition de mots ou de signes abrégés, le titre qu'il a été autorisé à porter en vertu des articles 67 et 68.

TITRE VI

Dispositions modificatives, abrogatoires et finales**Chapitre 1^{er} – Dispositions modificatives****Art. 71. Modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire**

La loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire est modifiée comme suit:

1° L'article 1^{er} est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 1^{er}.** (1) Sous réserve des dispositions prévues aux articles 2 et 4 et sans préjudice de l'article 7, paragraphe 3 de la présente loi, l'accès aux activités de médecin et l'exercice de celles-ci au Luxembourg sont subordonnés à une autorisation du ministre ayant la Santé dans ses attributions, désigné ci-après par „le ministre“, qui est délivrée aux conditions suivantes:

- a) le candidat doit être ressortissant au sens de l'article 3, point q) de la loi du xx relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
- b) il doit disposer d'un titre de formation médicale de base reconnu conformément aux dispositions de la loi du xx relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
- c) il doit disposer d'un titre de formation de médecin-généraliste ou de médecin-spécialiste reconnu conformément aux dispositions de la loi du xx relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
- d) il doit remplir les conditions de moralité et d'honorabilité ainsi que de santé physique et psychique nécessaires à l'exercice de la profession de médecin;
- e) il doit avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession, soit en allemand, soit en français, et comprendre les trois langues administratives du Grand-Duché de Luxembourg ou acquérir les connaissances lui permettant de les comprendre.

Une vérification des connaissances linguistiques du candidat d'une des trois langues luxembourgeoise, allemande ou française peut être faite à la demande du ministre par le Collège médical. Le président du Collège médical ou son délégué entend le candidat et transmet au ministre le résultat de la vérification ensemble avec l'avis prévu à l'article 3.

(2) Un règlement grand-ducal détermine la liste des disciplines reconnues comme spécialités médicales au Luxembourg.“

2° L'article 1^{er}*bis* est remplacé par les dispositions suivantes:

„(1) Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er} sous c) et paragraphe 2, l'accès aux activités de médecin-spécialiste en médecine légale et l'exercice de celles-ci au Luxembourg sont subordonnés à une autorisation du ministre, qui est délivrée aux conditions suivantes:

- a) le candidat dispose d'un titre de formation de médecin-spécialiste dans la discipline de la médecine légale. Ce titre doit sanctionner une formation de spécialisation en médecine légale, conférant à l'intéressé le droit d'exercer la médecine en qualité de médecin-spécialiste en médecine légale dans le pays d'obtention du diplôme;
- b) il remplit les conditions prévues aux points a), b), d) et e) du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}.

(2) Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er} sous c) et paragraphe 2, l'accès aux activités de médecin-spécialiste en neuropathologie et l'exercice de celles-ci au Luxembourg sont subordonnés à une autorisation du ministre, qui est délivrée aux conditions suivantes:

- a) le candidat dispose d'un titre de formation de médecin-spécialiste dans la discipline de la neuropathologie. Ce titre doit sanctionner une formation de spécialisation en neuropathologie, conférant à l'intéressé le droit d'exercer la médecine en qualité de médecin-spécialiste en neuropathologie dans le pays d'obtention du diplôme;
- b) il remplit les conditions prévues aux points a), b), d) et e) du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}.“

3° L'article 2 est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 2.** (1) Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er} sous c), le ministre peut accorder l'autorisation temporaire d'exercer les activités de médecin sous la responsabilité d'un maître de stage autorisé définitivement à exercer la médecine au Luxembourg, aux médecins effectuant un stage de formation dans le cadre de la formation spécifique en médecine générale ou de la formation de spécialisation.

Cette autorisation ne peut dépasser une période de 12 mois. Elle est renouvelable sur demande de l'intéressé, à condition que celui-ci fournisse une preuve attestant que ce stage s'inscrit dans le cadre de la formation spécifique en médecine générale ou de la formation de spécialisation.

Un règlement grand-ducal fixe les conditions d'accès, l'organisation et les conditions de réussite du stage ainsi que les conditions de travail du médecin ou étudiant en médecine effectuant le stage.

(2) Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er} sous c), le ministre peut accorder l'autorisation temporaire d'exercer les activités de médecin à titre de remplaçant d'un médecin établi au Luxembourg, aux médecins ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne qui sont en dernière année d'une formation spécifique en médecine générale ou d'une formation de spécialisation.

Un règlement grand-ducal fixe les modalités du remplacement ainsi que les conditions à remplir et la procédure à suivre pour obtenir l'autorisation de remplacement.

(3) Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, le ministre peut accorder l'autorisation d'exercer temporairement pendant une période ne pouvant dépasser 6 mois, les activités de médecin ou certaines activités relevant de l'exercice de la médecine aux médecins ressortissants d'un pays tiers effectuant un stage de formation dans le cadre de la coopération internationale.

L'autorisation d'exercer fixe les modalités et conditions du stage de formation.“

4° L'article 3 est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 3.** L'avis du Collège médical est demandé pour toutes les demandes en autorisation d'exercer.“

5° L'article 5 est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 5.** (1) La personne autorisée à exercer la médecine au Luxembourg en qualité de médecin-généraliste porte le titre professionnel de médecin-généraliste.

(2) La personne autorisée à exercer la médecine au Luxembourg en qualité de médecin-spécialiste porte le titre professionnel de médecin-spécialiste suivi du nom de la spécialité reconnue au Luxembourg.

(3) Le médecin peut également être autorisé par le ministre à faire usage de son titre licite de formation tel que visé à l'article 1^{er}, point c) et éventuellement de son abréviation dans la langue de l'Etat où il a acquis sa formation, suivi des nom et lieu de l'établissement ou du jury qui l'a délivré. Toutefois au cas où ce titre peut être confondu avec un titre exigeant une formation supplémentaire non acquise par le bénéficiaire, ce dernier ne pourra utiliser son titre de formation que dans une formule appropriée à indiquer par le ministre.

(4) Le médecin peut aussi être autorisé par le Collège médical à faire usage d'une fonction académique ou d'un titre licite de formation autre que celui visé au paragraphe 3 selon la formulation intégrale qui lui a été conféré par une université ou une autre autorité compétente, et qui est reconnu par les autorités compétentes du pays où il a été délivré. Le Collège médical peut soumettre cette autorisation au paiement préalable d'une taxe. Le montant de cette taxe est fixé annuellement par le Collège médical, étant entendu qu'il se situe entre 75 et 150 euros.“

6° A l'article 7, le point a) du paragraphe 1^{er} est remplacé par les dispositions ayant la teneur suivante:

„toute personne qui pratique ou prend part, même en présence du médecin, à l'établissement d'un diagnostic ou au traitement d'affections pathologiques, réelles ou supposées, ou à un accouchement, par actes personnels, consultations verbales ou écrites ou par tous autres procédés quels qu'ils soient, sans être autorisée à exercer la profession de médecin, sauf le cas d'urgence avérée;“

7° L'article 8 est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 8.** (1) Sous réserve des dispositions prévues aux articles 9 et 11, et sans préjudice de l'article 14, paragraphe 3 de la présente loi, l'accès aux activités de médecin-dentiste et médecin-dentiste spécialiste et l'exercice de celles-ci au Luxembourg sont subordonnés à une autorisation du ministre qui est délivrée aux conditions suivantes:

- a) le candidat doit être ressortissant au sens de l'article 3, point q) de la loi du xx relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
- b) il doit disposer d'un titre de formation médecin-dentiste ou d'un titre de formation de médecin-dentiste spécialiste reconnu conformément aux dispositions de la loi du xx relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
- c) il doit remplir les conditions de moralité et d'honorabilité ainsi que de santé physique et psychique nécessaires à l'exercice de la profession;
- d) il doit avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession, soit en allemand, soit en français, et comprendre les trois langues administratives du Grand-Duché de Luxembourg ou acquérir les connaissances lui permettant de les comprendre.

Une vérification des connaissances linguistiques du candidat d'une des trois langues luxembourgeoise, allemande ou française peut être faite à la demande du ministre par le Collège médical.

Le président du Collège médical ou son délégué entend le candidat et transmet au ministre le résultat de la vérification ensemble avec l'avis prévu à l'article 10.

(2) Un règlement grand-ducal détermine la liste des disciplines reconnues comme spécialités médico-dentaires au Luxembourg.“

8° L'article 8*bis* est supprimé.

9° L'article 9 est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 9.** (1) Par dérogation aux dispositions de l'article 8, paragraphe 1^{er} sous b), le ministre peut accorder l'autorisation temporaire d'exercer les activités de médecin-dentiste ou médecin-dentiste spécialiste sous la responsabilité d'un maître de stage autorisé définitivement à exercer la médecine dentaire au Luxembourg, aux étudiants en médecine dentaire, respectivement aux médecins-dentistes effectuant un stage de formation dans le cadre de la formation en médecine dentaire, respectivement de la formation de spécialisation en médecine dentaire.

Cette autorisation ne peut dépasser une période de 12 mois. Elle est renouvelable sur demande de l'intéressé, à condition que celui-ci fournisse une preuve attestant que ce stage s'inscrit dans le cadre de la formation de médecin-dentiste ou médecin-dentiste spécialiste.

Un règlement grand-ducal fixe les conditions d'accès, l'organisation et les conditions de réussite du stage ainsi que les conditions de travail du médecin-dentiste ou médecin-dentiste spécialiste ou étudiant en médecine dentaire effectuant le stage.

(2) Par dérogation aux dispositions de l'article 8, paragraphe 1^{er} sous b), le ministre peut accorder l'autorisation temporaire d'exercer les activités de médecin-dentiste ou médecin-dentiste spécialiste à titre de remplaçant d'un médecin-dentiste ou d'un médecin-dentiste spécialiste établi au Luxembourg, aux étudiants en médecine dentaire, respectivement aux médecins-dentistes effectuant un stage de formation dans le cadre de la formation en médecine dentaire, respectivement de la formation de spécialisation en médecine dentaire, ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne qui sont en dernière année d'une formation en médecine dentaire ou d'une formation de spécialisation en médecine dentaire.

Un règlement grand-ducal fixe les modalités du remplacement ainsi que les conditions à remplir et la procédure à suivre pour obtenir l'autorisation de remplacement.

(3) Par dérogation aux dispositions de l'article 8, paragraphe 1^{er}, le ministre peut accorder l'autorisation d'exercer temporairement pendant une période ne pouvant dépasser 6 mois les activités de médecin-dentiste ou certaines activités relevant de l'exercice de la médecine dentaire aux médecins-dentistes ressortissants d'un pays tiers effectuant un stage de formation dans le cadre de la coopération internationale.

L'autorisation d'exercer fixe les modalités et conditions du stage de formation.“

10° L'article 10 est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 10.** L'avis du Collège médical est demandé pour toutes les demandes en autorisation d'exercer.“

11° L'article 12 est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 12.** (1) La personne autorisée à exercer la médecine dentaire au Luxembourg porte le titre professionnel de médecin-dentiste.

(2) La personne autorisée à exercer la médecine dentaire au Luxembourg en qualité de médecin-dentiste spécialiste porte le titre professionnel de médecin-dentiste spécialiste suivi du nom de la spécialité reconnue au Luxembourg.

(3) Le médecin-dentiste peut également être autorisé par le ministre à faire usage de son titre licite de formation tel que visé à l'article 8, paragraphe 1^{er}, point b) et éventuellement de son abréviation dans la langue de l'Etat où il a acquis sa formation, suivi des nom et lieu de l'établissement ou du jury qui l'a délivré. Toutefois au cas où ce titre peut être confondu avec un titre exigeant une formation supplémentaire non acquise par le bénéficiaire, ce dernier ne pourra utiliser son titre de formation que dans une formule appropriée à indiquer par le ministre.

Un règlement grand-ducal pourra préciser les modalités d'application de la présente disposition.

(4) Le médecin-dentiste peut aussi être autorisé par le Collège médical à faire usage d'une fonction académique ou d'un titre licite de formation autre que celui visé au paragraphe 3 selon la formulation intégrale qui lui a été conféré par une université ou une autre autorité compétente, et qui est reconnu par les autorités compétentes du pays où il a été délivré.

Le Collège médical peut soumettre cette autorisation au paiement préalable d'une taxe. Le montant de cette taxe est fixé annuellement par le Collège médical, étant entendu qu'il se situe entre 75 et 150 euros.“

12° Le second alinéa de l'article 19 est supprimé.

13° L'article 21 est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 21.** Sous réserve des dispositions prévues à l'article 25 de la présente loi, l'accès aux activités de médecin-vétérinaire et l'exercice de celles-ci au Luxembourg sont subordonnés à une autorisation du ministre qui est délivrée aux conditions suivantes:

- a) le candidat doit être ressortissant au sens de l'article 3, point q) de la loi du xx relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
- b) il doit disposer d'un titre de formation de médecin-vétérinaire reconnu conformément aux dispositions de la loi du xx relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
- c) il doit remplir les conditions de moralité et d'honorabilité ainsi que de santé physique et psychique nécessaires à l'exercice de la profession de médecin-vétérinaire;
- d) il doit avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession, soit en allemand, soit en français, et comprendre les trois langues administratives du Grand-Duché de Luxembourg ou acquérir les connaissances lui permettant de les comprendre.

Une vérification des connaissances linguistiques du candidat d'une des trois langues luxembourgeoise, allemande ou française peut être faite à la demande du ministre par le Collège vétérinaire.

Le président du Collège vétérinaire ou son délégué entend le candidat et transmet au ministre le résultat de la vérification ensemble avec l'avis prévu à l'article 23.“

14° L'article 21*bis* est supprimé.

15° L'article 22 est supprimé

16° L'article 23 est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 23.** Les demandes en autorisation d'exercer la médecine vétérinaire sont soumises pour avis au Collège vétérinaire.“

17° L'article 26 est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 26.** (1) La personne autorisée à exercer la médecine vétérinaire au Luxembourg porte le titre de médecin-vétérinaire.

(2) Le médecin-vétérinaire peut également être autorisé par le ministre à faire usage de son titre licite de formation tel que visé à l'article 21, point b) et éventuellement de son abréviation dans la langue de l'Etat où il a acquis sa formation, suivi des nom et lieu de l'établissement ou du jury qui l'a délivré. Toutefois au cas où ce titre peut être confondu avec un titre exigeant une formation supplémentaire non acquise par le bénéficiaire, ce dernier ne pourra utiliser son titre de formation que dans une formule appropriée à indiquer par le ministre.

Un règlement grand-ducal pourra préciser les modalités d'application de la présente disposition.

(3) Le médecin-vétérinaire peut aussi être autorisé par le Collège vétérinaire à faire usage d'une fonction académique ou d'un titre licite de formation autre que celui visé au paragraphe 2 selon la formulation intégrale qui lui a été conféré par une université ou une autre autorité compétente, et qui est reconnu par les autorités compétentes du pays où il a été délivré. Le Collège vétérinaire peut soumettre cette autorisation au paiement préalable d'une taxe. Le montant de cette taxe est fixé annuellement par le Collège vétérinaire, étant entendu qu'il se situe entre 75 et 150 euros."

18° L'article 29 est supprimé.

19° L'article 32^{quater} est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 32^{quater}.** (1) Une taxe d'un montant de 450 euros est due pour toute demande d'autorisation d'exercer définitive, visée aux articles 1^{er}, 1^{er bis}, 8 et 21.

Une taxe d'un montant de 10 euros est due en cas d'établissement d'un duplicata du document attestant les autorisations visées à l'alinéa précédent.

(2) Une taxe d'un montant de 150 euros est due pour toute demande d'autorisation d'exercer temporaire, visée aux articles 2 (2) et 9 (2).

Une taxe d'un montant de 10 euros est due en cas d'établissement d'un duplicata du document attestant les autorisations visées à l'alinéa précédent.

(3) Une taxe d'un montant de 75 euros est due pour toute demande d'autorisation pour l'usage du titre licite de formation, visée aux articles 5 (3), 12 (3) et 26 (2).

Une taxe d'un montant de 10 euros est due en cas d'établissement d'un duplicata du document attestant les autorisations visées à l'alinéa précédent.

(4) Une taxe d'un montant de 450 euros est due pour toute demande d'autorisation pour l'ouverture d'une clinique vétérinaire, visée à l'article 29^{bis}.

Une taxe d'un montant de 10 euros est due en cas d'établissement d'un duplicata du document attestant l'autorisation visée à l'alinéa précédent.

(5) La taxe est à acquitter moyennant un versement ou un virement sur un compte bancaire de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, comprenant indication de l'identité du requérant ainsi que l'objet du virement ou versement.

La preuve de paiement est à joindre à la demande et constitue une pièce obligatoire du dossier."

20° A l'article 33, l'alinéa 2 du paragraphe 5 est remplacé par les dispositions suivantes:

„Elles peuvent être fournies sur demande à toute autorité ou instance habilitée spécifiquement par un autre Etat membre de l'Union européenne à délivrer ou à recevoir des titres de formation et autres documents ou informations, via le système d'information mis en place par le REGLEMENT (UE) n° 1024/2012 DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL du 25 octobre 2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur et abrogeant la décision 2008/49/CE de la Commission („règlement IMI"), à condition que ces échanges d'information se fassent dans la confidentialité et le respect de la législation sur la protection des données à caractère personnel."

21° L'article 52 est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 52.** Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par Etat membre de l'Union européenne: un Etat membre de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse."

22° L'intitulé du „Chapitre 7 – Dispositions dérogatoires“ et les articles 53 et 54 sont supprimés.

Art. 72. Modification de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien

La loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien est modifiée comme suit:

1° L'article 1^{er} remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 1^{er}.** Sous réserve des dispositions prévues à l'article 12*bis* de la présente loi, l'accès aux activités de pharmacien et leur exercice au Luxembourg est subordonné à une autorisation du ministre ayant la Santé dans ses attributions, désigné ci-après par „le ministre“, qui est délivrée aux conditions suivantes:

- a) le candidat doit être ressortissant au sens de l'article 3, point q) de la loi du xx relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
- b) il doit disposer d'un titre de formation de pharmacien reconnu conformément aux dispositions de la loi du xx relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
- c) il doit remplir les conditions d'honorabilité et de moralité ainsi que de santé physique et psychique nécessaires à l'exercice de la profession de pharmacien;
- d) il doit avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession, soit en allemand, soit en français, et comprendre les trois langues administratives du Grand-Duché de Luxembourg ou acquérir les connaissances lui permettant de les comprendre.

Une vérification des connaissances linguistiques du candidat d'une des trois langues luxembourgeoise, allemande ou française peut être faite à la demande du ministre par le Collège médical.

Le président du Collège médical ou son délégué entend le candidat et transmet au ministre le résultat de la vérification ensemble avec l'avis prévu à l'article 1^{er}*bis*.“

2° L'article 1^{er}*bis* est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 1^{er}*bis*.** L'avis du Collège médical est demandé pour toutes les demandes en autorisation d'exercer.“

3° Les articles 2 et 3 sont supprimés.

4° L'article 4 est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 4.** (1) Un règlement grand-ducal, pris sur avis du Conseil d'Etat, après consultation du Collège médical, détermine la procédure à suivre et les documents à présenter pour obtenir l'autorisation prévue aux articles 1^{er} et 2.

(2) Un recours en reformation auprès du tribunal administratif peut être introduit dans le mois qui suit sa notification contre toute décision d'octroi, de refus, de suspension ou de retrait d'une autorisation d'exercer. Le recours contre l'octroi de l'autorisation ne peut être exercé que par le Collège médical.“

5° A l'article 5, le paragraphe 4 est remplacé par les dispositions suivantes:

„(4) Les inscriptions du registre peuvent être communiquées au Collège médical et aux organismes de sécurité sociale et vice versa.

Elles peuvent être fournies sur demande à toute autorité ou instance habilitée spécifiquement par un autre Etat membre de l'Union européenne à délivrer ou à recevoir des titres de formation et autres documents ou informations, via le système d'information mis en place par le REGLEMENT (UE) n° 1024/2012 DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL du 25 octobre 2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur et abrogeant la décision 2008/49/CE de la Commission („règlement IMI“), à condition que ces échanges d'information se fassent dans la confidentialité et le respect de la législation sur la protection des données à caractère personnel.“

6° A l'article 6, la durée de „6 mois“ est portée à „24 mois“.

7° L'article 8 est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 8.** (1) Le pharmacien autorisé à exercer la profession de pharmacien au Luxembourg porte le titre professionnel de „pharmacien“ ou „Apotheker“ ou „Apotheker“.

(2) Il peut également être autorisé par le ministre à faire usage de son titre licite de formation tel que visé à l'article 1^{er}, point b) et éventuellement de son abréviation dans la langue de l'Etat où il a acquis sa formation, suivi des nom et lieu de l'établissement ou du jury qui l'a délivré. Toutefois au cas où ce titre peut être confondu avec un titre exigeant une formation supplémentaire non acquise par le bénéficiaire, ce dernier ne pourra utiliser son titre de formation que dans une formule appropriée à indiquer par le ministre.

Un règlement grand-ducal pourra préciser les modalités d'application de la présente disposition.

(3) Le pharmacien peut aussi être autorisé par le Collège médical à faire usage d'une fonction académique ou d'un titre licite de formation autre que celui visé au paragraphe 2 selon la formation intégrale qui lui a été conféré par une université ou une autre autorité compétente, et qui est reconnu par les autorités compétentes du pays où il a été délivré. Le Collège médical peut soumettre cette autorisation au paiement préalable d'une taxe. Le montant de cette taxe est fixé annuellement par le Collège médical, étant entendu qu'il se situe entre 75 et 150 euros."

8° L'article 10 est supprimé.

9° A l'article 11, le paragraphe 1^{er} est remplacé par les dispositions suivantes:

„(1) Il doit posséder les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de sa profession au Luxembourg. Il engage sa responsabilité disciplinaire, civile et pénale si, par suite d'une insuffisance de ces connaissances, il commet une erreur dans l'exercice de sa profession ou fait commettre une erreur à d'autres dans l'exercice de leurs professions.“

10° L'article 12*bis* est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 12*bis*.** (1) Le pharmacien ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, qui est établi dans un autre Etat membre et y exerce légalement les activités de pharmacien, peut exécuter au Luxembourg des prestations de services de façon temporaire et occasionnelle sans autorisation du ministre.

(2) Le prestataire est soumis aux règles de conduite de caractère professionnel, réglementaire ou administratif en rapport direct avec les qualifications professionnelles telles que la définition de la profession, l'usage des titres et les fautes professionnelles graves qui ont un lien direct et spécifique avec la protection et la sécurité des patients, ainsi qu'aux dispositions disciplinaires applicables aux pharmaciens légalement établis au Luxembourg.

(3) Le pharmacien frappé d'une peine de suspension ou d'interdiction d'exercer sa profession au Luxembourg et qui est légalement établi dans un autre Etat membre, ne peut pas effectuer de prestation de services au Luxembourg pendant la durée de sa suspension ou de son interdiction.

(4) Un règlement grand-ducal détermine les conditions et modalités d'exercice de la prestation de services visée aux paragraphes 1^{er} et 2 du présent article. Ce règlement prescrira entre autres que le pharmacien fasse une déclaration préalable relative à sa prestation au ministre qui en fera parvenir une copie au Collège médical et aux organismes de sécurité sociale.“

11° A l'article 12*ter*, les paragraphes 2, 3, 4 et 5 sont supprimés.

12° A l'article 13, le paragraphe 1^{er} est remplacé par les dispositions suivantes:

„(1) Constitue un exercice illégal de la profession de pharmacien, l'accomplissement, même à titre gratuit, des activités visées à l'article 45, paragraphe 2 de la loi du xx relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles par une personne non autorisée à exercer la profession de pharmacien.“

13° L'article 21 est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 21.** Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par Etat membre de l'Union européenne: un Etat membre de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse“.

14° Les articles 22 et 23 sont supprimés.

Art. 73. Modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé

La loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé est modifiée comme suit:

1° L'article 2 est remplacé par les dispositions suivantes:

„Art. 2. Autorisation d'exercer

(1) Sous réserve des dispositions de l'article 4 ci-après, l'exercice d'une de ces professions est subordonné à une autorisation du ministre qui est délivrée aux conditions suivantes:

- a) le candidat doit être ressortissant au sens de l'article 3, point q) de la loi du xx relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
- b) il doit être titulaire d'un diplôme luxembourgeois relatif à la profession concernée, soit d'un diplôme étranger reconnu conformément aux dispositions de la loi du xx relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
- c) il doit remplir les conditions de santé physique et psychique nécessaires à l'exercice de la profession;
- d) il doit répondre aux conditions d'honorabilité et de moralité nécessaires à l'exercice de la profession;
- e) il doit avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession, soit en allemand, soit en français, et comprendre les trois langues administratives du Grand-Duché de Luxembourg ou acquérir les connaissances lui permettant de les comprendre.

Une vérification des connaissances linguistiques du candidat d'une des trois langues luxembourgeoise, allemande ou française peut être faite par le ministre.

(2) Un règlement grand-ducal détermine la procédure à suivre et les documents à présenter pour obtenir l'autorisation d'exercer.“

2° L'article 4 est remplacé par les dispositions suivantes:

„Art. 4. Prestation de services

(1) Le professionnel de santé ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, qui est établi dans un autre Etat membre et y exerce légalement une des professions de santé visées à l'article 1^{er}, peut exécuter au Luxembourg des prestations de services de façon temporaire et occasionnelle sans autorisation du ministre.

(2) Afin d'éviter des dommages graves pour la santé du bénéficiaire du service, le ministre fait procéder à une vérification des qualifications professionnelles du prestataire visé au paragraphe 1^{er} avant la première prestation de services.

Cette vérification est effectuée selon les modalités prévues au titre II de la loi du *jj.mm.aa* relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux prestations de services visant les activités d'infirmier et de sage-femme.

(3) Le prestataire visé au paragraphe 1^{er} est soumis aux règles de conduite de caractère professionnel, réglementaire ou administratif en rapport direct avec les qualifications professionnelles telles que la définition de la profession, l'usage des titres et les fautes professionnelles graves qui ont un lien direct et spécifique avec la protection et la sécurité des patients, ainsi qu'aux dispositions disciplinaires applicables aux professionnels de santé légalement établis au Luxembourg.

(4) Le professionnel de santé frappé d'une peine de suspension ou d'interdiction d'exercer sa profession au Luxembourg et qui est légalement établi dans un autre Etat membre, ne peut pas effectuer de prestation de services au Luxembourg pendant la durée de sa suspension ou de son interdiction.

(5) Un règlement grand-ducal détermine les conditions et modalités d'exercice de la prestation de services visée aux paragraphes 1^{er} et 2 du présent article. Ce règlement prescrira entre autres que le prestataire visé au paragraphe 1^{er} fasse une déclaration préalable relative à sa prestation au

ministre qui en fera parvenir une copie au Conseil Supérieur de certaines professions de santé et aux organismes de sécurité sociale.“

3° L'article 5 est remplacé par les dispositions suivantes:

„Art. 5. Port de titres professionnels

(1) La personne autorisée à exercer une de ces professions porte le titre professionnel correspondant à cette profession.

(2) Le professionnel de santé peut également être autorisé par le ministre à faire usage de son titre licite de formation tel que visé à l'article 2, paragraphe 1^{er}, point b) et éventuellement de son abréviation dans la langue de l'Etat où il a acquis sa formation, suivi des nom et lieu de l'établissement ou du jury qui l'a délivré. Toutefois au cas où ce titre peut être confondu avec un titre exigeant une formation supplémentaire non acquise par le bénéficiaire, ce dernier ne pourra utiliser son titre de formation que dans une formule appropriée à indiquer par le ministre.

(3) Le professionnel de santé peut aussi être autorisé par le Conseil Supérieur de certaines professions de santé à faire usage d'une fonction académique ou d'un titre licite de formation autre que celui visé au paragraphe 2 selon la formulation intégrale qui lui a été conféré par une université ou une autre autorité compétente, et qui est reconnu par les autorités compétentes du pays où il a été délivré. Le Conseil Supérieur de certaines professions de santé peut soumettre cette autorisation au paiement préalable d'une taxe. Le montant de cette taxe est fixé annuellement par le Conseil Supérieur de certaines professions de santé, étant entendu qu'il se situe entre 75 et 150 euros.“

4° A l'article 6, au paragraphe 1^{er}, le bout de phrase „des membres d'une autre profession“ est remplacé par les dispositions suivantes „des membres d'une autre profession de santé“.

5° L'article 8 est complété par un paragraphe 4 ayant la teneur suivante:

„(4) Les inscriptions du registre peuvent être communiquées au Conseil supérieur de certaines professions de santé et aux organismes de sécurité sociale et vice versa.

Elles peuvent être fournies sur demande à toute autorité ou instance habilitée spécifiquement par un autre Etat membre de l'Union européenne à délivrer ou à recevoir des titres de formation et autres documents ou informations, via le système d'information mis en place par le REGLEMENT (UE) n° 1024/2012 DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL du 25 octobre 2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur et abrogeant la décision 2008/49/CE de la Commission („règlement IMI“), à condition que ces échanges d'information se fassent dans la confidentialité et le respect de la législation sur la protection des données à caractère personnel.“

6° L'article 9 est remplacé par les dispositions suivantes:

„Art. 9. Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par Etat membre de l'Union européenne: un Etat membre de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse.“

7° L'article 10 est supprimé.

8° L'article 11 est complété par un paragraphe 3 ayant la teneur suivante:

„(3) Les personnes exerçant une de ces professions doivent tenir à jour leurs connaissances professionnelles.“

9° L'article 14 est complété par un paragraphe 3 ayant la teneur suivante:

„(3) L'autorisation d'exercer devient caduque lorsque le professionnel de santé bénéficiaire n'exerce pas sa profession au Luxembourg dans les deux années qui suivent la délivrance de l'autorisation.

Il en va de même du professionnel de santé qui a cessé son activité professionnelle au Luxembourg depuis plus de deux ans.“

10° L'article 16 est remplacé par les dispositions suivantes:

„Art. 16. Sanctions pénales

(1) Est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 251 à 5.000 euros ou d'une de ces peines seulement

a) celui qui exerce, sans y être autorisé, une de ces professions, sauf le cas d'urgence avérée;

- b) celui qui, sans y avoir droit, pose un acte rentrant dans les attributions d'une de ces professions, sauf le cas d'urgence avérée;
- c) celui qui s'attribue, sans y avoir droit, un titre désignant une de ces professions ou un autre titre pouvant prêter à confusion;
- e) celui qui attribue le titre d'une de ces professions aux personnes qu'il emploie, soit à titre bénévole, soit moyennant salaire, sans que ces personnes soient munies du diplôme ou de l'autorisation afférente;
- f) celui qui occupe pour le service de ces mêmes professions des personnes non autorisées à cet effet;
- g) celui qui, en vertu de son autorité, oblige un professionnel à effectuer des actes qui ne rentrent pas dans ses attributions.

(2) Est puni d'une amende de 251 à 5.000 euros

- a) celui qui manque aux obligations qui lui sont imposées en vertu des dispositions de l'article 8 de la présente loi et de ses règlements d'exécution;
- b) celui qui empêche les personnes qu'il occupe de satisfaire aux obligations prévues à l'article 12 de la présente loi.

(3) Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux étudiants d'une profession de santé qui agissent sous la responsabilité d'un maître de stage autorisé à exercer la médecine ou une profession de santé au Luxembourg dans le cadre d'un stage de formation, d'un stage de réintégration ou d'un stage d'adaptation effectué dans le cadre de la procédure de reconnaissance prévue par la loi du xx relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.“

11° L'article 20 est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 20.** L'autorisation d'exercer une profession de santé visée à l'article 2 est suspendue ou retirée par le ministre lorsque les conditions y prévues ne sont plus remplies.“

12° Est inséré un article 20*bis* ayant la teneur suivante:

„**Art. 20*bis*.** (1) Dans le cas d'incapacité, le ministre peut décider la suspension temporaire du droit d'exercer. Elle ne peut être ordonnée que sur base d'un rapport motivé adressé au ministre, établi par trois experts désignés l'un par l'intéressé ou sa famille, le deuxième par le directeur de la Santé et le troisième par les deux premiers. En cas de désaccord entre ces derniers, la désignation du troisième expert est faite sur demande du ministre par le président du tribunal d'arrondissement. Il en est de même en cas de carence de l'intéressé ou de sa famille pour la désignation du premier expert.

Le ministre peut être saisi soit par le directeur de la Santé, soit par le Conseil supérieur de certaines professions de santé. L'expertise prévue à l'alinéa précédent doit être effectuée au plus tard dans le délai de deux mois à compter de la désignation des trois experts.

(2) S'il y a péril en la demeure, lorsque la poursuite de l'exercice professionnel par un professionnel de la santé risque d'exposer la santé ou la sécurité des patients ou de tiers à un dommage grave, le ministre peut, sur avis du Conseil supérieur de certaines professions de santé et l'intéressé dûment mis en mesure de présenter ses observations, suspendre avec effet immédiat le droit d'exercer ou le soumettre à certaines restrictions. La décision de suspension doit être motivée et ne peut dépasser trois mois. Avant l'expiration de ce délai le ministre, sur base d'un rapport d'expertise tel que prévu au paragraphe qui précède, décide soit de restaurer l'intéressé dans son droit d'exercer, soit de prolonger la mesure de suspension, soit de prononcer le retrait de l'autorisation d'exercer.

(3) La durée totale d'une mesure de suspension temporaire ne peut pas dépasser deux ans. Le ministre peut subordonner la reprise de l'activité professionnelle à la constatation de l'aptitude de l'intéressé par une nouvelle expertise effectuée à la diligence du directeur de la Santé, dans les conditions ci-dessus prévues, dans le mois qui précède l'expiration de la période de suspension.

(4) Les frais d'expertise sont à charge du titulaire dont l'autorisation a été suspendue temporairement. Il en est de même en cas de renouvellement de suspension ou de retrait de l'autorisation. Dans les autres cas, les frais d'expertise sont à charge de l'Etat.“

Art. 74. *Modification de la loi modifiée du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Education nationale et le ministère de la Santé*

L'article 12 de la loi modifiée du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Education nationale et le ministère de la Santé est supprimé.

Art. 75. *Modification de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales*

La loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales est modifiée comme suit:

1° L'article 15 est remplacé comme suit:

- „**Art. 15.** La qualification professionnelle requise pour accéder à la profession d'architecte résulte:
1. de la possession d'un grade ou diplôme d'architecte délivré par un établissement d'enseignement supérieur reconnu au Grand-Duché de Luxembourg et sanctionnant l'accomplissement avec succès d'une formation d'architecte
 - a) d'au moins cinq années d'études à temps plein, sanctionnée par la réussite à un examen de niveau universitaire; ou
 - b) d'au moins quatre années d'études à temps plein, sanctionnée par la réussite à un examen de niveau universitaire et par un certificat attestant l'accomplissement d'au moins deux années de stage professionnel; ou
 2. d'un titre de formation d'architecte reconnu conformément aux dispositions de la loi du xx relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Le stage professionnel visé au point 1, b), se déroule uniquement après l'accomplissement des trois premières années d'études. Au moins une année du stage professionnel contribue à développer les connaissances, aptitudes et compétences acquises au cours de l'enseignement. Pour ce faire, le stage professionnel est effectué sous la surveillance d'une personne ou d'une entité qui a été agréée par l'autorité compétente. Ce stage surveillé peut se dérouler dans n'importe quel pays.“

2° Les paragraphes 2 et 3 de l'article 37 sont abrogés.

Art. 76. *Modification de la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute*

La loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute est modifiée comme suit:

1° L'article 2 est remplacé par les dispositions suivantes:

- „**Art. 2.** (1) L'exercice de la profession de psychothérapeute est subordonné à une autorisation du ministre ayant la Santé dans ses attributions, ci-après „le ministre“. La demande pour l'obtention de l'autorisation doit être adressée au ministre qui la délivre aux conditions suivantes:
- a) le demandeur doit être ressortissant au sens de l'article 3, point q) de la loi du xx relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
 - b) le demandeur doit être en possession soit d'un master en psychologie clinique ou d'un diplôme en psychologie reconnu équivalent par le ministre, sur avis du Conseil scientifique de psychothérapie, inscrit au registre des titres de formation visé à l'article 66 de la loi du xx relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, soit d'un des titres de formation médicale de base dont question à l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, point b) de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire;
 - c) le demandeur doit être titulaire soit d'un diplôme, certificat ou autre titre de formation luxembourgeois relatif à la profession de psychothérapeute, soit d'un diplôme, certificat ou autre titre étranger reconnu équivalent par le ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions, selon les dispositions de la loi du xx relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
 - d) il doit remplir les conditions de santé physique et psychique nécessaires à l'exercice de la profession;

- e) il doit répondre aux conditions d'honorabilité et de moralité nécessaires à l'exercice de la profession;
- f) il doit avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession, soit en allemand, soit en français, et comprendre les trois langues administratives du Grand-Duché de Luxembourg ou acquérir les connaissances lui permettant de les comprendre.

Une vérification des connaissances linguistiques du candidat d'une des trois langues luxembourgeoise, allemande ou française peut être faite à la demande du ministre par le Collège médical.

Le président du Collège médical ou son délégué entend le psychothérapeute et transmet au ministre le résultat de la vérification.

(2) Dès son installation il doit recueillir les informations nécessaires concernant les législations sanitaire et sociale et la déontologie applicables au Luxembourg.

(3) Le psychothérapeute exerçant au Luxembourg est tenu, sous peine de sanctions disciplinaires, de disposer d'une assurance destinée à garantir sa responsabilité civile susceptible d'être engagée en raison de dommages survenus dans le cadre de son activité professionnelle.

(4) Un règlement grand-ducal détermine la procédure à suivre et les documents à présenter pour obtenir l'autorisation d'exercer.

(5) Les demandes en autorisation d'exercer sont soumises pour avis au Collège médical.

(6) Un recours en réformation auprès du tribunal administratif peut être introduit dans le mois qui suit sa notification contre toute décision d'octroi, de refus, de suspension ou de retrait d'une autorisation d'exercer.“

2° Est inséré un article *2bis* ayant la teneur suivante:

„**Art. 2bis.** Une taxe d'un montant de 75 euros est due pour toute demande d'autorisation d'exercer, visée à l'article 2.“

3° L'article 19 est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 19.** Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par Etat membre de l'Union européenne: un Etat membre de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse“.

4° L'article 20 est remplacé par les dispositions suivantes:

„**Art. 20.** Par dérogation aux points b) et c) du paragraphe 1^{er} de l'article 2, et dans un délai de trois ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, l'autorisation d'exercer en tant que psychothérapeute pourra être accordée par le ministre, sur avis du conseil, au requérant à condition qu'il:

- 1) soit détenteur d'un master en psychologie clinique ou d'un diplôme en psychologie reconnu équivalent par le ministre, sur avis du Conseil scientifique de psychothérapie, inscrit au registre de formation visé à l'article 66 de la loi du xx relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, soit d'un des titres de formation de médecin avec formation médicale de base dont question à l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, point b) de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire; ou d'un autre titre, certificat ou diplôme reconnu équivalent par le ministre sur avis du Collège médical;
- 2) puisse soit faire état d'une formation spécifique et continue en psychothérapie d'au moins 450 heures, soit justifier d'une pratique de psychothérapie d'au moins cinq années reconnue par le Collège médical.“

Chapitre 2 – Dispositions finales

Art. 77. Dispenses

Les titres et grades étrangers tombant sous le champ d'application de la présente loi sont dispensés de la procédure d'homologation telle que prévue par la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur.

Art. 78. Dispositions abrogatoires

Sont abrogées les lois suivantes:

1. la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur;
2. la loi modifiée du 19 juin 2009
 - 1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est
 - a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles
 - b) de la prestation temporaire de service
 - 2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur
 - 3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant
 - a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans
 - b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles;
3. la loi modifiée du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées.

Art. 79. Intitulé abrégé

La référence à la présente loi peut se faire sous une forme abrégée en utilisant les termes de „loi du * relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles“.

Art. 80. Mise en vigueur

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Mémorial, à l'exception des dispositions de l'article 76, point 2, qui entrent en vigueur le 15 juillet 2018.

Luxembourg, le 18 octobre 2016

Le Rapporteur,
M. André BAULER

Le Président,
Mme Simone BEISSEL

